



VILLE DE
CHOISY-LE-ROI

Place Gabriel péri
94600 Choisy-le-Roi
www.choisyleroi.fr
☎ 01.48.92.44.44

Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du Mercredi 2 février 2022

Le deux février deux mille vingt-deux à dix-neuf heures trente, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le mercredi 26 janvier 2022, s'est réuni Salle du Conseil municipal – Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

Étaient présents :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, HABI Hacène, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, SASU Hancès, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, BEZACE Mathilde, BOURVEN Julien, GARROUT Karim, MARTIN Mélissandre, COHEN Rachel, DESPRES Catherine, LUC Nadine, AOUMMIS Hassan, GUILLAUME Didier, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Étaient représentés :

M. THIAM Moustapha	mandat à M. SAYADI Walid
Mme DIMNET Jocelyne	mandat à Mme OSTERMEYER Sushma
M. OMRANE Alain	mandat à Mme HACHE Bénédicte
M. BOLLE-DALLIAH Kristian	mandat à Mme FADLI Hafida
M. CHALBI Yacine	mandat à M. ID ELOUALI Ali
Mme LANTERNIER Lucie	mandat à M. HABI Hacène
Mme OZCAN Canan	mandat à Mme LAJILI Yamina
M. DESROCHES Damien	mandat à Mme SASU Hancès
Mme FOURNIER Laura	mandat à Mme GAULIER Danièle
Mme JUHEL Françoise	mandat à M. HUTIN Sébastien
M. ESSONE MENGUE Terence	mandat à M. GUILLAUME Didier
Mme BENKAHLA Malika	mandat à M. AOUMMIS Hassan

Étaient absents :

/

Secrétaire de séance : LAJILI Yamina

Sommaire

Désignation du secrétaire de séance	5
Appel.....	5
→ Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 15 décembre 2021	5
→ Précisions concernant l'ordre du jour.....	5
RESSOURCES HUMAINES	6
→ 1. Signature de deux conventions de mise à disposition de chiens de défense affectés au service de la police municipale de Choisy-le-Roi.....	6
→ 2. Présentation du rapport sur les garanties accordées en matière de protection sociale complémentaire.....	7
→ 3. Modification du tableau des effectifs du personnel communal	8
DEVELOPPEMENT LOCAL CITOYENNETE	9
→ 4. Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, année 2021.....	9
FINANCES/COMMANDE PUBLIQUE	21
→ 5. Rapport d'orientations budgétaires 2022	21
→ 6. Approbation de la convention constitutive du groupement de commande entre la commune et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Choisy-le-Roi pour la souscription des contrats d'assurance	38
→ 7. Modification du guide interne des marchés publics de la commune de Choisy-le-Roi	39
→ 8. Attribution d'un acompte de subvention au Théâtre-Cinéma Paul Eluard - budget 2022	39
PETITE ENFANCE	39
→ 9. Approbation du choix du délégataire pour la Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du multi-accueil Tony Lainé situé 28 avenue de la Folie à Choisy-le-Roi.....	39
HYGIENE SANTE	40
→ 10. Présentation du bilan d'activité 2015-2020 du Contrat Local de Santé - Atelier Santé Ville et approbation de la démarche de préfiguration d'un CLS-ASV 2	40
HABITAT	42
→ 11. Contrat de relance du logement entre l'Etat, l'Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre et la commune de Choisy-le-Roi	42
URBANISME	44
→ 12. Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière conclue entre la commune de Choisy-le-Roi, l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre et l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France	44

→ 13. Rectificatif de la délibération portant sur la majoration de la part communale de la taxe d'aménagement sur les zones UA, UC et UR (annexion des plans par section casactrale entière)	47
→ 14. Avis du Conseil municipal sur la demande environnementale relative à l'octroi d'une autorisation préfectorale sur le projet d'aménagement du technicentre « Villeneuve-Demain » sur la commune de Villeneuve-Saint-Georges	47
TRANSITION ECOLOGIQUE	51
→ 15. Approbation de la convention d'occupation et d'usage des jardins familiaux et fixation des tarifs de location des parcelles	51
→ 16. Approbation de la convention partenariale avec le conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) pôle « Agence de l'énergie » pour la période 2022-2023	52
→ 17. Avis du Conseil municipal sur la demande environnementale relative à l'octroi d'une autorisation préfectorale sur le projet de géothermie porté par le Syndicat Mixte pour la production et la distribution de la chaleur à Alfortville (SMAG).....	53
ADMINISTRATION GENERALE.....	55
→ 18. Rapport d'activité du SIFUREP pour l'année 2020	55
→ 19. Adhésion à l'association DRAPO (Défense Riveraines Aéroport Paris-Orly)	56
→ 20. Informations complémentaires à l'ordre du jour	57
→ 21. Compte-rendu des décisions L 2122 22 du Code Général des Collectivités Territoriales	60

La séance est ouverte à 19 h 30 sous la présidence de M. Tonino PANETTA, Maire de Choisy-le-Roi.

M. le Maire : Vous avez été convoqués dans les formes légales pour le Conseil d'aujourd'hui.

→ Désignation du secrétaire de séance

M. le Maire : Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, nous avons à désigner un secrétaire de séance. Je propose Madame Yamina LAJILI, qui accepte avec entrain.

(Mme Yamina LAJILI est désignée à l'unanimité secrétaire de séance.)

M. le Maire : Je passe la parole à Monsieur Baranger qui va procéder à l'appel.

→ Appel

(M. Denis Baranger procède à l'appel.)

→ Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 15 décembre 2021

M. le Maire : Vous avez tous reçu le procès-verbal du 15 décembre dernier avec cette convocation. Avez-vous des observations sur ce procès-verbal ?

Je n'en vois pas. Il est adopté. Y a-t-il des votes contre ? Non, il est adopté à l'unanimité. Merci.

→ Précisions concernant l'ordre du jour

M. le Maire : Y a-t-il des observations sur l'ordre du jour ?

Une précision. Vous aurez sur table, une délibération concernant le technicentre à Triage, par rapport à ce qui vous avait été remis, il n'y a rien qui change sur le fond ni rien du tout, mais nous avons voulu vraiment réaffirmer notre volonté de voter contre. Lors des débats, nous expliquerons pourquoi, bien que nous trouvions ce projet effectivement ambitieux, important pour notre département, mais les conditions de réalisation, je pense qu'il y aura un débat à ce sujet, et je pense que certains et certaines d'entre vous auront également des observations à faire.

Vous avez aussi sur vos tables un CD qui a été réalisé par les Locomusics, des musiciens en herbe avec leur professeur. Vous savez qu'à Choisy, c'est une des bonnes choses qu'a faites l'ancienne municipalité, il y a donc le conservatoire de musique, et rattaché au service jeunesse, il y a aussi la possibilité d'apprendre la musique, de jouer d'un instrument sans passer par le conservatoire où c'est un peu plus contraint avec le solfège et autres. Et donc, les élèves, dont certains ont fait des groupes qui patrouillent un peu en France lors de concerts, pendant cette période Covid, ils ne sont pas restés inactifs, et nous ont fait ce CD excellent qu'ils vous remettent, à chaque conseiller municipal. Vous en avez un sur chaque table. Nous pouvons vraiment les féliciter de ce travail. Il y a des jeunes qui s'emploient, qui travaillent et qui savent faire.

Concernant la délibération n°9 sur le choix du délégataire pour la DSP du multi-accueil Tony Lainé, conformément à l'article L 2131-11 du Code général des collectivités territoriales, et

au regard de l'objet de la délibération, je vous informe que Monsieur Habi et Madame Lanternier ne prendront pas ni au débat ni au vote.

Nous pouvons donc aborder l'ordre du jour.

RESSOURCES HUMAINES

→ 1. Signature de deux conventions de mise à disposition de chiens de défense affectés au service de la police municipale de Choisy-le-Roi

M. le Maire : Monsieur Vasco Coelho va présenter cette délibération.

M. Coelho : Bonsoir, Monsieur le Maire, chers collègues, direction générale, Choisyens, Choisyennes. Compte tenu de la structuration nécessaire du service de police municipale, en correspondance avec la strate de la ville et afin de fortifier davantage les mesures de sécurité, la municipalité a souhaité doter la police municipale d'une brigade cynophile.

La commune de Choisy-le-Roi a recruté deux agents de police municipale, et à ce titre, il paraît opportun de mettre à disposition le chien dont ils sont propriétaires pour participer aux missions de maintien de la tranquillité publique assurée par la police municipale. Chers collègues, le Conseil municipal est invité à autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition d'un chien de défense.

M. le Maire : Y a-t-il des observations ? Madame Luc.

Mme Luc : Nous voterons contre cette notice pour les mêmes raisons que celles déjà évoquées ici pour la création de la brigade cynophile. Cela dit, l'augmentation du nombre de chiens pose un certain nombre de questions pratiques. Les chiens de défense qui appartiennent à des races autorisées au mordant, comme les bergers hollandais ou belges dont il est question ici, sont utilisés pour leurs aptitudes physiques. Ils sont évidemment d'une bonne taille, d'un bon poids, et donc d'un encombrement certain. Vous n'aviez apporté aucune précision au moment de la création de la brigade cynophile concernant ces modalités d'organisation et de fonctionnement. Quid de l'hébergement des chiens mis à disposition, en quelque sorte collègues des policiers ? La déambulation dans les bureaux d'un, a fortiori de deux ou trois chiens, est pourtant inenvisageable.

Aussi, nous souhaitons savoir d'un point de vue sanitaire. Est-ce qu'il est question, pour les locaux, de ventilation, d'espaces et de désinfection ? Et d'un point de vue de sécurité aussi, est-ce que les systèmes de fermeture de local sont adéquats pour qu'ils ne puissent pas s'échapper ? Nous voulons savoir quels locaux spécifiques sont prévus pour héberger ces chiens. Merci.

M. le Maire : Comme je vous l'ai répondu, Madame Luc, nous tenons à votre disposition tous les documents nécessaires. Rien n'est fait sans le strict contrôle de la préfecture. Vous pouvez visiter les locaux quand vous le voulez. Et surtout, chaque dernier dimanche du mois, la police municipale se présente à la population, explique comment elle travaille, présente ses chiens gigantesques, comme vous dites. Vous serez, je pense, surprise de voir une petite chienne tellement mignonne que tout le monde peut la caresser, mais elle obéit au doigt et à l'œil à son propriétaire. Les services vétérinaires les suivent, et ils sont donc dans un état qui est parfaitement réglementaire. Je peux vous dire que les maîtres-chiens sont extrêmement attachés à l'animal et à son bien-être qui est parfaitement respecté. En cela, si vous trouvez quelque chose à redire, je suis prêt à l'écouter et à le modifier. Pour l'instant, nous avons fait contrôler tout ce que nous faisons par la préfecture. Il semblerait que tout soit en ordre.

Mme Luc : Il y a bien des locaux spécifiques pour les chiens ?

M. le Maire : Oui, nous avons une pièce spécifique avec aussi une cage spécifique, et ils sont sortis quand ils doivent être sortis, etc. Ils vont être dans des conditions encore meilleures, puisque nous sommes en train d'aménager le poste de police municipale.

Y a-t-il d'autres observations ? Non. On peut procéder au vote.

Des votes contre ? Très bien. Abstentions ? Une abstention. Merci.

La délibération n°1 est adoptée (1 abstention).

→ 2. Présentation du rapport sur les garanties accordées en matière de protection sociale complémentaire

M. le Maire : La parole est toujours à Monsieur Coelho.

M. Coelho : Merci, Monsieur le Maire. Depuis 2007, dans le cadre de l'ordre politique et d'accompagnement social à l'emploi, les collectivités locales et leurs établissements ont la possibilité de participer financièrement aux contrats souscrits par leurs agents en matière de santé et/ou de prévoyance pour faciliter l'accès aux soins et couvrir la perte de rémunération en cas d'arrêt prolongé de travail lié à une maladie ou à un accident.

Dans le but d'harmoniser les pratiques et les droits entre la fonction publique et les entreprises privées, le législateur a souhaité engager une réforme de protection sociale complémentaire à travers la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique. Les nouvelles obligations en matière de protection sociale complémentaire prises en application de celles de l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 redéfinissent la participation des employeurs publics aux financements et garanties de protection sociale complémentaire de leurs agents fonctionnaires et contractuels de droit public.

Les principales dispositions sont les suivantes :

- La participation financière des employeurs publics jusqu'à présent facultative deviendra obligatoire au 1er janvier 2025 pour les contrats de prévoyance souscrits par la voie de la labellisation ou de la convention de participation. L'aide de l'employeur sera au minimum de 20 % d'un montant de référence précisée par décret, 1er janvier 2026 pour les contrats de santé souscrits par la voie de la labellisation ou de la convention de participation, l'aide de l'employeur sera alors de 50 % minimum d'un montant de référence précisée par décret.
- Néanmoins, pour les conventions de participation déjà mises en place avant le 1er janvier 2022, ce qui est le cas de la ville de Choisy-le-Roi, les dispositions de l'ordonnance ne seront applicables aux employeurs publics qu'aux termes des conventions, donc concrètement au 1er janvier 2026.

Les enjeux du dispositif de protection sociale complémentaire. Pour l'agent, la protection sociale complémentaire représente un enjeu important compte tenu notamment de l'allongement de la durée des carrières et des problèmes financiers et sociaux qui peuvent engendrer des arrêts de travail prolongés ou répétés. Dans bien des cas, le placement en demi-traitement ou recours à des soins coûteux entraîne des difficultés de tout ordre, et parfois des drames humains. L'objectif de la réforme est donc bien de tendre vers une couverture totale des agents de la fonction publique territoriale, à l'instar des salariés du privé aujourd'hui.

Pour les employeurs territoriaux, il s'agit d'une véritable opportunité de valoriser leur politique de gestion des ressources humaines. En prenant soin de leurs agents, les collectivités créent une dynamique positive et accroissent l'activité des emplois qu'elles ont à pourvoir. L'objectif est de garantir la qualité des services aux habitants de leur territoire. Cette protection sociale vient compléter les dispositifs de prévention des risques du travail, de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences existantes et concourt à limiter la progression de l'absentéisme. Pour rappel, la complémentaire santé concerne le remboursement complémentaire des frais occasionnés par une maladie, une maternité ou un accident afin de diminuer le reste à charge de l'assuré.

S'agissant de la prévoyance ou garantie maintien de salaire, celle-ci permet aux agents de se couvrir contre des aléas de la vie, maladies, invalidités, accidents non professionnels, en leur assurant un maintien de rémunération et/ou de régimes indemnitaires. En cas d'arrêt de travail prolongé, il est rappelé qu'au-delà de trois mois d'arrêt pour maladie ordinaire, l'agent concerné perd la moitié de son salaire, et au-delà de 12 mois, la totalité.

Les dispositifs existants au sein de la collectivité et les perspectives d'évolution. Depuis 2012, la ville de Choisy-le-Roi a souscrit aux deux conventions de participation proposées par le CIG Petite Couronne. Les dernières ont été conclues pour la période allant du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2025. Ainsi, par délibération en date du 15 décembre 2019, la ville prévoit une participation assurée avec enfant à charge sur la mutuelle, il y a donc 15 euros par mois. Après, nous avons 20 euros par mois, et 10 euros par mois par assurés.

La ville ayant déjà mis en place une participation au financement de la protection sociale complémentaire de ses agents, lorsque le montant de référence qui servira de base pour le calcul de la participation employeur sera précisé par le législateur, il lui sera probablement nécessaire de prendre une nouvelle délibération après avis du comité social territorial, précisant le nouveau montant de participation, si toutefois celui-ci est d'ores et déjà acté et inférieur au montant de référence qui sera fixé par décret.

Chers collègues, il vous est donc demandé de voter cette convention pour la protection sociale de nos agents.

M. le Maire : Merci, Monsieur Coelho. Y a-t-il des observations ? La loi fait obligation de cette présentation, éventuellement un débat, mais je pense que tout est dit, c'est assez exhaustif, la présentation. Néanmoins, s'il y a des observations... Non ?

Il faut acter cette présentation et que le débat a eu lieu. OK, à l'unanimité ? Merci.

Le Conseil prend acte de la délibération numéro 2.

→ 3. Modification du tableau des effectifs du personnel communal

M. le Maire : Le point numéro 3 est classique. Monsieur Coelho, en très grande forme, continue le marathon.

M. Coelho : Merci, Monsieur le Maire. Il s'agit donc des créations de 4 postes, un responsable bureau d'études qui sera sous l'autorité du directeur général des services, le responsable des services techniques, il réalise de l'aide de logiciels spécialisés, l'ensemble des documents graphiques, réalise les projets de la commune, des études préalables au plan d'exécution et des dossiers d'ouvrages exécutés. Après, il y a un responsable du pôle écologie urbaine qui sera sous l'autorité du directeur de l'environnement, ensuite, un dessinateur de projecteurs qui sera placé sous l'autorité du responsable du bureau d'études aussi, et donc un référent sécurité recevant du public, placé sous l'autorité du responsable du pôle exploitation au sein de la direction des bâtiments.

La création par transformation de deux postes, ces 3 postes existants déjà au sein de la ville sont modifiés en conformité avec l'article 3-3-2 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale pour permettre la faculté de proposer aux agents concernés des CDD d'une durée de trois ans.

Il y a donc aussi un responsable des services de communication rattaché au directeur général des services, un gestionnaire administratif polyvalent placé sous l'autorité du directeur administratif juridique.

Pour contribuer au bon fonctionnement des différents services de la ville, il convient de procéder aux transformations suivantes : pour mise en adéquation des postes existants et des postes à pourvoir en tenant compte des mouvements au personnel et les recrutements réalisés.

Avec votre délibération, vous avez donc un tableau qui vous donne l'explication de ces transformations de postes. Voilà, Monsieur le Maire. Nous pouvons passer au vote.

M. le Maire : Très bien. Y a-t-il des observations ? Non. Des votes contre ? Non, c'est voté à l'unanimité. Merci.

La délibération n°3 est adoptée à l'unanimité.

DEVELOPPEMENT LOCAL CITOYENNETE

→ 4. Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, année 2021

M. le Maire : La parole est à Madame Fontaine.

Mme Fontaine : Bonsoir, Monsieur le Maire. Bonsoir, Choisyens, Choisyennes. Ce soir, je vais vous parler du rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Au Conseil municipal, je rappelle que l'article 61 de la loi 2014-873 du 8 août 2014 prescrit aux collectivités la présentation d'un rapport sur la situation en matière d'égalité femmes/hommes, première loi globale en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes. La loi du 4 août 2014 ambitionne d'impulser une nouvelle génération de droits, les droits à l'égalité réelle et concrète. Portant de nombreuses dispositions relatives à l'égalité professionnelle, à la parité, à la lutte contre la précarité, contre les violences faites aux femmes, contre les atteintes à la dignité, elle cherche à impliquer la société dans son ensemble.

L'article 61 prescrit aux collectivités territoriales et aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants de présenter, préalablement au débat sur le projet de budget, un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, intéressant le fonctionnement de la collectivité, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation.

Le décret n°2015-761 du 24 juin 2015 précise le contenu et les modalités d'élaboration de ce rapport. Il doit être réalisé en deux étapes, dont une partie qui concerne la politique de ressources humaines de la collectivité. Le rapport reprend notamment les données du rapport présenté en comité technique comme prévu à l'article 51 de la loi 2012-347 du 12 mars 2012, relative au recrutement, à la formation, au temps de travail, à la promotion

professionnelle, aux conditions de travail, à la rémunération et à l'articulation entre vie professionnelle et vie personnelle.

Une partie qui concerne les actions menées par la collectivité pour l'égalité femmes/hommes, le rapport fixe aussi des orientations pluriannuelles et des programmes de nature à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes. Il peut comporter également une analyse de la situation économique et sociale en matière d'inégalité entre les femmes et les hommes dans la commune.

Je vais vous faire rapidement un résumé du rapport, parce qu'il y a beaucoup de pages. Les grandes lignes, au niveau interne, ce qu'on peut dire, c'est qu'au niveau des effectifs des agents de la mairie, les femmes représentent 59 % de l'effectif global. Elles représentent 60 % des catégories C. Il y a quasiment la parité sur la catégorie B. L'écart s'est creusé en revanche sur la catégorie A, passant de 9 % en 2020 à 68 % en 2021, mais ceci s'explique par de nombreux départs en 2021, et cela sera certainement gommé, en tout cas, c'est l'importance de ce rapport, par rapport aux nouveaux recrutements.

Ce qu'on peut dire aussi, c'est que les filières administrative et culturelle sont majoritairement féminines. Au niveau de la filière animation, il y a quand même une présence importante de femmes contractuelles, et les filières techniques, aujourd'hui, on arrive à avoir un certain équilibre entre les femmes et les hommes.

Au niveau interne, les pistes de travail pour réduire les inégalités femmes/hommes. On a plusieurs thèmes. Tout d'abord, un travail sur la sensibilisation. On s'est rendu compte que le temps partiel était majoritairement féminin, 88 %. On sait que ce sont des emplois précaires. Il y a une inégalité des salaires aussi sur les vacataires, une inégalité dans la prise en compte aussi des congés parentaux. On sait que majoritairement, ils sont pris par les femmes, alors que les hommes aujourd'hui ont droit à un mois. Pour cela, il y a une mise en place d'un collectif d'agents qui sera paritaire, qui sera issu aussi de l'ensemble des services, et qui ont comme mission entre autres de monter des réunions de sensibilisation sur différents thèmes, notamment autour de l'égalité femmes/hommes. Il y a une mise en place aussi d'un plan d'action égalité professionnelle autour de 5 axes :

- Promouvoir la culture à l'égalité,
- Développer l'égalité dans les parcours professionnels des agents,
- Favoriser l'articulation entre le temps de vie personnelle et professionnelle,
- Prévenir les violences sexistes et sexuelles sur le lieu de travail,
- Engager le travail social sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Les actions seront également menées en direction des habitants, notamment un gros volet sur la lutte contre les violences faites aux femmes. Aujourd'hui, c'est vraiment de continuer à construire autour de partenaires experts. Nous avons des financements pour accompagner les actions locales. Il y a la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes le 25 novembre, mise à disposition de logements relais en faveur des femmes victimes de violences, une réflexion autour d'une création d'une Maison des femmes et soutien des associations locales. Il y a aussi tous les projets de service qui intègrent progressivement depuis 2018 l'enjeu transversal qu'est l'égalité femmes/hommes. Cette prise en compte formalisée se traduit dans les activités de services et dans leurs évaluations, par exemple la semaine des droits des femmes autour du 8 mars ou tous les services municipaux organisent des actions.

Je vous remercie.

M. le Maire : Bien. Y a-t-il des observations sur ce rapport ? Monsieur Hutin.

M. Hutin : Merci, Monsieur le Maire. Mes chers collègues. Choisyennes, Choisyens. Le rapport sur l'égalité femmes/hommes nous indique que dans la catégorie A, comme on le disait tout à l'heure, nous sommes passés d'un écart de 9 % entre les femmes et les hommes en 2020, à 68 % en 2021. On nous explique que cet écart est dû aux départs multiples de la collectivité. Cela pose une question. Pourquoi tant de départs ? Est-ce dû aux conditions, à la qualité du travail, à l'absence d'une politique RH ? Un tel turnover est inquiétant, surtout quand on voit qu'il y a plus de départs que d'arrivées. Nous y reviendrons tout à l'heure dans le débat du ROB.

Nous relevons également que les congés parentaux sont uniquement pris par les femmes. Là encore, nous déplorons un manque DRH auprès des hommes à prendre leur congé. Cela m'amène à vous poser la question du collectif d'agent qui a été mis en place en 2018 qui a travaillé sur ces questions. Qu'est-il devenu ?

Concernant les absences, l'augmentation des absences des agents en 2021 peut s'expliquer effectivement par la situation sanitaire. Néanmoins, là encore, on s'aperçoit que la conciliation entre vie privée et vie professionnelle est bancal. Il y a plus de femmes que d'hommes absents tant chez les titulaires que contractuels, donc ce n'est pas le type de poste ou la catégorie qui induit l'absence, mais bien le genre. On peut donc conclure que ce sont encore et toujours les femmes qui ont dû rester chez elles pour s'occuper des enfants malades ou lorsque les écoles étaient fermées.

Cela m'amène à vous poser la question suivante : pourquoi le télétravail n'a pas été envisagé pour assouplir les modalités de travail ? Cela aurait permis qu'il y ait moins d'absences. On note 291 femmes contre 152 hommes chez les titulaires, et 69 femmes pour 17 hommes chez les contractuels.

On constate que dans notre collectivité, le télétravail n'a pas été mis en place de manière équitable entre tous les agents. Or, tous les agents ayant des missions télétravaillables, qu'ils soient un homme ou une femme, habitant à Choisy ou non, doivent pouvoir en bénéficier, ce qui n'est pas le cas, a priori, dans notre commune.

S'agissant des salaires, l'écart des salaires reste conséquent entre les femmes et les hommes. C'est chez les contractuels 12 000 euros entre l'homme et la femme en catégorie A, 4 000 euros en catégorie B et 5 000 en catégorie C. Bref, on peut le constater à la lecture de ce rapport, la route est encore longue avant d'arriver à une réelle égalité femmes/hommes dans les collectivités en général. Il est essentiel de mettre les moyens pour agir véritablement.

Aussi, où en êtes-vous du recrutement de la ou du chargé de mission comme cela était le cas auparavant ? Ainsi, il sera possible de relancer la dynamique en mettant en place des actions concrètes, des campagnes de sensibilisation et accompagner les RH sur cette question fondamentale. Sans moyens humains, la délégation de l' élu ne sert à rien.

Nous savons tous que les confinements...

M. le Maire : Excusez-moi, je ne veux pas vous couper, Monsieur Hutin...

M. Hutin : J'ai fini, juste ma dernière phrase.

M. le Maire : Je n'ai pas compris votre question : qu'en est-il du chargé de mission ? À quoi faites-vous allusion ? Quel chargé de mission ?

M. Hutin : Il y a eu, fut un temps, un chargé de mission.

M. le Maire : Un chargé de mission pour faire quoi ?

M. Hutin : Sur les questions d'égalité femmes/hommes.

M. le Maire : Un chargé de mission dans quel domaine ?

M. Hutin : Sur la question de l'égalité femmes/hommes.

M. le Maire : D'accord.

M. Hutin : Je termine mon intervention.

M. le Maire : Je voulais que vous précisiez quelle était la question, je vous répondrai après.

M. Hutin : Très bien. Nous savons tous que les confinements successifs ont aggravé les situations familiales, et notamment la précarité chez les femmes quand elles ne sont pas victimes de violences conjugales. La charte européenne de l'égalité dans la vie locale est un outil pour mettre en œuvre les actions efficaces, encore faut-il en avoir la volonté politique. Force est de constater que cela n'apparaît pas dans ce rapport. Je vous remercie.

M. le Maire : Bien. Monsieur Hutin, vous tirez des conclusions sous votre responsabilité. Donc vous avez l'air d'être au fait de beaucoup de choses, peut-être plus que nous, puisque les conclusions que vous tirez, je vous invite à une certaine prudence et de poser ces questions à vos amis actuellement, puisque ce n'est quand même pas nous, en 16 mois, qui avons pu provoquer tous ces départs. Lorsque nous sommes arrivés, si je vous dénombrerais les trous dans la raquette que nous avons pu trouver... Je suis désolé, est-ce qu'ils appréhendaient notre arrivée ? On pourrait peut-être dire ça aussi, je n'en sais rien, mais franchement, je me sens parfaitement à l'aise. Depuis que nous sommes à la direction de la ville par rapport au rapport avec les femmes, l'excellent DRH, on ne va pas polémiquer là-dessus, nous avons enfin un vrai DRH dans cette ville, je lui rends hommage, les rapports apaisés avec la CGT, les rapports apaisés avec les différents services des différents agents.

Je peux vous rejoindre qu'au niveau national et dans le monde, je suis un fervent partisan de la cause féminine pour faire avancer l'égalité femmes/hommes, bien que dans certains domaines, il y a plus de femmes que d'hommes, etc. Autant je suis partisan, et nous œuvrons tous dans ce sens, autant dans certains domaines, quand même, il faudrait un peu de souplesse. Vous avez parlé des élus sur la liste électorale, ou quelquefois à une ou deux personnes près, on est obligé de laisser une femme sur le bord du chemin ou un homme sur le bord du chemin qui sont ultra compétents, parce qu'il faut absolument la parité à un homme ou une femme près. Je pense qu'il y a quand même eu des progrès, qu'il y a encore beaucoup à faire, mais que dans certains cas, on aimerait avoir, moi, ça ne me dérangerait pas qu'ici, qu'il y ait plus de femmes que d'hommes. D'ailleurs, j'ai toujours dit que je préférerais travailler avec des femmes que des hommes. Je me sens parfaitement à l'aise. Je suis désolé, c'est comme ça, mais pas pour les raisons... Pourquoi vous dites ça, Madame Luc ? Parce qu'il y a une compétence dans certains domaines, une approche de la femme que l'homme n'a pas. Je suis désolé, je le pense. Nous œuvrons dans cette municipalité à réduire effectivement, notamment sur les salaires, la consigne qui est donnée... Monsieur Hutin, savez-vous, parce que moi, je découvre ça, les grilles, l'ancien maire doit en savoir quelque chose. Savez-vous qu'on ne peut pas donner le salaire que l'on veut ? J'ai

découvert ça dans la fonction publique. Madame Luc, il y a des choses que j'apprends. J'étais enclin à donner plus à certaines personnes, hommes ou femmes, et on ne peut pas.

Aujourd'hui, s'il y a bien une difficulté à laquelle on se heurte, au-delà du fait que ce soit une femme ou un homme, c'est une difficulté de recrutement dans les collectivités territoriales qui ne sont plus attractives, et contrairement, par exemple, aux territoires. On est aussi concurrencé dans les collectivités par d'autres collectivités qui s'affranchissent de certaines règles qu'on nous impose. Je pense qu'on sera tous d'accord ici pour savoir qu'il y a des progrès à faire, bien sûr. Mais dans la ville de Choisy-le-Roi, que ce soient mes prédécesseurs ou moi-même maintenant, à la lecture même de cela, autant de départs qu'il y a eu avant notre arrivée, mais autant aussi des efforts avait été fait avant notre arrivée. Ce qui fait que par rapport à d'autres villes ou à une moyenne nationale, les salaires quand même se rapprochent à Choisy-le-Roi, et que, nous, pour l'instant, effectivement, lorsqu'on a une qualification légale, on souhaite que chacun et chacune... Et nous embauchons actuellement avec les règles pour que les personnes, femme ou homme, à travail, à qualification égale, aient le même salaire.

Pour les responsabilités, vous voyez, nous cherchons, nous respectons strictement ces critères, la parité hommes/femmes. Il nous manquait un DGA ou une DGA, et il se trouve qu'il faut une DGA. Savez-vous que devant les difficultés de recruter des personnes, certaines collectivités, à leur corps défendant, s'en affranchissent parce que ça devient tellement urgent ? Quelquefois, il reste 6 ou 8 mois et que finalement, la parité, ils veulent la respecter, mais nous, non. Ça fait 8 mois que nous cherchons une DGA, parce qu'il faut une femme. On aurait pu prendre un homme depuis longtemps. Eh bien, non. Nous attendons, parce que c'est une femme qu'il faut. Je vous annonce une très bonne nouvelle, nous l'avons trouvée, et nous pensons qu'elle est de grande qualité.

J'entends vos remarques, mais dans ce domaine-là, franchement, et vous pourrez vérifier, nous appliquons vraiment tous les critères qui doivent être appliqués sur la parité. J'ajouterais le respect, le traitement qui peut être fait. Quelquefois, nous assistons à certaines choses où on doit remettre en place. Ça aussi. Mais des progrès doivent être faits, et on s'y emploie. Avec Madame Fontaine, qui veut peut-être ajouter quelque chose, notamment la chargée de mission et autres. Mais je vous assure que nous avons bien au fait ce problème d'égalité hommes/femmes, où il y a encore des progrès à faire. J'en conviens, mais ces progrès sont réalisés à Choisy-le-Roi. Ils sont réalisés, et nous nous y attelons. Voilà, il n'y a aucun souci.

Et croyez-moi que si ce n'était pas le cas, nous avons certaines personnes à la direction qui nous le rappelleraient, qui ont du caractère, qui sont des femmes. Si vous avez une petite question, Madame Fontaine voudrait ajouter...

M. Hutin : C'est juste une toute petite précision.

M. le Maire : Allez-y, Monsieur Hutin.

M. Hutin : J'ai parlé des collectivités en général pour respecter cette problématique d'écart. Je ne visais pas précisément Choisy-le-Roi.

M. le Maire : J'ai compris, Monsieur Hutin.

M. Hutin : Je vous remercie.

M. le Maire : C'est pour ça que j'ai ajouté que par rapport aux collectivités en général, je pense que Choisy-le-Roi est très bien placée dans ces résultats, que ce soit avant notre arrivée ou maintenant, puisque le tableau le dit. Ce tableau ne peut pas se faire. Je vois qu'il

y a des écarts, mais des accords qui sont bien moindres que par rapport à ceux qui existaient il y a quelques années, et bien moindres que ceux qu'on pourrait constater dans certaines collectivités. C'est pour ça que nous y sommes sensibles, et nous continuons ces efforts qui sont naturels.

Madame Fontaine voulait ajouter un petit mot.

Mme Fontaine : Je vais répondre à la question de Monsieur Hutin à propos de la chargée de mission égalité femmes/hommes. La chargée de mission actuelle est devenue responsable. Nous avons donc dû retrouver une nouvelle chargée de mission, et c'est en cours. Ce n'est pas en cours, on doit créer le poste, le poste est créé, les entretiens sont en train de se passer. Je l'attends avec grande impatience. Mais effectivement, toutes les actions et tout le travail continuent à être mis en place par le service DLC de la MCVA. Donc c'est toujours en cours.

Par rapport à votre question sur le groupe, le collectif de travail des agents. Effectivement, on en a énormément parlé dans notre comité technique avec les syndicats, avec les RH. Effectivement, depuis notre arrivée avec le Covid, ça n'a pas été facile. Ce n'est pas une excuse pour tout, le Covid, mais c'est vrai que comme toutes les forces étaient en action pour gérer le quotidien qui n'était pas forcément simple, là, aujourd'hui, la question est vraiment sur la table. C'est notre mission première. On en a vraiment réellement besoin. Ce collectif-là sera donc paritaire, et il y aura des représentants de chaque service. Ça permettra de remonter les informations des agents au RH, et par rapport au collectif, ils pourront monter des réunions de sensibilisation notamment autour de l'égalité femmes/hommes, et plusieurs autres aussi sur l'hygiène, la santé, etc., question que les gens se posent. Voilà pour boucler vraiment quelque chose qui ne soit pas forcément descendant, mais qui soit transversal.

Cela étant, je n'ai pas retenu toutes les questions.

M. Hutin : Ce sont les essentiels, je vous en remercie.

M. le Maire : Y a-t-il d'autres observations ? Madame Luc.

Mme Luc : Profiter de ce rapport qui concerne l'égalité femmes/hommes pour mettre en lumière et aussi demander à Monsieur le Maire de soutenir officiellement le combat des personnels, en écrasante majorité des femmes, qui œuvrent dans nos écoles pour permettre la scolarisation des enfants en situation de handicap, les AESH. Elles sont en grève illimitée depuis le 10 janvier pour leurs conditions de travail qui se retournent contre les élèves MDPH. En effet, la création de pôles inclusifs d'accompagnement localisé, les fameux PIAL, sans améliorer la situation, a encore augmenté le nombre d'enfants suivis. Les AESH peuvent travailler sur 5 à 15 établissements, alors que les besoins d'élèves à accompagner dans leurs écoles d'affectation ne sont même pas comblés.

Leur formation est quasi inexistante, alors que la loi prévoit 60 heures de formation dans les 3 mois après l'embauche. Les AESH cumulent des contrats courts à temps partiel et des salaires très faibles. Cette précarité économique des accompagnantes interroge évidemment l'égalité femmes/hommes. Ces femmes perçoivent un salaire de 728 euros qui les placent en dessous du seuil de pauvreté. Et cerise sur le gâteau, dans notre département, on leur demande depuis octobre de signer un avenant qui les fait travailler 22 heures devant élèves en restant à 21 heures de rémunération.

Monsieur le Maire, nous vous demandons ce soir d'exprimer votre opinion sur cette grève dont l'enjeu est une école inclusive de qualité. Nous vous demandons de soutenir les 80 AESH de notre ville en participant au rassemblement devant le rectorat demain à 14h00.

M. le Maire : Madame Luc, je vous ai laissé aller jusqu'au bout, mais permettez-moi de vous dire que cette manœuvre est parfaitement déplacée. Oui, Madame. Ce n'est pas à l'ordre du jour, le combat des AESH. Et comme le faisait systématiquement Monsieur Essonne Mengue, il pose toujours des questions qui ne sont pas à l'ordre du jour. Savez-vous que dans les AESH, il y a des hommes, aussi ? Nous parlons, Madame, de la parité hommes/femmes.

Mme Luc : Oui, cela en fait partie.

M. le Maire : Madame, ne m'interrompez pas. Le sujet du combat des AESH n'est pas réservé aux femmes. De plus, c'est un sujet tellement important auquel je suis extrêmement sensible, contrairement à ce que peut, de manière un peu ignominieuse, faire valoir leur soi-disant personne qui mènerait ce combat, qui, dit-elle, s'est découverte une vocation pour défendre les autres. Vous savez ce que ça me rappelle ? Quand des personnes sont venues vociférer sous mes bureaux à propos d'une famille qui avait subi un incendie et qui était à la rue : « Que fait le maire ? » Le maire travaillait sur ce sujet. Cette famille, depuis, a été relogée. Il y a au moins une personne qui l'a reconnu sur les réseaux sociaux. Donc je travaille sur ce sujet, Madame Luc.

Je me suis entretenu avec des AESH. Vous avez l'air d'en savoir plus que moi, vous parlez qu'on leur demande de travailler 22 heures alors qu'elles sont payées 21. J'ai appelé l'inspection académique. Je vous donne leur réponse. Ils m'ont répondu que leur contrat porte sur 22 heures, et que donc elles doivent faire 22 heures. Sont-elles suffisamment payées ? Comme beaucoup de personnes dans ce pays, elles sont insuffisamment payées. J'ai rencontré une AESH, voilà ce que je lui ai proposé. Je lui ai proposé de tenir une réunion avec une invitation que je vais faire, Madame Thévenet, pour débattre. Voyez-vous, moi, avant de vociférer dans la rue, avant de prendre parti, je me renseigne et je travaille sur le fond des dossiers. Il est évident que tous les combats qui amènent une amélioration de la vie quotidienne de chaque personne et de leur bien-être, le maire sera toujours à leurs côtés. Mais ce n'est pas le rôle d'un maire d'aller vociférer sous les fenêtres du préfet ou de l'inspection académique. J'ai d'autres méthodes pour essayer de faire avancer la cause. Cette méthode, elle a souvent payé. N'oublions pas une chose, nous sommes en période électorale. Cette personne qui m'envoie tous les jours des SMS tellement sympathiques, qui me traite de menteur, je ne vois pas en quoi. Qu'aurais-je promis ?

Ces personnes dépendent-elles du maire ? Non, elles sont payées par l'inspection académique. Leurs contrats sont signés avec l'inspection académique, ça ne m'empêche pas de m'intéresser fortement à ce sujet. Parce qu'au centre du débat, le plus important, c'est qui ? C'est l'enfant handicapé. Voilà. C'est ça qui m'intéresse. Je finis. Et donc pas plus tard encore que cet après-midi, à travers ma cheffe de cabinet, j'ai essayé de nouveau de joindre Madame Thévenet, qu'elle m'excuse, c'est l'inspectrice, et c'est une personne très bien avec qui il y a du dialogue, pour comprendre. J'avoue que je n'ai pas tous les éléments de ce dossier, comme je vous l'ai dit, ce n'est pas une compétence du maire, il faut que je me renseigne, que j'aille au fond. Les personnes avec qui je m'en suis expliqué, dans l'attente de faire cette réunion, si elles en sont d'accord, je lui ai demandé si elles étaient d'accord pour faire une réunion, que je fasse venir l'inspection académique, qu'on s'explique, et que moi-même, j'apprenne des choses. Encore une fois, c'est l'inspection académique qui a la solution. Et moi, je le redis, que si vous voulez que j'écrive une lettre de soutien, j'écris une lettre de soutien. En quoi cela fera avancer les choses ? Je veux aller plus loin que cela.

Alors on me dit toujours, vous savez, il y a une personne, elle s'est mis une écharpe, elle joue la Rambo. « Le député m'a reçue, l'ancien maire m'a reçue, l'opposition m'a reçue ». Moi, je n'ai pas reçu cette personne, et je ne la recevrais pas parce que ces méthodes et sa façon de s'adresser à moi ne me plaisent pas du tout, et je ne pense pas qu'elles servent. Et

d'ailleurs, certaines de ses collègues m'ont dit : « Oui, c'est vrai, elle est un peu spéciale ». Elle est plus que spéciale. D'ailleurs, elle dit elle-même dans un de ses mails : « L'ancien maire avec qui j'étais en désaccord pendant 8 ans m'a reçue ». Maintenant, elle est en désaccord avec moi. Avec qui est-elle d'accord ? Donc c'est très simple. Le député qui l'a reçue, tous ceux qui l'ont reçue, s'ils ont une solution à me proposer, moi, je n'ai pas encore trouvé la solution, j'examine le dossier sur le fond, je souhaiterais savoir au mieux comment les aider. Et puisqu'ils l'ont reçue, c'est qu'ils avaient des choses à proposer.

Une petite chose quand même. On est en période électorale. Moi, c'est facile de recevoir le mécontentement. Je vous ai reçu, j'écris une lettre, je suis bien, notamment le député l'a reçue. Le député représente Monsieur Macron. Le député est En Marche. C'est Monsieur Macron et son gouvernement qui peuvent donner les directives pour que ça change. Ce n'est pas le maire. Je suis prêt à écrire au député, Monsieur Macron, etc. Si vous-même, Madame Luc ou Monsieur Didier Guillaume, avez des solutions à me proposer, c'est de cela qu'il s'agit. Il y a assez de personnes qui vocifèrent. Il faut trouver des solutions. Qu'est-ce qui peut aider ces personnes ? Un soutien ? Ils ont mon soutien. Vous savez très bien que dans ces affaires, les soutiens, très bien, on fait des soutiens. C'est comme ceux que l'on vote ici. Lorsqu'on vote des vœux, les vœux, ça sert à tapisser les murs, à finir dans un tiroir. Pourtant, on les vote quand même. On est content. Bon. Peut-être que quelquefois, il y en a qui résonnent dans la tête. Mais enfin, on ne va pas se tricher.

Donc si vous voulez que l'ensemble, je vous fais une proposition, que l'ensemble du Conseil municipal à l'unanimité apporte ce soutien, je suis d'accord. Bon, voilà.

Mme Luc : C'est ce que j'attendais, Monsieur Panetta. C'est ce que nous attendions.

M. le Maire : C'est ce que j'ai dit aux personnes raisonnables qui se sont adressées à moi. J'ai dit : « Tout le soutien que vous pourriez avoir, je le fais ». Il n'y a pas de souci. Mais il faut aller au-delà de ça. Qu'est-ce qui peut faire, fondamentalement, changer les choses ?

Mme Luc : Les AESH soutenues, leur combat ne date pas d'hier.

M. le Maire : Attendez...

Mme Luc : Ça fait des années qu'elles se battent.

M. le Maire : Je suis bien heureux...

Mme Luc : Avec notamment...

M. le Maire : Madame Luc, vous ne croyez pas si bien dire. Je suis bien heureux de vous l'entendre dire. Ce combat dure depuis des années, et il fut un temps, vous étiez la majorité. Qu'avez-vous proposé pour elles ?

Mme Luc : On se battait au sein de la majorité...

M. le Maire : Et pourquoi en est-on toujours là aujourd'hui ?

Mme Luc : La majorité, ça fait combien de temps ? Arrêtez. Là, on parle...

M. le Maire : Excusez-moi, vous m'interpellez, Madame Luc, vous m'interpellez en me disant ceci, cela. Vous dites vous-même que c'est un combat de plusieurs années, vous étiez, Monsieur Guillaume était à ma place.

Mme Luc : Mais la question n'était pas... Monsieur le Maire, excusez-moi. La question n'est pas... Vous n'y êtes pour rien dans le sort des AESH personnellement.

M. le Maire : Merci !

Mme Luc : Je n'ai jamais dit autre chose. Simplement, en tant que maire, vous avez un pouvoir qui est de soutenir les gens qui se battent. Et ce n'est pas vociférer, comme vous l'avez répété à différentes reprises. Le nombre de parlementaires, de maires, de parents d'élèves qui se battent, ils ne vocifèrent pas, ils se battent pour que nos enfants MDPH aient une école inclusive de qualité.

M. le Maire : En cela...

Mme Luc : Je rebondis sur ce que vous avez proposé, je propose qu'effectivement, ce soir...

M. le Maire : Non, j'ai proposé, Madame.

Mme Luc : Que vous avez proposé, c'est ce que j'ai dit.

M. le Maire : S'il vous plaît, j'ai proposé.

Mme Luc : Que vous avez proposé, c'est ce que j'ai dit, il me semble, ou alors, je me suis trompé. En tout cas, que le Conseil municipal, ce soir, adopte une motion à l'unanimité pour soutenir le combat des AESH sur notre ville.

M. le Maire : Avec une condition préalable, c'est que je n'aime pas... Je vais vous raconter une anecdote. Lorsque j'étais responsable parent d'élèves, figurez-vous, FCPE, avec une dame que connaît très bien l'ancien maire. Je crois qu'à cette époque-là, c'était au collège. On nous avait dit : « On prend des horaires aux profs » et patati et patata. C'était au collège Matisse, lorsqu'il y avait des enfants. Effectivement, c'était il y a une quinzaine d'années, mais quand même. On a demandé aux parents : « Surtout, on va se mettre devant les portes, on ne fait pas entrer les élèves, personne ne rentre », machin. Tout a été combiné d'avance, etc., on doit être reçu par l'inspection académique. Je peux vous donner les noms des profs qui étaient là, il y avait d'ailleurs un prof de maths. Ça a son importance. Et donc, j'ai fait le pied de grue, personne ne monte, association de parents d'élèves, machin. On arrive tout fier devant l'inspection académique. Les profs commencent à dire, donc le représentant des parents d'élèves était là, et puis il lui dit : « Il nous manque tant d'heures, et ceci et cela, etc. ». L'inspecteur calcule avec eux, ça dure 30 ou 40 minutes. Finalement, les profs s'aperçoivent qu'ils se sont trompés. Ils se disent qu'ils se sont trompés, il leur a prouvé par A+ B qu'ils s'étaient trompés. Ils se sont trompés, on est retournés tout penauds. Vous savez ce que j'ai dit ce jour-là ? Ce que j'ai dit à mon épouse ? « Plus jamais on ne m'entraînera dans une protestation sans que j'aie tous les éléments ». Cette histoire des 22 heures, qui est importante, on leur demande de travailler 22 heures, alors qu'elles sont payées 21. L'inspection académique dit que c'est faux. Comment fait-on ? Est-ce que je peux aller soutenir une réclamation qui s'avère fausse ? Sur l'ensemble du combat, sur les conditions de travail, sur l'amélioration qui est due, sur l'importance de leurs tâches, l'importance de l'enfant qui est au centre de ça, j'y souscris 10 000 fois et je signe tout ce que vous voulez. Mais puis-je dire à l'inspection académique, avec qui il faut avoir de bons rapports quand même, des rapports constructifs dans l'intérêt de tous les enfants et de l'école : « Vous avez tort » s'ils me disent que ce n'est pas vrai ? Comment on peut sortir de ça ?

Donc je veux faire une réunion, ou, à la limite, que l'inspection montre les contrats. Puisqu'ils ont dit, je crois même qu'ils ont déclaré dans le Parisien, ils ont dit : « Sur leur contrat, il y a écrit qu'ils font 22 heures ». Si c'est écrit sur leur contrat qu'ils font 22 heures, c'est normal

qu'ils fassent 22 heures. Si c'est trop, qu'elles doivent faire moins et mieux payées, ou plus et plus payées, très bien. C'est une question à se poser. Mais vous voyez, c'est pour ça. Mais sinon, sur le principe de ce combat et du soutien, qui ici serait en désaccord ? Nous sommes tous d'accord. C'est pour ça que je pense cette proposition désigne à l'unanimité, il faut tourner ça avec l'amélioration des conditions, plus de moyens si vous voulez, avec l'enfant à qui on doit se combat. On peut effectivement faire ça, mais ce n'est pas le maire qui va la signer. Ce que je propose, c'est que ce soit le Conseil municipal dans sa globalité.

Monsieur Guillaume.

M. Guillaume : Je ne souhaitais pas m'inviter dans cette discussion, mais les interventions des uns et des autres m'y invitent. Je pense qu'il faut aller au-delà de la question d'une personne représentative ou pas du combat. Ce n'est pas ça, l'essentiel. C'est l'inégalité qu'il y a contre les différents rectorats d'Île-de-France, parce qu'on s'aperçoit que sur cette situation, notamment les AESH de l'Essonne, elles sont, excusez-moi, je dis « elles », parce qu'à proportion, c'est 80 % de femmes, d'assistantes, elles sont à 24 heures. Dans le Val-de-Marne, c'est 22 heures payées 21 heures. Il y a donc des inégalités de traitement, et je pense que c'est là-dessus, en effet, qu'il faut demander une réactualisation et une mise à plat de l'ensemble du système, faire en sorte que dans leur contrat de travail, normalement, il y a une obligation, la loi oblige à 60 heures de formation. Ces formations ne sont pas abondées et ne sont pas mises en œuvre. Ce qui fait que certaines, d'ailleurs, elles le reconnaissent, ne sont pas automatiquement formées pour être en face à face avec des enfants qui ont un certain nombre de difficultés psychologiques. Il y a donc besoin, je pense, de mettre à plat l'ensemble de ces choses-là, et de faire en sorte que ces personnes soient reconnues aussi en tant que membre des équipes éducatives. Je pense que c'est ça, le combat. Le rôle, à mon avis, de tous élus de la République, mais j'entends que ce n'est peut-être pas dans la culture politique des uns et des autres. Nous avons par notre parcours militant, professionnel, un rapport à l'adversité ou des revendications qui peuvent être différentes des uns des autres. Quand, il me semble, une cause est injuste et défendable, je pense que c'est le rôle d'élus de la République, quelles que soient leurs convictions, d'être aux côtés des citoyens d'une commune pour les défendre.

J'entends bien ce que vous dites, des propos, ça ne m'étonne pas, de la part de Monsieur Mbaye qui, peut-être, briguera un nouveau mandat, qu'il a foncé là-dessus. Pour ma part, ce n'est pas mon cas. Donc on m'a sollicité, j'ai rencontré cette personne-là, j'ai fait comme vous, j'ai entendu, j'ai écouté. Je pense en effet qu'il faut mettre les choses en perspective, mais le nombre de cas où d'histoires de délégations auprès du rectorat et de l'inspection académique, j'aurais plein d'autres contre-exemples à vous opposer qui ont fait en sorte qu'on s'est battu, qu'on a eu des ouvertures de classes en collège, qu'on a eu des ouvertures de classes en lycée, qu'on a maintenu un lycée d'enseignement professionnel à Choisy-le-Roi, etc. Parfois, la lutte, et heureusement, permet de gagner. Je crois que c'est ça qui est important, et d'être à côté des Choisyennes et des Choisyens lorsqu'ils sont en situation difficile.

Je me félicite de la fin de vos propos. On aurait dû d'ailleurs commencer par ça, en disant qu'on est tous d'accord. Il faut soutenir en ayant raison garder sur le combat ou sur les personnes qui les mènent. Mais restons bien sur le fond des choses. Merci.

M. le Maire : Sur le fond des choses, pour avancer, et ce qui aurait été bien, ça aurait été de le mettre dans les questions diverses et de prévenir, parce que vous voyez, finalement, on fait un débat en aparté. Encore une fois, je l'accepte, et vous êtes bien placé pour savoir, et vous l'avez rappelé maintes fois lorsque vous étiez maire, qu'on ne peut pas aborder toutes les questions lors d'un Conseil municipal comme on le veut en se levant le matin, etc. C'est en cela que je dis que j'accepte toutes ces questions, la preuve, même quand on ne me

prévient pas, j'y réponds, alors qu'on m'a accusé du contraire, que je ne laissais pas les gens s'exprimer, etc. Je passe mon temps, à chaque Conseil municipal, à répondre à des questions et faire des débats qui n'avaient pas été présentés, et qui n'avaient pas été demandés. Donc j'en profite pour rappeler à tous et à toutes, parce qu'il y a des gens aussi, un Conseil municipal peut être long, c'est passionnant et autre, mais de mettre à l'ordre du jour tous les points que vous voulez sans exception, il n'y a aucun souci. Qu'il y ait une certaine préparation.

Pour revenir sur le fond, il y a quand même une différence entre une classe et fermer, parce que là, ça touche directement les prérogatives du maire et autres. Je rappelle que c'est surtout un combat de ces personnes contre l'inspection académique, l'Éducation nationale qu'on peut soutenir, parce que quelque part, c'est transversal, et bien sûr que ça me concerne. Moi, ce que je propose, c'est de faire un groupe, de travailler avec vous et mon cabinet pour voir comment faire cette lettre. Là où je tiens, je ne veux pas soutenir des choses erronées. Je vous propose donc de travailler sur une rédaction ensemble, avec vos propositions, avec mon cabinet ou d'autres, comment rédiger cette lettre pour qu'elle soit forte sur le fond, sur l'intérêt de l'enfant, sur l'intérêt de ces personnes sans qu'on puisse, c'était ça aussi mon inquiétude, nous dire : « Vous reprenez des trucs, regardez, j'ai la preuve, c'est faux ». Voilà. Vous voyez ce que je veux dire. Il y a des choses qui ne sont pas moins importantes. Les salaires, c'est important, mais c'est leur combat, comme ça peut être le combat des éboueurs, d'un ingénieur, d'une femme de ménage, etc. Ce qui m'intéresse, c'est le fond, c'est l'intérêt, et de faire une lettre forte conjointement, ensemble. D'ailleurs, il y aura une soirée à Choisy, je vous en parlerai tout à l'heure, où j'aimerais que l'ensemble du Conseil municipal, ceux qui exerçaient des responsabilités auparavant et autres, qu'on se mobilise pour une certaine soirée. J'en dirai un petit mot à la fin de ce conseil. Je vous propose de faire ça, de faire un petit groupe de travail pour établir une rédaction qui soit forte, mais qui soit inattaquable. D'accord ? Très bien.

Monsieur Fondeneige, vous voulez parler de quoi, de la parité femmes/hommes ? Des conditions de travail des jardiniers ?

M. Fondeneige : Les conditions de travail des jardiniers mériteraient certainement qu'on s'y intéresse, comme tout le monde.

M. le Maire : Je le sais bien.

M. Fondeneige : Non, c'est pour apporter une réponse à Monsieur Hutin, Monsieur le Maire. Notre collègue, Monsieur Chalbi, ne peut pas être avec nous ce soir, il n'est pas en capacité. Pour autant, nous connaissons son travail sur le volet informatique. Il y a eu une question tout à fait intéressante par rapport au télétravail. Je vais me permettre de répondre pour Monsieur Chalbi sans être sur la partie technique. Sans vouloir entrer dans une polémique, le constat de départ était que la ville, sur le plan informatique, avait un certain retard quant à ses moyens informatiques, et un peu aussi quant aux agents qui doivent gérer tout ça. Un directeur des services, je n'ai pas son titre officiel en tête, a été recruté pour travailler sur cela. Depuis, il y a un long travail qui est fait, un travail discret, silencieux, qui était justement pour pouvoir travailler à distance, l'expérience de ces deux années de problématiques sanitaires nous ayant fait apprendre énormément de choses, tant sur le plan de la capacité de réaction quand on a des problèmes, mais aussi, et là, ça rentre dans les qualités femmes/hommes, mais également aussi dans la qualité au travail, la possibilité de faire du télétravail. Finalement, parfois, ça se passe assez bien. Donc il y a toute une réflexion qui est engagée tant sur le plan technique que sur le plan financier pour du renouvellement de matériel des agents, s'orienter un peu plus lorsque les appareils devront être remplacés vis-à-vis d'ordinateurs portables plutôt que vis-à-vis d'ordinateurs fixes dans le cadre des renouvellements de parcs qui, comme vous le savez, au bout d'un certain temps, il faut

renouveler, c'est comme pour tout. Le principe des immobilisations, je ne vous l'apprends pas, donc soit Smartphones, soit tablettes, etc.

Au niveau de l'infrastructure en elle-même, donc la liaison entre les bâtiments, différents bâtiments de la ville, il y a donc tout un travail qui est fait et qui est amorcé là-dessus. Il vous sera un jour présenté, bien sûr, lorsque ce sera... Mais en tout cas, ce n'est pas oublié, c'est en cours.

M. le Maire : Merci, Matthias.

Ça me fait penser à un volet important de la question de Monsieur Hutin, très important, le télétravail. Bien sûr, il y a le télétravail, donc tout le monde doit être en télétravail. Eh bien non. Il y a ce qu'on appelle la réalité et les besoins des services. Tout le monde ne peut pas être en télétravail. Et le gouvernement est bien gentil de me dire qu'il faut trois jours de télétravail, il y a des situations où c'est rigoureusement impossible, si ce n'est par exemple sinon de demander aux parents de garder leurs enfants, et c'est un exemple parmi d'autres. Eh oui, Monsieur Hutin, tout le monde ne peut pas être en télétravail. Il y a des cas où ce n'est même pas possible. Dans ce cas-là, il n'y aura jamais d'égalité parfaite. Il y a la réalité des services qui s'impose à nous. Sinon, on dit qu'on ferme, on clôt, mais il y a des cas où ce n'est pas possible. D'ailleurs, le gouvernement qui voulait sévir et y a renoncé, car il s'est rendu compte qu'il y a des cas où même une journée de télétravail, c'est le maximum.

Quant à moi, pour ma part, quand je dis « tout le monde », non, parce qu'on en est revenu, du télétravail. C'était un pari que j'avais fait avec des amis, d'ailleurs. Tout le monde ne jurait que par le télétravail. Ce sont les vraies fausses bonnes idées. On a vu dans quel état sont sortis les gens du télétravail, et surtout le nombre de personnes qui voulaient en sortir et les problèmes que ça pose au niveau aussi des droits du travail. Parce qu'au bout d'un moment, c'est bien gentil de dire aux gens : « Vous êtes chez vous », ils payent l'électricité, ils payent tout. Et après, qu'est-ce qu'il commence à poindre ? Évidemment, les employeurs. Vous savez que je suis employeur. Les employeurs, ils y trouvent leur compte, ils louent moins de bureaux, tout ça, mais non. Il y a le boomerang qui revient. Il va falloir indemniser l'électricité, indemniser ceci, vous allez voir que ça va évoluer, leurs pensées sur le télétravail. Il y a cet aspect aussi économique, d'économie. Le télétravail, c'est intéressant, ça apporte des choses, ça a aidé pendant effectivement cette période de Covid et autres, mais malheureusement, ce n'est pas si simple. La réalité des services, et les services que l'on doit à notre population, quelquefois, peuvent empêcher un service entier de ne pas être en télétravail. C'est ce que nous avons expliqué à certaines personnes qui ont compris. Là-dessus, avoir une parité, franchement, là-dessus, ce n'est pas possible. Tout le monde ne fait pas le même travail. Dans la mesure où on peut, nous l'avons appliqué, nous avons quand même acheté près de 80 ordinateurs, nous avons même acheté des chaises, etc. Vous parliez de confort, tout cela, nous l'avons fait. Nous sommes à l'écoute, mais il y a des fois où ce n'est pas possible.

Voilà. Bon... Y a-t-il d'autres observations ? Enfin, je me réjouis de ce travail en commun, effectivement, de cet appui qui est unanime, et ça, c'est évident. Mais effectivement, je ne vais pas vous raconter d'autres anecdotes, parce que Monsieur Didier Guillaume faisait part d'aller manifester, etc. Il se trouve que j'ai fait une belle manifestation avec un monsieur qu'il connaît très bien, qui était premier adjoint, qui est arrivé avec une belle pancarte, qui nous l'a foutue dans les bras et qui est parti bouffer un sandwich. Il sait de qui je parle. Je sais aussi faire des manifestations. Je te rappellerai l'anecdote après.

Rires.

M. le Maire : C'était la grosse manifestation qui concerne l'école privée, etc. On était parti il y a longtemps, c'était sous François Bayrou. Il y en a peut-être qui n'ont pas connu, mais Bayrou aussi, il est toujours là.

Le rapport, c'était dont acte.

Le Conseil prend acte de la délibération n°4.

Qu'est-ce qu'on fait ? Je propose un entracte ? Parce que là, il y a le gros morceau. On fait comme au cinéma, des glaces ? Non, bon.

FINANCES/COMMANDE PUBLIQUE

→ 5. Rapport d'orientations budgétaires 2022

M. le Maire : Ce ROB a pris une certaine hauteur. Il y a une structuration un peu nouvelle. Vous avez notamment l'évolution passée et à venir des dépenses du personnel qui est assez fine. Vous trouverez aussi de la page 23 à la page 26 un état précis et consolidé des effectifs réels du personnel par filière, par cadre d'emploi et par grade, ce qui n'existait pas avant notre arrivée. Vous trouverez également l'exécution des dépenses de personnel et leur évolution prévisionnelle en intégrant tous les futurs recrutements connus à l'heure actuelle, et toutes les mesures qui impacteront la masse salariale 2024. Il détaille également les dépenses liées aux heures supplémentaires qui devraient logiquement chuter en 2022 avec la mise en place des nouveaux temps de travail et sous l'effet des nouveaux protocoles en cours de réflexion. Les autorisations de programme de crédits de paiement présentent la ventilation annuelle des dépenses pour les années suivantes jusqu'en 2025. Vous trouverez également en annexe de la programmation pluriannuelle d'investissement, la fameuse PPI, où je remercie la direction, parce que c'était un travail très lourd à mener. D'ailleurs, certaines collectivités y travaillent encore, ou parfois, il y en a même qui ne le font pas. C'est une pièce importante qui demande énormément de travail. Cette PPI est construite sur la durée résiduelle, bien sûr, du mandat, donc de 2022 à 2026. Elle prend en compte tous les investissements compressibles et indispensables, les opérations lancées sur les précédents mandats, l'ANRU, le NPRU, les ZAC, le projet urbain du Lugo, la rénovation de la cathédrale Saint-Louis-et-Saint-Nicolas et les opérations portées par la nouvelle équipe municipale, installation d'un dispositif de vidéoprotection, construction d'un équipement piscine/gymnase, l'aménagement du jardin familiaux. Il y a aussi bien des extensions, des choses non prévues sur les ZAC que nous demandons et que nous faisons, mais ça aurait été après trop compliqué.

Cette PPI est bien évidemment amenée à évoluer tout au long du mandat, et devra faire l'objet de nombreux arbitrages, notamment en termes de programmation de dossiers et de recherche de subventions. À ce titre, nous avons ouvert un poste pour une personne qui sera chargée de trouver des subventions, qui aura des alertes sur toute évolution de subventions bienvenues, concours à projets et autres, qui sera spécialisée. Il sera rattaché donc au service finance, sous la responsabilité de Madame Lores, dont je salue le travail et la fiabilité professionnelle, ainsi que de nombreux autres de ses collègues, bien sûr. Nous avons quand même des gens très méritants dans cette municipalité.

Le volet recettes sera prochainement retravaillé avec les partenaires institutionnels. Dans le volet recettes, il y aurait beaucoup à dire, nous avons perdu notamment des recettes sur la taxe d'habitation. On vient de nous en restituer une partie, c'est une bonne surprise. Il manque encore 400 000 euros, puisque je vous avais expliqué que dans la compensation de la suppression de la taxe d'habitation, à notre grande surprise, ça devait être redistribué à l'euro près, il nous manquait 770 000 euros. Nous n'avons aucune explication, nous avons

interrogé bien sûr les impôts et autres, les services institutionnels, pas d'explication. Eux-mêmes ont reconnu que ce n'était pas normal qu'il n'y ait pas d'explication, eux-mêmes ne trouvaient pas d'explication. Par le plus grand des hasards, nous avons reçu, je ne sais plus, 400 000 ou 500 000... 300 000. Il manque encore 400 000. Nous poursuivons le combat pour être rétablis dans nos droits.

L'objectif est de vous présenter dès le débat d'orientation budgétaire 2023, c'est pour cela que nous anticipons, une PPI équilibrée budgétairement pour chacune des années jusqu'à la fin du mandat. À ce stade, seules les années 2023 et 2023 le sont en intégrant des emprunts qui ne mettent pas le budget communal en péril, car ils ménagent notre ratio de capacité de désendettement à un niveau très faible par rapport aux communes de la même strate. D'ailleurs, dès mon arrivée, nous avons procédé à la révision des crédits qui nous ont occasionné une baisse des intérêts non négligeables.

La volonté de la municipalité de tenir les engagements pris devant les Choisyens est très forte. À ce stade, nous avançons sur notre programme. Beaucoup a été fait, il reste à faire. Nous apporterons de meilleurs services publics tout en concentrant un effort très important à la tranquillité publique de notre ville, la propreté urbaine et la nature en ville qui restent des priorités dans notre ville, bien que tout soit prioritaire, bien sûr. Mais le quotidien des Choisyennes et des Choisyens, c'est ce qu'ils voient en se levant le matin et en se promenant dans la ville.

Augmenter tous les crédits de services par rapport aux réalités 2021, et donc ne rien retirer au montant alloué à l'aide sociale, à la jeunesse et aux sports, ce que nous avons fait jusqu'à maintenant. Tout ce qui a été fait et bien fait, nous l'avons conservé, contrairement à certaines accusations. Nous n'avons pas vendu Morillon, nous n'avons pas vendu Penthievre. Nous essayons, cependant, de trouver des recettes pour pouvoir bien sûr les conserver. Nous avons d'ailleurs une action auprès d'autres villes pour décider de mutualiser des vacances et autres.

Nous voulons donc mener une politique locale ambitieuse pour lutter contre les changements et désordres climatiques. Cette année, nous avons une modification du PLU en cours qui va permettre de verdir le territoire et préserver notre cadre de vie, notamment sur la pleine terre qui n'existait pas comme telle dans l'ancien PLU. C'est une mission extrêmement importante. Je peux vous annoncer que nous avons retenu 30 % de pleine terre, ce qui est extrêmement important, qu'il va falloir tenir, et qui rend la vie difficile aux promoteurs. Végétalisation dès le printemps de la dalle du centre-ville, mobilisation de 300 000 euros pour l'implantation d'arbres. Les futurs budgets du mandat amplifieront d'ailleurs cette dynamique. Sur la plantation d'arbres, nous avons eu la surprise de voir que dans les marchés qui étaient faits, il n'y avait pratiquement rien de budgété, il ne restait que la petite somme de 17 000 euros. Nous n'avons pas pu, puisque nous étions dans ce marché et que nous ne pouvions pas dépasser cette somme de 17 000 euros, dépenser ces 17 000 euros, mais maintenant, nous avons budgété 360 000 euros par année.

Le budget 2022, Amandine Francisot vous détaillera tout cela dans quelques instants. Le budget 2022 nécessite, compte tenu de nos ambitions et de notre politique d'investissement ambitieuse, un recours à l'emprunt. Ce recours se fera sans augmentation d'impôt, c'est donc notre deuxième budget, et pour la deuxième fois, nous n'augmentons pas le taux communal. Ce qu'on fait, ce qu'on veut se résoudre à faire avec la plupart des collectivités autour de nous, notamment une très voisine qui a mis 4 points d'un seul coup parce qu'ils ne s'en sortaient pas. Un engagement que nous désirons tenir durant toute la durée du mandat malgré les difficultés qui se dressent devant nous et qui sont réelles. Ces emprunts ne mettront pas en péril les années futures, compte tenu du désendettement prévu pour les trois prochaines années.

C'est une construction responsable du budget communal qui est proposée, mais qui n'évitera pas pour autant une gestion optimisée des politiques publiques à laquelle nous nous attachons chaque jour, où nous avons sensibilisé tous les services, et à laquelle notre direction veille et s'emploie compte tenu du contexte financier incertain, bien sûr, auquel les collectivités sont confrontées. La perte de la dotation forfaitaire sur ces 10 dernières années s'élève à 60 000 000 d'euros. La situation s'est stabilisée ces 5 dernières années, mais l'inquiétude demeure pour les années à venir.

Quelles seront les mesures prises par le gouvernement au sortir de cette crise sans précédent ? Cela reste une interrogation majeure. Ce budget a été élaboré dans un contexte difficile marqué par des contraintes fortes, mais il est très ambitieux afin de répondre aux choix démocratiques et clairs exprimés par les Choisyens lors des élections municipales.

La croissance nationale exceptionnelle de près de 5 % en 2021, la reprise des dépenses des ménages associée au plan de relance de l'État devraient nous permettre d'envisager un avenir plus serein, mais le prix pour arriver à ce résultat s'est avéré élevé. La dette exponentielle de l'État, il faudra sans doute la payer. Il nous reste une épée de Damoclès, c'est l'incertitude sur l'inflation réelle de 2022 qui est donnée entre 2 et 2,5 points par des économistes, ou d'autres parlent de 3 à 4 %, ce qui serait dramatique pour les finances nationales et les collectivités. Nous sommes optimistes. Nous pensons plutôt que ce sera autour de 2 %, c'est ce qui a été retenu par les collectivités et l'État, entre 2 et 2,5 %. Si ça ne devait pas être le cas, effectivement, des choses seront en outre à revoir, mais je pense que notre pays est un des pays quand même, il faut le reconnaître, qui s'en est le mieux tiré durant cette période Covid. Bien sûr, avec un prix à payer assez fort, mais ces 7 % de croissance en 2021 nous donnent espoir avec un taux espéré autour de 4 % en 2022. Merci.

Vous allez pouvoir débattre tout à l'heure, mais Madame Francisot va maintenant procéder sur le fond, sur le ROB. La parole est à vous, Madame Francisot.

Mme Francisot : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues, chers Choisyens. J'ai le plaisir ce soir de vous présenter le rapport d'orientation budgétaire de la ville qui est une étape obligatoire dans la procédure budgétaire de la collectivité.

Avant tout propos, je tiens cette année encore à remercier nos collaborateurs, Monique Lores, pour son travail méticuleux sur les finances, Cédric Simon pour son travail remarquable sur les ressources humaines, et Dominique Baranger, le directeur général des services pour toutes les améliorations notables apportées à ce rapport.

Avant de parler plus précisément de notre ville, il convient que je fasse un petit point sur le contexte général et législatif de cette année budgétaire. Cette année a été, comme depuis deux ans, marquée par la crise Covid-19. La récession provoquée par l'épidémie en 2020 a aujourd'hui de lourdes conséquences pour nos citoyens, mais aussi pour nos collectivités, puisqu'en décembre 2021, le taux d'inflation dans la zone euro s'élevait à 5 % sur un an et les prévisions d'inflation 2022 ne sont guère meilleures. Les prix devraient augmenter de 3,2 % en moyenne.

D'ailleurs, à ce titre, lors de sa présentation du projet de loi de finances pour 2022, le ministre de l'Économie et des Finances a annoncé abonder de 350 millions d'euros l'enveloppe de la dotation de soutien à l'équipement local afin, je cite, « d'accompagner nos collectivités face à l'augmentation des prix des matières premières et à une éventuelle réévaluation des montants prévisionnels des marchés publics ». Cette loi de finances annonce comme l'année précédente une baisse de 10 milliards d'euros sur les impôts économiques locaux afin de soutenir les entreprises, l'activité et l'emploi dans notre territoire. Cela entraînera une suppression de 1,75 milliard d'euros de recettes, de taxe sur le foncier

bâti sur les impôts fonciers des établissements industriels qui seront réduits de moitié. Le gouvernement avait répondu aux associations d'élus locaux que la compensation accordée aux communes et aux EPCI serait à l'euro près et prendrait en compte l'évolution des bases. Un an après, les modalités de ce dispositif de neutralisation restent encore à préciser au regard des surprises qui nous ont été réservées les années précédentes, notamment sur la taxe d'habitation.

En ce qui concerne la dotation globale de fonctionnement, le gouvernement poursuit la politique de traitement engagée par les gouvernements successifs. La ville de Choisy-le-Roi a d'ailleurs largement subi cet écrêtement en 10 ans, puisque comme vous l'a dit tout à l'heure Monsieur le Maire, et comme montré en page 20 du rapport, c'est près de 60 millions d'euros cumulés qu'a perdu la ville en dotation de la part de l'État. En même temps, elle a vu son champ de compétences s'accroître.

La loi de finances pour 2022 prévoit une évolution de l'enveloppe dotation de solidarité urbaine de 95 millions d'euros. Nous devrions continuer à en bénéficier pour l'instant, puisqu'en 2021, la ville se plaçait au 197^e rang de la strate des communes défavorisées. Notre DSU devrait progresser de 4,54 % en 2022, et cela ne représenterait que 138 000 euros. Nous devrions aussi être exemptés de contributions au fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales, le FPIC. Sur ce point, je voudrais quand même préciser que le territoire en a décidé autrement, puisqu'au titre de sa perte de recettes, et pour financer son train de vie bien factieux, si on le compare à celui des villes, et malgré le fait que nous sommes exemptés sur le plan national de participation à ce fonds, elle a décidé, grâce ou à l'aide d'indicateurs qui, de notre point de vue, sont biaisés, de nous appliquer une contribution supplémentaire qui était d'un peu plus de 30 000 euros en 2020, et près de 12 000 euros en 2021. Je précise encore que la commission locale d'évaluation des charges transférées s'opposait à cette décision, mais comme cette dernière n'a qu'un avis consultatif, la majorité en place peut bien faire ce que bon lui semble.

S'agissant des dotations destinées à l'investissement local, nous actons une augmentation des crédits consacrés à la dotation de soutien à l'investissement local pour près de 337 000 000 d'euros. La ville de Choisy-le-Roi a déjà sollicité des financements, notamment pour les travaux de rénovation énergétique, et devrait recevoir une subvention d'un montant maximum de 500 000 euros pour le dispositif de vidéoprotection.

Je terminerai ce point contextuel par un point sur la fiscalité, puisqu'elle est la ressource principale des collectivités. Avec la réforme de la taxe d'habitation entamée en 2019, le gouvernement se décide à réformer également ces indicateurs financiers et fiscaux qui, jusque-là, intégraient la taxe d'habitation. On voit apparaître dans le calcul du potentiel financier qui mesure la richesse fiscale de la collectivité de nouveaux éléments tels que les droits de mutation à titre onéreux et la taxe locale sur la publicité extérieure. L'indicateur relatif à l'effort fiscal qui mesure la pression fiscale applicable sur la collectivité ne prendra plus en compte les produits perçus par les EPCI, et ceux servant à financer la compétence ordures ménagères désormais compétence territoriale. Ce sont ces indicateurs qui servent à déterminer tant de notre dotation globale de fonctionnement et autres mécanismes de péréquation, mais ne devraient pas pour autant impacter grandement de recettes.

En 2022, la réforme de la taxe d'habitation se poursuit avec la deuxième phase de dégrèvement pour les 80 % des ménages les plus aisés. Pour rappel, nous ne pouvons plus toucher autour de celle-ci depuis 2019. Pour rappel encore, en 2020, la compensation par l'État nous avait réservé une mauvaise surprise, puisque nous avons perçu 700 000 euros de moins qu'attendu. En 2021, nous avons été prudents quant à la prévision, et nous avons reçu une notification en janvier dernier nous annonçant que par un mécanisme correcteur, nous devrions recevoir une recette de 310 000 euros supplémentaires. Ne maîtrisant pas le

calcul fait par l'État pour obtenir ces variations, nous préférons rester prudents sur les prévisions pour 2022.

La loi de finances pour 2021 a entériné le transfert aux communes dès 1021 de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties afin de permettre la compensation de la suppression de la taxe d'habitation, comme annoncée dans la loi de finances 2020. Pour autant, il n'y a pas eu et il n'y aura toujours pas d'impact sur le taux des contribuables, puisqu'il reste inchangé pour le bloc communal en 2022 tout comme en 2021 à Choisy-le-Roi.

J'en viens maintenant plus précisément à nos affaires communales. Comme acté lors de précédentes délibérations, nous avons adopté depuis le 1er janvier la nomenclature M-57 pour le budget principal de la ville. De même à la suite de cet exercice 2022, vous sera présenté le compte financier unique qui est une fusion des comptes administratifs et de gestion. Pour ce qui concerne l'évolution des dépenses de fonctionnement, après avoir connu un ralentissement des activités en 2020 et diminution de 8 % des dépenses à caractère général, ces dépenses ont connu une évolution de l'ordre de 9 % entre 2020 et 2021. Pour autant, les incertitudes concernant l'évolution de la crise, la perte d'autonomie financière liée aux différentes réformes de la fiscalité locale nous emmènent à fixer un objectif de diminution de ces dépenses à 1,35 % pour 2022, soit environ 200 000 euros de moins. Cette diminution des dépenses à caractère général n'est pas une punition ou une volonté de faire moins, cette diminution appelle à une meilleure maîtrise des dépenses. Les services sont aujourd'hui invités à optimiser la dépense publique. Toute dépense doit être concertée, raisonnable et justifiée. Tout euro dépensé doit être utile et profitable aux Choisyens dans le sens des objectifs que nous avons fixés.

Cette diminution des charges à caractère général devrait nous permettre de conserver une capacité d'autofinancement acceptable au regard des investissements à venir. Pour 2022, comme vous pouvez le voir en page 38, l'autofinancement est pour l'instant projeté à 3,47 millions d'euros. Bien qu'elle n'ait été exécutée qu'à hauteur de 98,33 % du budget primitif 2021, l'inscription pour les charges de personnel devrait augmenter de 4,95 % en 2022. L'évolution de la masse salariale que vous pouvez désormais connaître en partie 6 du rapport résulte d'une part du fait mécanique incompressible. On y retrouve les mesures gouvernementales liées notamment à la revalorisation des rémunérations des agents de catégorie C, ou encore l'indemnisation inflation. Cette évolution de la masse salariale est d'autre part liée aux besoins de recrutement nécessaires au bon fonctionnement des services et au développement des activités de la ville. Certains postes, d'ailleurs auparavant organisés en prestations de services, et je pense ici aux médiateurs ou aux agents de traversée des écoles, sont désormais projetés comme des postes permanents à la ville. Vous pourrez voir en page 26 du rapport le détail des créations de postes.

Il faut noter que depuis la rentrée scolaire 2021/2022, nous accueillons 12 apprentis au sein de nos services. Nous avons la volonté d'offrir une chance à nos jeunes, de les accompagner dans l'accession à un niveau de professionnalisation leur permettant d'arriver qualifiés sur le marché du travail. La récente mise en application des 1607 heures de travail devrait à terme réduire le volume des heures supplémentaires réalisées chaque année.

Je terminerai sur ce point des ressources humaines, en précisant que nous mettons en point d'honneur à optimiser la stratégie de gestion prévisionnelle des emplois, de façon à mieux calibrer les postes aux besoins de la collectivité, à adapter les compétences des agents aux emplois, à favoriser le développement des compétences des agents et à mieux maîtriser la masse salariale.

Pour continuer sur les dépenses de fonctionnement, en ce qui concerne les atténuations de produits, le prélèvement au titre du fonds national de garantie individuelle des ressources reste stable. Je ne reviendrai pas sur le fonds de péréquation intercommunale et communale dont j'ai déjà parlé, mais dont nous devrions être exonérés. Nous devrions reverser cette année à l'EPT des redevances spéciales facturées par la ville jusqu'en 2020 et non encaissées en 2021.

Pour ce qui concerne les charges de gestion courante, il faut noter l'évolution de la subvention au COS en raison du choix que nous avons fait de faire évoluer l'action sociale pour les agents. Depuis le 1er janvier 2022, les agents bénéficient d'une offre plus globale avec le CNAS, dont l'inscription se fait au chapitre de la masse salariale, et une offre plus locale en conservant le COS dont la subvention est adaptée.

Comme l'an dernier, nous adapterons la subvention du CCAS à la résorption de ces excédents. Pour autant, elle augmentera d'environ 900 000 euros en raison du transfert budgétaire de 25 agents payés au préalable sur le budget de la commune. La subvention budget annexe des parkings devrait diminuer en raison de la nette amélioration des recettes. Les autres subventions et charges devraient rester stables ou subir une légère augmentation mécanique comme pour le fonds de compensation aux charges transférées que l'on fait évoluer de 2 %.

Pour ce qui concerne les charges d'intérêts de la dette, les charges de 2022 devraient être en diminution de 90 000 euros par rapport à 2021, suite au refinancement de 14 emprunts. Aujourd'hui, la ville emprunte à des taux très intéressants. Le taux moyen d'intérêt pour 2022 est estimé à 1,48 % pour un peu plus de 36 millions d'euros de capital restant dû, ce qui est très bien.

Pour ce qui concerne les recettes de fonctionnement, nous nous montrons volontairement prudents en raison de l'incertitude que nous avons quant aux différents calculs. C'est le cas notamment pour les atténuations de charges qui concernent essentiellement des remboursements en matière d'accidents du travail et d'arrêts maladie, ce qui est donc de fait aléatoire. C'est également le cas sur les recettes du domaine, puisque depuis deux ans, nous enregistrons, en raison de la crise sanitaire, des taux de réalisation inférieurs à la normale malgré l'évolution annuelle de 2 % des tarifs.

Je ne reviendrai pas sur la fiscalité locale et les dotations dont j'ai déjà parlé précédemment, mais nous restons également très prudents sur ce point. Nous ne prévoyons qu'une évolution d'environ 1,5 million d'euros pour ce qui concerne les recettes de fiscalité locale, et de 138 000 euros pour la DSU. Nous estimons que les participations de l'État, de la région et du département devraient augmenter d'environ 10 % en 2022 comparés à 2021. Les autres recettes devraient rester stables par rapport à 2021.

En ce qui concerne les investissements, comme l'a dit le maire, cette année, pour la première fois, nous vous présentons une programmation pluriannuelle des investissements de 2022 et de 2026 jointe au rapport d'orientation. Cette PPI est un document de travail évolutif qui prend en compte tous les investissements incompressibles existants et à venir. Si vous l'avez parcouru, vous verrez que certaines lignes ont à leur base un budget, mais ne sont pas ventilées sur les autres années. En effet, il s'agit soit de projets que nous savons que nous devons réaliser, mais sur lesquels nous devons encore travailler tant sur le projet que sur le financement et la dépense. D'ailleurs, à part pour 2022 et 2023, il nous reste encore à travailler le volet des recettes avec nos équipes et partenaires.

Pour 2022, les dépenses d'investissement devraient représenter une enveloppe globale de 22,7 millions d'euros. Tout d'abord, vous trouverez à partir de la page 30 du ROB les

opérations déjà existantes en autorisation de programme crédits de paiement qu'il a fallu, pour certaines, réaménager en raison du retard pris avec la crise sanitaire, du manque de personnel pour la gestion de certains dossiers et des changements d'orientation. C'est le cas pour l'opération de refonte du bâtiment Nelson Mandela dont les travaux devraient désormais s'échelonner jusqu'à 2024. C'est aussi le cas pour le groupe scolaire Marcel Cachin, dont le projet initial, à la suite des nouvelles projections d'évolution des effectifs, a été modifié. Un certain nombre de travaux nous apparaissent tout de même nécessaires. Des discussions sont en cours pour redéfinir le projet, à la suite de quoi nous pourrions soit mettre à jour le programme, soit l'annuler.

Les crédits de paiement des travaux de voirie ont eux aussi été réaménagés. Cette année, de nombreux travaux devraient être réalisés notamment sur la rue Chevreul, la rue Pompadour, mais aussi pour améliorer la sécurité des enfants, notamment aux abords des écoles Blanqui, du Parc et Victor Hugo.

Nous poursuivrons aussi les engagements visant à améliorer la performance énergétique de nos équipements publics ainsi que l'accessibilité de ceux-ci. En 2022, une autorisation de programme devrait être créée pour la plantation d'arbres. C'était un élément essentiel de notre programme, et avec le renouvellement en cours des marchés, nous allons désormais pouvoir mettre en œuvre notre politique.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement hors programme, nous devrions verser le solde de notre participation à la ZAC des Hautes Bornes en 2022. Aussi, comme nous l'avions annoncé dans notre programme, nous devrions déployer 80 caméras de vidéoprotection d'ici la fin de l'année pour un montant d'environ 1,4 million d'euros.

Pour ce qui est de l'emprunt, nous mettons, je mets un point d'honneur à stabiliser l'emprunt au niveau moyen de ces dernières années. D'ailleurs, depuis trois ans, les emprunts qui apparaissent au compte administratif étaient déjà contractés, donc nous avons dû les faire entrer en trésorerie. Mais nous pouvons considérer que depuis trois ans, la ville n'a pas contracté de nouvel emprunt. D'ailleurs, au compte administratif de 2021, aucun nouvel emprunt ne devrait apparaître. Cette gestion et limitation de l'emprunt est, je le sais, assez contraignante, mais elle est nécessaire si nous souhaitons à l'avenir pouvoir assurer tous nos investissements sans mettre en péril notre ville, et sans aucune augmentation de la fiscalité. Cette année encore, nous entendons engager une politique d'investissement ambitieuse pour notre ville. Nous aurons bien entendu recours à l'emprunt pour financer ces projets. Pour autant, ceux-ci ne mettront pas en péril nos finances, compte tenu de l'évolution de l'encours de dette prévu, comme cela vous est décrit à la page 36 de la notice.

L'autofinancement dégagé par une optimisation des dépenses de fonctionnement et les capacités d'endettement résultant d'une situation d'emprunt maîtrisée, et que nous entendons garder ainsi, nous permettra de préparer et de réaliser des projets inscrivant notre ville dans une politique d'avenir. Je vous remercie.

M. le Maire : Merci, Amandine. Je pense qu'il y aura des observations. Je t'en prie.

M. Id Elouali : Merci bien, je ne veux pas être très long. Je crois que l'essentiel a été dit, et l'essentiel, je le partage largement. Je pense qu'on est tous d'accord sur les incertitudes sur le contexte marqué par les grandes incertitudes dans lequel s'inscrit ce budget. Je pense que les incertitudes sont de multiples natures, bien sûr financières, qui sont liées à la loi de finances 3022 dont on ignore, d'ailleurs, totalement l'incidence complète et exhaustive sur les finances des collectivités territoriales. L'incertitude également liée au contexte de la pandémie. On marche à tâtons dans ce contexte-là. On ne sait pas de quoi demain sera fait, quelle sortie. On parle de la crise, mais on n'a pas encore abordé l'après-crise. Il y aura sans

doute une crise de l'après-crise, parce qu'on ne sait pas comment sortir de ça. Et puis, évidemment, une incertitude quand même importante, puisqu'on est en 2022, c'est une année éminemment électorale. Les élections présidentielles, les élections législatives et sans doute avec leurs lots de nouveaux, de réformes. Dans ce contexte-là, on ne sait pas ce que deviendra le millefeuille territorial, administratif. On ne sait pas ce que deviendront les intercommunalités de nos territoires. Bref, il n'est vraiment pas aisé de tracer une ligne avec certitude dans ce contexte-là.

Pour autant, les collectivités territoriales, la nôtre, doivent faire comme on dit familièrement, elles doivent faire le job. Et le job qu'elles doivent faire, c'est de garantir une qualité de vie, un cadre de vie pour tous les Choisyens. Et c'est en cela qu'il faut absolument que nos orientations budgétaires 2022 puissent décliner et rendre concrets les engagements qu'on a pris auprès des Choisyens en 2020 à tous points de vue, à commencer bien sûr, enfin, commencer, il n'y a pas de hiérarchisation, parce qu'on est bien confronté si je peux dire parfois à des injonctions contradictoires, on est confronté à la fois à devoir répondre et tenter des réponses aux besoins sociaux, aux besoins sociaux en termes éducatifs, besoins sociaux en termes culturels, aux besoins sociaux en termes d'offre sportive, et puis en même temps, devoir répondre également aux urgences climatiques et écologiques, et ça aussi, ça fait partie à la fois du cadre de vie, et c'est une réponse évidemment à ce qui nous dépasse ici et qui doit également s'inscrire dans une logique plus planétaire, plus globale.

Tout cela pour vous dire, Monsieur le Maire, chers collègues, chers Choisyennes et Choisyens, que je suis quand même ravi, nous sommes ravis, le groupe des écologistes, je dirais dans cette turbulence, nous avons pu tracer une trajectoire. Nous avons pu tracer une trajectoire et un cap qui devraient nous aider à parvenir à avoir un développement maîtrisé de la ville, un développement maîtrisé de notre ville. C'est extrêmement important, à commencer par la maîtrise de ces outils financiers. Je me réjouis par exemple que la dette reste à un niveau maîtrisé. Je me réjouis également que dans les orientations qu'on lance, en tout cas dans les bases qu'on lance, nous dégagions tant bien que mal une respiration qui nous permettrait d'investir. Et pour cela, on peut tous féliciter les efforts qu'on fait, sans pour autant... C'est pour ça que je disais tout à l'heure qu'on devrait presque répondre à des injonctions parfois contradictoires, sans pour autant céder à quoi que ce soit, bien au contraire. Nous devons au Choisyens un service de qualité, je dirais presque de haute qualité.

Pour être un peu plus « au quotidien », je pense que nous devons, et le budget qui vous sera présenté emportera la preuve, nous devons répondre bien sûr aux questions de cadre de vie, à commencer par la sécurité et la tranquillité publique. On a amorcé une réponse à cela. Nous venons de voter favorablement et massivement en tout cas pour notre majorité pour de nouveau outiller et renforcer le travail des policiers municipaux, mais je salue aussi le travail qu'on fait sur la propreté. Je salue le travail que fait le service propreté et puis notre collègue El Arbi Chirrane. On a également tout un travail aussi sur la voirie, et c'est extrêmement important.

Tout ça pour vous dire que les orientations que l'on prend prennent le chemin de la réponse aux engagements que l'on a pris auprès des Choisyens.

Un mot quand même sur évidemment notre conviction que l'on partage tous sur la question de la réponse aux questions aux urgences climatiques. Pour dire, Monsieur le Maire, vous l'avez cité, depuis notre prise de fonction et de nos responsabilités, nous avons à cœur de nous doter, doter notre collectivité d'outils qui puissent permettre bien sûr d'avoir une maîtrise de son développement, je parle bien sûr de la modification du PLU qui est une modification clairement et ouvertement orientée vers la biodiversité, puisqu'on a introduit la notion de pleine terre qui est peu présente, en tout cas qui n'est pas aussi structurée dans le

milieu actuel. C'est une façon de répondre à la fois aux questions climatiques, mais aussi de répondre à la qualité de vie du cadre de vie des Choisyens. Je me réjouis également de voir qu'en plus de cet outil-là, qui est quand même fondamental, il y a la question de la végétalisation qui s'incarne notamment dans le projet que l'on porte aux écoles Mandela et Langevin. Pour le coup, c'est, j'espère, un début que l'on amorce pour d'autres reconquêtes écologiques.

Monsieur le Maire, vous avez abordé la question des arbres. On y travaille, on travaille justement sur une planification pour qu'on puisse permettre de planter l'objectif que l'on s'est assigné en début de mandat. Bref, il y a là également toute une série, je dirais, d'orientations.

Je regarde ma collègue, Madame Bezace, je pense bien sûr aux questions d'alimentation et la transition alimentaire. Pour vous dire et dire aux Choisyens qui nous questionnent et nous interpellent, à juste titre, bien régulièrement sur la question du SIRESCO, pour leur dire et les rassurer qu'on est sur le chemin, justement, et que l'on continue, qu'on n'abdique pas ce qu'on avait dit, et que l'étude est lancée pour une sortie du SIRESCO pour apporter une qualité alimentaire dans les assiettes des petits Choisyens.

Bref, l'orientation que le budget prend pour 2022 est celle, je dirais, à la fois de la maîtrise et de l'ambition, de la maîtrise dans un contexte extrêmement marqué par la turbulence, et de l'ambition parce que comme je le disais, évidemment, on ne cédera à rien de tous les engagements qu'on a pris.

Un mot également pour dire, et c'est extrêmement important, que dans notre budget, dans les orientations qu'on prend, on n'oublie pas celles et ceux qui sans qui le service municipal n'aurait pas de sens, à savoir les agents. Je me réjouis également qu'il y ait des orientations vers une meilleure qualité de vie également des agents, vers une plus grande reconnaissance de leur travail. Voilà ce que je peux dire ce soir des orientations budgétaires, enfin des débats concernant les orientations budgétaires. Merci, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Merci, Monsieur Id Elouali. Monsieur Didier Guillaume.

M. Guillaume : Monsieur le Maire, chers collègues, Choisyennes, Choisyens. L'opposition municipale interviendra à deux voies, et Monsieur Hutin suivra mes propos.

En préambule, je souhaite préciser qu'il reste très compliqué de bien appréhender ce débat d'orientation budgétaire en ayant aussi peu de temps pour le préparer. D'autant plus qu'aucun document n'a été adressé à la commission finances qui ne s'est pas réunie, d'ailleurs, sous prétexte qu'il n'y avait pas sujet à convocation. Pourtant, il me semble bien que le rapport d'orientation budgétaire est un sujet, si ce n'est le sujet de l'année, et que devant mon étonnement d'ailleurs en commission d'urbanisme le 21 janvier de ne pas avoir reçu le ROB, trois de vos adjoints, Monsieur le Maire, m'avaient informé qu'il n'y aurait pas de débat à ce Conseil municipal.

Cela étant, il nous est donc ce soir proposé d'examiner les orientations budgétaires de l'exercice 2022, qui devraient de fait être significatives des orientations politiques de la majorité. Nous regardons cela à la lumière de la lecture des documents qui nous ont été fournis.

Sur le contexte général et la loi des finances, et pour ma part, je n'interviendrai notamment que sur cette partie du rapport, que dire de l'analyse que vous faites de la situation économique de notre pays ? J'ai envie de dire qu'elle est en droite ligne de ce que nous surincent à longueur d'antenne certains médias relayant le satisfacisme du président Macron. À la lecture, en effet, nous avons l'impression que tout va bien sous le soleil de la Macronie,

et que notre économie est relancée. Certes, l'économie est relancée, mais grâce à l'augmentation des dépenses publiques qui ont rendu possible un redémarrage rapide de l'économie, aidant en cela les PME et les PMI de notre pays qui, elles, étaient fortement évidemment, on le sait tous ici, impactées par la crise sanitaire.

La relance économique de notre pays passera-t-elle par une plus forte implication de la force publique ? Serait-ce le retour de l'État de providence ? Non. Non, bien sûr, il s'agit là à n'en pas douter d'une simple adaptation stratégique, à quelques mois d'échéances électorales nationales importantes. Cela étant, plus de 7 % de croissance en 2021, c'est un chiffre qui rappelle ceux des 30 Glorieuses. Derrière cette bonne nouvelle, que se cache-t-il ? La France a profité d'une reprise mondiale, sa croissance se situe juste derrière la Chine et devant les États-Unis, l'Espagne ou l'Allemagne. Notre pays tire son épingle du jeu grâce notamment à deux secteurs, le BTP et le secteur du luxe, mais il s'agit en réalité d'un rattrapage. Cette politique fondée sur le principe que tout le monde a entendu du quoi qu'il en coûte a vu l'État accorder des prêts généreux aux entreprises françaises. Il va falloir de fait, j'ai cru l'entendre dans votre intervention préliminaire, Monsieur le Maire, il va falloir les rembourser. Matthieu Plane, économiste à l'observatoire français des conjonctures économiques, y voit une source d'inquiétude pour l'ensemble de notre économie.

La véritable réalité, très factuelle celle-là, c'est que l'inflation est de retour, et que cela risque de durer, et les consommateurs l'ont remarqué, et ils payent. Chaque mois, vous avez pu certainement le constater, le journal de 20 h relève le montant du panier des courses. En décembre dernier, il avait augmenté d'un peu plus d'un euro. Ce mois-ci, en janvier 2022, il continue de grimper avec une hausse de près de deux euros. Les journalistes ont suivi l'évolution des prix de 31 articles. Ce mois-ci, ils ont particulièrement augmenté, jusqu'à 41 % pour les premiers prix. Les mauvaises récoltes de blé sont la principale cause de cette inflation. Dans le panier, la majorité des produits augmente :

- La farine : plus 6,30.
- Pour le sucre : près de 7 %, 6,82,
- 5 % pour le beurre et les œufs.
- Pour les produits bio : 11 % en moyenne.

Les hausses devraient se poursuivre, selon Daniel Ducros, expert en distribution, car, dit-il, dès qu'on voit que les premiers prix augmentent, cela augure de l'inflation sur le reste des marques de distributeurs.

Non, réellement, tout ne va pas bien. Et ce qui augmente encore un peu plus, ce sont les inégalités. 6 millions de chômeurs cumulés, catégorie A, B, C. Et en ce qui concerne le nombre de personnes dites pauvres en France, le chiffre avoisine les 12 millions, soit près de 18,5 % de la population. Et un autre exemple, 236 milliards d'euros supplémentaires ont été engrangés ces 19 derniers mois par les grandes fortunes françaises. En ponctionnant un quart de cette somme, 60 milliards, il serait possible de doubler le budget des hôpitaux français et résoudre ainsi une grande partie de nos problématiques de santé publique. Et honnêtement, cela ne devrait pas avoir d'impact réellement sur le train de vie de ces grandes familles.

De même, nous avons tous pu constater que les dépenses liées aux énergies impactées grandement le budget des familles. Hausse de 12 % de l'énergie électrique, 40 % des prix du gaz et 20 % du prix de l'essence, et cela en seulement quelques mois. Alors que nous n'avons aucune raison de nous inquiéter, ça nous avait été dit, rappelez-vous, nos

économistes bien-pensants nous avaient garanti que la libération des prix des énergies devait, dans la mise en place de la libre concurrence, faire baisser les prix.

Donc au regard de tous ces éléments, vous aurez beaucoup de mal à faire croire à nos concitoyens que leur pouvoir d'achat s'est amélioré ou va s'améliorer ces derniers mois, comme affirmé dans le rapport page 6. Heureusement, en cette période difficile que nous avons traversée, il faut noter un point très positif que personne ne peut contester, c'est le fait que les agents de la fonction publique en général ont fait d'une manière admirable la démonstration de leurs compétences, de leur implication de proximité, de leur utilité. En revanche, quand nous lisons que Madame Péresse, dont certains d'entre vous soutiennent la candidature à l'élection présidentielle, envisage de supprimer 150 000 postes de la fonction publique, on a de quoi s'inquiéter.

Concernant plus particulièrement notre ville, et pour parler de façon générale, la suppression de la taxe d'habitation avec la promesse de l'État de compensation à l'euro près n'augure rien de bon pour l'avenir des finances communales de toutes les collectivités. Ce genre de transfert a largement montré ses limites par le passé. Des dotations d'État ont déjà fortement diminué depuis 2012, puisque nos recettes communales cumulées ont baissé de 60 millions. 60 millions en dix ans, il est vrai, dû en petite partie à des transferts de compétences aux territoires. Pour autant, les éléments mentionnés dans la loi de finances 2022 ne sont guère rassurants, la preuve en étant donnée avec la précision apportée dans le texte stipulant que les effets de la réforme des indicateurs financiers et fiscaux devraient être lissés dans le temps avec la mise en place notamment d'une fraction de correction destinée à neutraliser totalement dans un premier temps, et partiellement par la suite les effets de la réforme. On le voit bien au travers de cette formulation de la loi des finances, le sens de la réforme qui est engagée, à savoir la volonté, j'ai envie de dire même franchement annoncée, d'enlever aux communes leur libre arbitre en matière de fiscalité locale, ce qui pourrait, ce qui annonce, en tout cas, ce qui pourrait annoncer dans un proche avenir, je ne suis pas du tout optimiste, la disparition pure et simple des communes dans leur configuration en tout cas actuelle.

Voilà la situation et ce que nous impose aujourd'hui la loi de finances 2022. Avant de laisser poursuivre Sébastien Hutin sur l'analyse des orientations budgétaires pour la ville, je voudrais faire une dernière petite remarque. Sur l'écriture générale du rapport, j'ai envie de dire qu'il faut noter un effort considérable, la capacité des auteurs à nous surprendre à chaque page par leur sens aigu de la formule. Un art de dire sans l'écrire, de laisser entrevoir sans expliquer, je le dis avec humour et légèreté, très beau exercice de style.

M. Hutin : Vous le dites, Monsieur le Maire, il y a beaucoup d'incertitudes et de contraintes qui pèsent sur nos ressources financières liées en partie, et vous avez le mérite de le souligner, à la perspective accrue des besoins sociaux en direction de notre population qui ne manqueront pas d'émerger au cours de cette année 2022.

Pour autant, vos orientations budgétaires sont en tout point conformes à cette idée que vous vous faites de notre ville : sécurité avant toute chose. Embauche de 25 policiers municipaux avec des salaires distribués à des agents de catégorie C supérieurs à ceux des cadres de catégorie A dans les services à caractères sociaux. Mise en place de vidéosurveillance, 1,4 million, de 5 postes pour le CSU et aménagement du local pour la police municipale. Arrêtons-nous un instant sur les ressources humaines et les effectifs. Nous savons que la masse salariale est le poste le plus important du budget, et il en représente 55 %. Les charges de personnel ont augmenté de 9 % de 2020 à 2021. Elle est comptabilisée à hauteur d'un peu moins de 40 millions d'euros, auxquels s'ajoutent les 900 000 euros du personnel du CCAS.

Plusieurs remarques et demandes de clarification à ce sujet. Nous ne savons pas si l'emploi est une de vos priorités, mais a priori, nous constatons une forte dégradation en nombre d'emplois, puisque 243 postes sont à pourvoir, qui devraient compenser de nombreux départs, retraits ou mutations. Cela représente 20 % des effectifs, mais vous ne dites rien sur vos orientations sur le sujet. Quelles sont vos hypothèses de politique de remplacement ou de gel de poste ? Explications, peut-être, dans les formules du paragraphe « pistes d'évolution » de la page 29 : « Mieux calibrer les postes au besoin, optimiser les emplois pour mieux maîtriser la masse salariale ».

Un autre point qui demande explication, nous découvrons que des postes créés sont nécessaires au bon fonctionnement de la collectivité, et ça, j'allais dire, heureusement. Mais plus sérieusement, il y a un souci. Nous sommes bien dans la perspective de 2022, alors vous ne pouvez pas écrire la création de 25 postes de police municipale, puisque page 25, il est mentionné que 17 sont déjà pourvus dans les effectifs au 1er janvier. Alors, soit vous créez 20 postes de plus, ou alors, il y en aurait vite à créer. Plus précisément, Monsieur Coelho, pouvez-vous nous dire réellement à quoi correspondent vos prévisions de 1,9 million pour la création de postes permanents ?

Nous pensons également que la réduction d'effectifs de la subvention au CCAS n'est pas un signe d'une volonté de réponse aux besoins sociaux par de nouvelles actions de solidarité innovantes. Si la compensation est liée au transfert de personnel, c'est un trompe-l'œil, et cela ne peut pas fonctionner l'année d'après. Concernant le budget d'investissement, en plus des caméras de surveillance, de vidéosurveillance, aménagement du local pour la police municipale déjà mentionnée, il y a lieu de préciser à notre population le coût que cela engendre, car cela représente une dépense de 2,2 millions pour l'année 2022, équipements et aménagements. Dans les travaux prévus, ce sont en grande partie la continuité du programme d'investissement engagé par l'ancienne municipalité, avec même quelques suppressions. La rénovation et l'aménagement de la maison Rouget de Lisle, par exemple. En revanche, je vois un grand écart entre les propos de Choisy Infos annonçant la réalisation d'un collège, la création d'un complexe gymnase/piscine et d'une ferme biologique. En effet, l'annonce est un pur effet de communication, car si les sommes sont bien annoncées pour plus de 20 millions d'euros, pas de prévisions de dépenses prévues au cours du mandat, pas de chiffres pour la réalisation de la Calypso. Pour les deux autres équipements annoncés pour août 2022, il me semble que vous soyez plutôt sur la phase de l'idée, pas encore dans la phase de projet, et bien loin de la phase d'étude. Cela explique certainement la situation énoncée dans les derniers tableaux de la page 39 concernant les équilibres financiers. En effet, la capacité d'autofinancement représente un peu plus d'un million, soit 4 fois moins que les années précédentes. Cela ne présage rien de bien pour les investissements à venir.

En conclusion, nous ne pouvons qu'être inquiets sur vos orientations budgétaires, comme le sont certainement des agents de la collectivité, et comme pourraient l'être légitimement les Choisyennes et les Choisyens. Je vous remercie de votre attention.

M. le Maire : Y a-t-il d'autres observations ? Je vais donner la parole à Madame Francisot.

Je remarque que rien ne change. Je loue un effort de Monsieur Hutin de s'intéresser réellement au ROB, bien qu'il prononce de nombreuses inexactitudes, notamment sur les postes. Je pense que vous n'étiez pas très attentif aux précédents conseils municipaux, parce que les 25 postes de policiers municipaux ont bien été votés, donc il n'y aura pas de création. Simplement, pour l'instant, nous en avons embauché 17, ce qui est un exploit.

Je vais revenir sur vos remarques, et moi je veux bien qu'on parle de la politique nationale, mais Monsieur Hutin, vous n'étiez pas là sur le précédent mandat de Monsieur Didier Guillaume, mais c'est pour cela que je dis que rien ne change. C'est toujours 18 minutes

d'intervention, et 2 minutes consacrées à la commune. Bon, très bien. La politique nationale, il y aurait beaucoup à dire, mais ça s'appelle un rapport d'orientation budgétaire. La politique nationale peut nous contraindre, mais nous nous adaptons, quelle que soit cette politique, nous sommes postes à nos responsabilités. Quoi que fassent nos gouvernements successifs, ça n'entrave pas la politique municipale. Il faut prendre ses responsabilités.

Les effets de manches qu'à l'air de dire, je traduis ça comme ça, lorsqu'il parle, Monsieur Didier Guillaume, je ne sais plus l'expression qu'il a employée. Moi, ce que je voudrais, c'est qu'il étaye ses propos. C'est précis, ce rapport. Il y a énormément de choses. Et pour répondre à la fois à Monsieur Didier Guillaume et à Monsieur Hutin, mes enfants, j'étais conseiller municipal. Je n'ai jamais vu un tel programme sur 5 ans, surtout en investissement. Ce n'est pas rien de faire un nouveau gymnase. Ce n'est pas rien de faire une nouvelle piscine. Ce n'est pas rien de faire une nouvelle école. C'est vous qui dites ça, Monsieur Didier Guillaume ? Vous savez comment ça se passe. Il faut bien procéder par des études, c'est obligatoire. Ça prend trois ans, la gestation d'un tel projet. Et il faut bien sûr trouver des subventions, de l'argent. Et nous ne l'avons pas, cet argent, vous l'avez dit, comme toutes les collectivités. Faut-il renoncer au projet ? Comme l'a dit mon Premier adjoint, nous ne renonçons à rien. La nouvelle cantine, on vient de finir l'étude. Que nous dit cette étude ? La nouvelle cuisine, excusez-moi, la nouvelle cuisine centrale, il faut construire une cuisine centrale. L'excellent syndicat auquel a adhéré l'ancienne majorité, je pensais qu'ils avaient fait quelques investissements. Ils étaient tellement excellents, vous savez, ceux qui achetaient des pommes en Nouvelle-Zélande pour les faire manger à nos écoliers. Ils n'ont rien fait. Et donc cette cuisine centrale qui continue à produire des repas pour les seniors, ce qui veut dire qu'il y a deux poids deux mesures, peut-être qu'ils n'aimaient pas les seniors, je ne sais pas. Ils n'avaient peut-être pas envie de l'avouer, je n'en sais rien. Or, on nous dit que cette cuisine n'est plus capable de faire des repas. Donc il faut construire une nouvelle cuisine. Alors, nous allons construire une nouvelle cuisine centrale. Nous allons faire un nouveau gymnase, nous allons faire une nouvelle piscine, nous allons construire une cuisine centrale. Nous avons un grand centre socioculturel que nous revoyons de fond en comble, qui n'était pas financé, que nous allons financer, que les programmes anciens, comme vous dites, Monsieur Hutin, la plupart des nouveaux maires, ils ont fait ça.

Riez. Nous, nous sommes arrivés sans expérience, comme disait Monsieur Didier Guillaume et son équipe, soi-disant. Nous avons tout pris à bras-le-corps, nous avons tout maintenu, nous avons tout amendé. On m'a même traité de fou. Trouvez-moi dans une seule ville alentour et peut-être en France un programme d'investissement aussi appuyé que celui que nous proposons aux citoyens. Trouvez-moi une ville. Et vous dites que les Choisyennes et les Choisyens vont s'inquiéter d'avoir une piscine neuve ? D'avoir un gymnase neuf ? Une nouvelle école, un nouveau centre socioculturel ? Une nouvelle cuisine centrale ? De nouveaux logements, enfin, qui vont tirer Choisy vers le haut, qui vont nous ramener des recettes, qui vont amener des investisseurs comme les deux nouveaux restaurants que nous allons avoir ? Mais enfin... Dites que vous n'êtes pas d'accord avec cette politique.

Nous allons construire un poste de police municipale, ce n'est pas rien. Nous allons implanter 80 caméras dans la ville, c'est un investissement. Ça s'ajoute à tout ce que j'ai énoncé avant. C'est pas mal, pour des amateurs. Effectivement, il n'y a pas de sous, mais ce sera réalisé quand même, Monsieur Hutin. Mais nous les avons, soyez patients. On va tout vous dire un soir, il faut bien qu'on vous laisse un petit peu de matière... Bien sûr que nous avons des sous et que nous allons les trouver. Croyez-vous qu'une seule chose se ferait dans ce pays ou dans une collectivité si on attendait d'avoir les sous pour les faire ? Puisque vous espérez un jour avoir ma place, pourquoi pas, je peux vous dire que si vous attendez d'avoir les sous pour lancer des projets, vous ne ferez pas grand-chose. On se bat pour avoir des sous. On va les chercher avec les dents. On s'appuie sur le privé, aussi. Il y a des ressources dans la ville qui vont nous amener les recettes pour faire ce dont nous réalisons.

Tant que ce n'est pas fait, on ne vous en parle pas. Le ROB, c'est une orientation budgétaire, et nous aurons, dans le budget 2022, la photographie de ce que nous représentons, mais même au-delà. Alors, nous commençons à avoir des financements pour la piscine et le gymnase. Ça fait au moins 10/12 ans qu'une nouvelle piscine aurait dû être faite. Ça fait 10 ou 12 ans, 15 ans, que Léo Lagrange, le collège, devrait être refait. Ça fait 10 ans qu'on aurait dû avoir une nouvelle école. C'est tous les ans, pendant 10/15 ans que notre voirie aurait dû être refaite, 60 % ont été refaits. C'est programmé, mais nous n'avons pas l'argent. Mais c'est programmé, nous allons le faire parce que ce sont des engagements, et parce qu'encore une fois, comme l'a dit Monsieur Id Elouali, nous ne renoncerons à rien. C'est la mission que nous ont confié les Choisyennes et les Choisyens, sans parler de la Maison de la solidarité de la femme, sans parler de tous les éléments culturels que nous avons ajoutés.

Hier soir, on a remis non pas à 5, 6 ou 7 enfants, comme le disait Madame Juhel que je salue si elle nous écoute, mais à 12 enfants. On se met en route, c'est parti. Démon, la culture à ceux qui en sont le plus éloigné, et ça ne va pas s'arrêter là. Nous avons déjà mis un car à disposition samedi pour les emmener à la grande scène de la Philharmonie. Voilà notre politique. 1,3 million, nous avons sorti. Nous ne les avons pas. Lorsque je suis arrivé, un terrain de 3 hectares était voué à la vente pour y installer des entrepôts avec des camions qui auraient fait l'aller-retour sur la RD38, où les gens se plaignent depuis 30 ans. Je n'avais pas les 1,3 million. Qu'est-ce que nous avons pris comme décision avec mon adjoint, avec mon adjoint de l'urbanisme et mon équipe ? Nous avons préempté. Monsieur Laveuve, que je salue : « Mais vous n'y pensez pas, ça ne passera jamais, il faut un projet ». J'en avais un, projet. J'y suis allé au bluff. Il est à qui ce terrain, aujourd'hui ? Il est à la commune de Choisy-le-Roi, aujourd'hui, ce terrain. Nous allons y faire une ferme bio, et nous allons y produire des fruits pour nos enfants qui seront acheminés par la Seine dans nos cantines. Je n'avais pas l'argent. Nous avons l'ambition, nous avons la volonté, et nous avons cette capacité à entrer et rendre service aux Choisyennes et aux Choisyens, à mériter notre mandat. Et pendant les 4 ans et demi qu'il nous reste, ce sera ainsi. Tout ce qui sera bon pour les Choisyennes et les Choisyens, nous le lancerons avec de l'argent ou pas. Nous trouverons l'argent. Et ce qui vous a été annoncé ce soir, ça sera fait. Je vous le dis, présentez-moi une ville qui a autant d'ambition, qui a autant de projets. Je connais mes collègues maires. Je sais les difficultés qu'ils traversent tous, que je traverse, que nous traversons. Aucune ville comme Choisy-le-Roi n'a autant d'ambition et d'investissement sur les 4 ans qui viennent. Aucune. Si Madame Francisot peut prendre la parole...

Mme Francisot : Merci, Monsieur le Maire.

Alors déjà sur le premier point, sur la commission. J'ai trouvé à Choisy-le-Roi une collaboratrice qui est encore avec nous, donc qui me guide à savoir ce qui se fait ou pas. Il ne s'est jamais fait de commission sur le ROB, d'une part. D'autre part, j'aimerais bien que quand je réunis des commissions aussi, ne pas être seule à cette commission ou presque. Comme beaucoup, merci Monsieur Hutin d'être là, et je l'ai toujours dit, mais comme beaucoup, j'ai un boulot aussi. Je peux me libérer pour venir aux commissions, donc j'espère que la prochaine qui sera sur le budget, qui est prévue aux alentours du 10 mars à 18 h 00, sera plus remplie que les précédentes.

Maintenant, en ce qui concerne, vous dites la sécurité à tout prix. Il me semble qu'aujourd'hui...

M. le Maire : Juste, Madame Francisot, pour préciser quand même, il y a des Choisyennes et des Choisyens qui nous écoutent. Nous sommes dans la plus parfaite légalité. Vous devez recevoir le ROB et tous les documents cinq jours avant le Conseil. Lorsque j'étais dans l'opposition, quelquefois, c'était trois jours avant. C'est arrivé, Monsieur Guillaume. Je

vous en avais fait part. Pas toujours, mais c'est arrivé, et ça peut arriver. Nous vous les envoyons cinq jours avant. Vous avez le temps de poser vos questions et de le voir. Et notre porte est toujours ouverte. Je vous l'ai dit. Notre porte est toujours ouverte. Vous appelez le cabinet, quoi qu'il vous manque, quel que soit le document que vous voulez, il vous sera donné. En dehors du Conseil municipal, après, tout ce dont vous avez besoin pour être éclairés sur notre politique, pouvoir nous féliciter ou nous critiquer, vous l'aurez. Je m'y engage, il n'y a aucun souci. Jusqu'à présent, ce que vous avez demandé, on vous le donne, et ce ROB vous est parvenu en temps et en heure. Il y a une réglementation, nous la respectons.

Ce que dit Madame Francisot, il n'est pas facile d'organiser des commissions, de prendre sur son temps familial ou professionnel, et de voir que finalement, je sais que vous êtes assez assidu, Monsieur Hutin, personne ne vient à cette commission. Oui, personne. Quand même, au bout d'un moment... Ça va. Je dois même vous dire que certains, certaines, malheureusement dans vos rangs, se sont inscrits à des commissions. Depuis le début de notre mandat, on ne les a jamais vus. Jamais. Je veux bien après qu'on vienne nous dire... Et j'entends. Donc je le redis, tout ce dont vous avez besoin, n'hésitez pas, quel que soit le jour, avant, après, dans les délais, pas dans les délais, ce n'est pas grave. On vous donnera tout ce dont vous avez besoin. Et ce ROB est parvenu en temps et en heure et a parfaitement respecté la réglementation.

De plus, nous ne pouvions pas vous le donner avant ces cinq jours, on s'est collé pour être dans les délais parce qu'il a été fait, et vous l'avez tous dit, dans une période contrainte, difficile avec beaucoup de travail. Je peux vous dire qu'on revient de loin sur le budget. Tout ce que nous faisons, ça pèse, ça coûte. Nous le faisons sans augmentation d'impôt, et ça continuera ainsi. Tout ce que nous ferons sera sans augmentation d'impôt, et vous aurez tout en temps et en heure, et au-delà de ce que vous pouvez demander. Donc, croyez-nous, on peut vous faciliter le travail.

Excusez-moi, Madame Francisot, mais c'était important de préciser. Je ne voudrais pas qu'on croie qu'on ne donne pas les documents. Non. Il y a une règle, elle doit être respectée. Nous la respectons, et nous pouvons aller au-delà si vous avez besoin de quoi que ce soit, le cabinet vous est ouvert à n'importe quelle heure.

Mme Francisot : Tout à fait, merci, Monsieur le Maire.

Je poursuivrai, pardonnez-moi, vous parlez de la sécurité à tout prix avec 1,4 million d'euros mis sur la vidéoprotection. Il me semble que je vous ai annoncé ce soir 22 millions d'investissements. Je vois notamment sur le plan pluriannuel l'ANRU, donc avec la construction du centre socioculturel, la fin de l'aménagement de la ZAC des Navigateurs, des Cosmonautes. Il y a pas mal de choses privées, cette année. Il y a l'aménagement des écoles élémentaires, etc. Il y a 22 millions d'euros de prévus, et vous me parlez de 1,4 million. Oui, la sécurité est essentielle pour nos Choisyens, mais nous ne faisons pas que ça, et nous entendons bien être opérationnel dans tous les domaines.

Maintenant, en ce qui concerne le CCAS. Le CCAS, il ne me semble pas que nous avons réduit l'offre qui se fait au CCAS. Au contraire, nous cherchons constamment à l'améliorer. L'an dernier, il y avait un excédent de l'ordre de 500 000 euros sur le budget de fonctionnement. Nous l'avons résorbé en partie, et c'est ce que nous essayons de faire aujourd'hui. Ce transfert de personnel aurait déjà dû être fait avant, il n'a pas été fait. Donc l'augmentation est simplement le fait du transfert de charges de personnel, mais nous continuons toujours à résorber les excédents qui existent toujours sur le CCAS. Ce ne sont pas des budgets qui sont censés avoir des excédents. Quand on donne un budget pour une action, ce budget doit servir, et c'est le cas du social aujourd'hui. Nous améliorons les

choses, nous avons fait pas mal de choses déjà pour améliorer la condition de nos Choisyens par le CCAS et nous continuerons. Maintenant, vous parlez de la piscine, il n'y a rien en face. Je vous ai bien dit dans ma présentation qu'il y a un certain nombre de projets, et je vois ici par exemple le projet du Lugo qui n'a aucune recette en face. Je vous mets quoi à la fin de ces documents ? Je vous mets quelque chose avec 36 millions de dépenses, 5 millions de recettes en face ? C'est un projet travaillé ? Non. La piscine et le gymnase, aujourd'hui, rénover la piscine et le gymnase, ça devrait nous coûter 12 millions. Les deux mis côte à côte, aujourd'hui, refaire un nouvel équipement, ça devrait coûter un peu moins de 20 millions d'euros. Nous cherchons les solutions pour avoir cet équipement sur notre ville, parce que c'est ce que méritent les Choisyens et c'est ce qui nous coûterait moins cher. Nous continuons, nous avons des pistes, nous étudions des pistes qui nous amèneraient à avoir un financement qui ne pèserait même pas sur le budget de notre ville, mais nous y travaillons. C'est la PPI, ce document est un document évolutif. Au cours des quatre ans, il y aura peut-être des choses qui arrêteront, qui disparaîtront, des montants qui évolueront. C'est le but de ce plan, c'est quelque chose qui évolue, quelque chose qui vit en même temps que notre collectivité. Et tout comme l'on dit Monsieur le Maire et Monsieur le Premier Adjoint, nous ne reculerons devant rien. Voilà.

M. le Maire : Merci, Madame Francisot. J'ai oublié de répondre à des remarques de Monsieur Hutin concernant la police municipale.

De toute façon, on ne va pas refaire ce débat à l'infini. Vous êtes contre la police municipale, la population le sait. Dans vos tracts, vous dites que... Si, vous ne dites qu'on recrute, et vous nous le reprochez. Ça veut dire qu'il ne faut pas les recruter. Vous nous dites : « Vous allez faire un poste de police municipale, vous allez coûter tant ». Vous nous le reprochez, ça veut dire qu'il ne faut pas le faire, comme ça, vous nous direz que c'est bien. Sinon, je ne comprends pas le français. Et vous dites qu'on embauche des policiers municipaux, vous comparez des catégories de personnes qui n'ont rien à voir entre elles. Il y a une grille, c'est ainsi. Maintenant, s'il y a des cadres A qui veulent se reconvertir en policiers municipaux pour gagner plus, qu'ils le fassent. Il n'y a pas que l'argent. C'est ainsi. Si on veut des policiers municipaux sur le marché, excusez-moi d'employer ce terme, ça a un prix, et il y a de la surenchère entre les villes, voyez-vous. Vous savez la première question qu'ils me posent, les maires, quand je les rencontre ? Qu'ils soient de gauche ou de droite : « Comment vous avez fait, à Choisy-le-Roi, pour avoir tous ces policiers municipaux en aussi peu de temps ? » Oui, dites-là. Dites-là, Monsieur Guillaume. Les mutations, oui. Vous croyez qu'on était tout seul dessus ? Et une fois, le maire, quand il a voulu s'en séparer, qu'est-ce qu'il fait maintenant ? Il s'en mord les doigts, il les recherche. Oui, tiens. Bien sûr. Vous croyez que c'est facile, avec la concurrence qu'il y a, d'attirer des policiers municipaux ? Bien sûr quand ils quittent une ville, vous savez, ils sont tranquilles, ils sont là, ils comptent les points. Mais où vont-ils, au-delà de l'argent ? Ceux que nous avons, ils avaient des offres financières supérieures, et je m'en réjouis, ça n'a pas été le salaire, l'élément prépondérant. L'élément prépondérant, c'est les conditions de travail, l'accueil, et je lui dis, et je la remercie, la qualité de la directrice à notre tranquillité publique qui les a séduits. Et le travail de mon directeur de cabinet, que je remercie, dont ce n'était pas la première fois qu'il s'occupait, notamment au territoire, de vidéo ou de policiers municipaux. Ils connaissaient son professionnalisme et notre direction.

Alors vous savez, moi, je veux bien, je vous l'ai dit tout à l'heure, dans la fonction publique, il y a des grilles, et nous sommes contrôlés. Nous ne sommes pas libres de faire ce que nous voulons, et beaucoup de maires, effectivement, se plaignent de ça, c'est un peu le chat qui se mord la queue. Si on paye plus, c'est le fonctionnement qui augmente, c'est la masse salariale. Et quand vous relevez, là aussi, j'ai oublié de vous répondre, sur la page autre où il faut optimiser l'emploi, oui, je vous souhaite d'être aux affaires un jour, Monsieur Hutin. Mais ça, c'est la loi. Alors on peut résister, on peut dire : « Je n'en ai rien à faire », mais c'est la loi.

C'est ce qui nous est demandé. Si on ne le fait pas, il y a des mesures. Vous savez, ceux qui ont joué les gros bras pour les 1607 heures, notamment notre cher président du territoire, « Je botte en touche, je ne fais rien », et qui nous fait croire que pendant les vacances de Noël, il a réfléchi, et que finalement, il nous représente au territoire les 1607 heures en catimini, en catastrophe. Pourquoi, selon vous ? Parce qu'il a changé d'avis ? Qu'est-ce que je vous avais dit ? Qu'il était important de ne pas prendre ce risque vis-à-vis de nos agents. La préfète lui a intimé l'ordre de passer aux 1607 heures, sinon c'était les cinq semaines qui étaient là pour les agents. C'est bien, de faire les gros bras, de s'en prendre aux autres, et de dire : « regardez, on m'a dit... ». Ça n'a pas duré longtemps. Il a dit : « Comparez, le territoire, comme par hasard, Vitry, Ivry, Gentilly », machin. Toutes les maires communistes : « On ne fera rien ». Qu'est-ce qu'ils font, maintenant ? Ils mettent leurs services au travail alors qu'ils avaient bien autre chose à faire en catastrophe. Voilà. On est dans un pays de droit, et il y a une règle. Et il y a une optimisation à faire à ce niveau-là. Et je sais qu'aussi bien Didier Guillaume que moi-même, que l'ancienne équipe et que moi-même, nous aurions tout plaisir à dire : « Il y a plus de 10 %, plus 20 % », surtout dans le monde où l'on vit. Vous l'avez dit tout à l'heure, on peut partager, effectivement, il y a des pauvres, il y a ceci, il y a cela. Mais nous sommes obligés de nous confronter à des règles. Et puis si on veut que tout n'explose pas, que ce soit encore pire, oui, on est quand même tributaire des deniers publics qu'il faut maîtriser.

Pour notre part, je voudrais quand même rappeler qu'à Choisy-le-Roi, nous avons fait beaucoup de choses en arrivant, notamment sur le passage de grades. Ça nous a coûté 600 000 euros, lorsque je venais d'arriver, d'avoir libéré les passages de grades. C'est la première décision que j'ai prise, la CGT en est encore estomaquée. Mais bien sûr, on ne pourra pas suivre sur ce rythme tous les ans, ce n'est pas possible. Ce n'est pas possible. Mais notre DRH, que je salue, qui passe son temps à voir comment on peut leur piquer ça, et ça. Non, il passe son temps à essayer d'optimiser comment on peut faire. J'ai reçu une agente extrêmement méritante qui travaille au CCAS, qui est un peu barrée, qui voudrait une augmentation. On ne sait pas comment faire, parce qu'on est d'accord pour lui donner, mais on n'a pas le droit. Donc on va étudier son cas pour savoir comment jouer, Madame Luc doit savoir, comment faire, parce qu'elle est méritante, comment on peut lui donner sans qu'on soit rétorqué et qu'on nous dise : « Non, vous n'avez pas le droit ». Il y a cette réalité-là, Monsieur Hutin, et il faut en tenir compte. Donc on est obligé, en plus, d'en parler dans le ROB, c'est obligatoire. Et nous avons cette discussion constante, il y a un dialogue social par mois, que j'ai rétabli. Les CT, je m'applique à y participer, être président... « Être président », je ne suis pas candidat. À être présent aux CT autant que je peux, parce que c'est important, cette relation avec le personnel. Voilà. Mais il y a des contraintes qui sont apposées. C'est bien beau de vouloir dire : « Je n'en tiens pas compte, je fais ce que je veux ». OK, il y en a qui font ce qu'ils veulent, mais en fait, ils ne font pas ce qu'ils veulent, ils font pire que les autres. C'est tout. C'est juste une discussion, Monsieur Hutin. Qui ne voudrait pas que chacun touche plus, etc. ? C'est une vaste discussion.

Et encore une fois, comme je lui dis, ce qui est important, c'est le pouvoir d'achat. C'est : que peut-on faire de son salaire aujourd'hui ? Peut-on se loger ? Peut-on se nourrir ? Peut-on élever une famille ? Effectivement, si on regarde sur ces 30 dernières années, il y a eu pas mal de dérapages, effectivement. J'aime bien mon image du poinçonneur des lilas. J'adore cette chanson, « Le poinçonneur des lilas ». Il pouvait vivre, il pouvait se loger, il pouvait élever une famille. Aujourd'hui, vous êtes ingénieur, vous n'y arrivez plus. Je suis d'accord, il y a quelque chose qui a dérapé. Il y a un truc qui ne va pas. Voilà. Mais on a assez à faire sur notre commune, donc tous les prétendants qui se bousculent, chaque semaine, il y en a un de plus ou une de plus, en l'occurrence, c'est une de plus depuis lundi. Bon, ça va. Ils doivent tous avoir des idées lumineuses pour régler ces problèmes. Pour l'instant, on ne les entend pas, mais ça va venir. Voilà.

Bien. Monsieur Bance.

M. Bance : Merci, Monsieur le Maire, mes chers collègues. Monsieur Hutin. C'est juste pour vous dire que si vous regardez bien le PPI concernant la vidéoprotection, puisque ça vous concerne, vous avez effectivement une dépense qui est prévue, une dépense d'investissement qui est prévue de 1,4 million d'euros, mais tout de suite après, vous avez un montant de 800 000 euros qui représente plus de la moitié du montant qui est une subvention qui a été obtenue grâce au directeur de cabinet, Monsieur Guillerm, au titre de la dotation de soutien de l'investissement local. Donc vous voyez, plus de la moitié du coût d'installation des caméras de vidéoprotection est déjà financée en partie.

M. le Maire : Merci, Monsieur Bance. Effectivement, nous ne l'avions pas précisé. Comme quoi, on sait aussi trouver des recettes, ce qui est éminemment difficile. C'est pour cela que je vous ai annoncé, dans ma présentation du ROB, qu'un poste est ouvert pour un « chasseur de prime ». Oui, j'adorais et j'aimais beaucoup Josh Randall, « Au nom de la loi », pour ceux qui ont connu un monde d'avant. C'est extrêmement important, et tellement complexe de répondre aux projets, subventions, les ceci, les cela, il faut vraiment quelqu'un à plein temps qui soit là-dessus. Et d'ailleurs, si vous voyez des appels à projets, des choses dont vous pensez que ça rendrait service aux Choisyens, vous pouvez nous en parler. On est preneur.

Merci. Y a-t-il encore des observations ? Non.

Bon, de toute façon, il n'y a pas de vote. C'est donc acte pour la présentation. Je crois que là, les débats ont été riches. Riches au sens, ça n'a pas donné de sous. Monsieur Didier Guillaume veut nous dire un mot.

M. Guillaume : Non, Monsieur le Maire, il y a vote.

M. le Maire : Il y a vote sur le fait qu'il y a eu présentation.

M. Guillaume : Il y a vote sur le fait qu'il y a eu débat.

M. le Maire : Oui, bien sûr, tout à fait.

M. Guillaume : Pas sur les orientations, mais sur le fait qu'il y a eu débat.

M. le Maire : C'est parfaitement exact. Donc, qui affirme qu'il y a eu débat ? Bon. Très bien, merci. C'est voté. Nous allons réaliser cela, je vous l'affirme.

Le Conseil prend acte de la délibération n°5.

M. le Maire : Où en sommes-nous ?

6. Approbation de la convention constitutive du groupement de commandes entre la commune et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Choisy-le-Roi pour la souscription des contrats d'assurance

M. le Maire : C'est Madame Francisot qui a la parole.

Mme Francisot : Merci, Monsieur le Maire. Je serai assez rapide sur le sujet, puisque c'est quelque chose qui arrive assez régulièrement quand on a à renouveler les marchés. En l'occurrence, cette fois-ci, c'est un marché d'assurance, les marchés d'assurances arrivent à échéance au 31 décembre 2022, et donc pour réaliser des échelles, nous vous proposons de regrouper la procédure entre la ville et le CCAS. Voilà.

M. Id Elouali : Des observations ? Votes contre ? Abstentions ?

La délibération n°6 est adoptée à l'unanimité.

→ 7. Modification du guide interne des marchés publics de la commune de Choisy-le-Roi

M. Id Elouali : La parole est toujours Madame Francisot.

Mme Francisot : Tout à fait, merci, Monsieur le Maire... Monsieur le Premier adjoint.

Rires

Mme Francisot : Pas encore le maire, tout à fait. Les seuils applicables aux marchés...

M. Id Elouali : Ne vous laissez pas perturber, Madame Francisot, allez-y.

Rires

Mme Francisot : C'est vous qui m'interrompez. Donc les seuils applicables aux marchés publics changent tous les deux ans sur décision de la Commission européenne. À compter du 1er janvier 2022, ils évoluent. Le montant est relevé de 1000 euros hors taxes pour les marchés de fournitures qui passent à 215 000 euros, et de 32 000 euros pour les marchés de travaux et pour les contrats de concession. Donc a été demandé d'approuver les modifications apportées au guide interne des marchés publics.

M. Id Elouali : Merci. Des observations ? Des commentaires, des remarques ? Je n'en vois pas. On soumet au vote. Qui est pour ? Parfait. Merci, à l'unanimité. Je pense que la direction générale a pris compte du vote.

La délibération n°7 est adoptée à l'unanimité

→ 8. Attribution d'un acompte de subvention au Théâtre-Cinéma Paul Eluard - budget 2022

M. Id Elouali : La parole est toujours Madame Francisot.

Mme Francisot : Merci. Tout à fait, le théâtre-cinéma Paul Eluard a fait une demande d'acompte de sa subvention de 231 000 euros. Comme nous n'avons pas encore voté le budget, mais que nous avons tout de même la possibilité de verser ces acomptes, nous passons cette délibération afin qu'il puisse assurer leur fonctionnement quotidien.

M. Id Elouali : Merci beaucoup. Des commentaires, des observations, des questions ? Je n'en vois pas. On soumet au vote. Qui est pour ? À l'unanimité, merci.

La délibération n°8 est adoptée à l'unanimité

PETITE ENFANCE

→ 9. Approbation du choix du délégataire pour la Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du multi-accueil Tony Lainé situé 28 avenue de la Folie à Choisy-le-Roi

M. Id Elouali : Madame Francisot.

Mme Francisot : Merci. Nous avons voté par délibération au mois de mai 2021, nous avons approuvé le principe de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du multi-accueil Tony Lainé. S'en est suivie toute la procédure dans le cadre de la délégation de service public avec les appels d'offres, les négociations, etc. Et aux termes des négociations, le choix du maire et de la municipalité s'est porté sur la société Les Petits chaperons rouges qui est actuellement déjà le délégataire de la structure, et en plus, cette fois-ci, nous réalisons une économie largement remarquable. Il vous est demandé d'approuver le délégataire que nous avons choisi.

M. Id Elouali : Merci, Madame Francisot. Juste un petit rappel de ce que Monsieur le Maire a précisé en préambule, il me semble que nous avons deux collègues élus qui ne peuvent pas participer ni au débat ni au vote. Il s'agit de Monsieur Habi et Madame Lanternier.

À part ça, avez-vous des questions ? Des observations ? Qui vote pour ? Parfait, unanimité, bravo, merci.

La délibération n°9 est adoptée à l'unanimité

HYGIÈNE SANTÉ

→ 10. Présentation du bilan d'activité 2015-2020 du Contrat Local de Santé - Atelier Santé Ville et approbation de la démarche de préfiguration d'un CLS-ASV 2

M. Id Elouali : La parole est à Madame Fadli.

Mme Fadli : Merci, Monsieur le Premier Adjoint au maire. Bonsoir à toutes et bonsoir à tous. Il s'agit d'approuver les bilans activité 2015-2020 du contrat local de santé - Atelier Santé Ville. Depuis 2012, la ville de Choisy-le-Roi est engagée dans une démarche de préfiguration, d'animation et de coordination du contrat local de santé - Atelier Santé Ville sur son territoire. Signé le 14 octobre 2015, le local de santé - Atelier Santé Ville a été précédé d'une fin de préfiguration entre 2013 et 2014. Cette phase a permis d'établir un diagnostic local de santé partagé afin de cibler les besoins de la population du territoire et décrit le projet santé. Initialement prévu pour une durée de trois ans, le local de santé - Atelier Santé Ville a vu sa période d'activité prolongée grâce à un avenant, et ce jusqu'en 2020. Les trois parties signataires de ce dispositif sont la ville de Choisy-le-Roi, la préfecture du Val-de-Marne et l'agence régionale de santé Île-de-France, ARS.

L'objectif principal est la lutte contre les inégalités sociales et territoriales de santé. Il vise à apporter une réponse transversale et concrète aux enjeux de santé de la population sur son territoire. Construit sur une démarche participative, il a permis de définir un projet santé bâti sur trois axes spécifiques, 10 projets, et 33 actions. La période principale 2015-2020 a été consacrée à la mise et la réalisation des actions inscrites au projet santé ainsi qu'au suivi et à l'évaluation de ce dispositif.

Le bilan a été très positif, 30 actions sur 33 ont pu être travaillées. Les actions menées ont fait l'objet d'un financement dans le cadre d'appels à projets lancés par l'ARS, la politique de la ville et la concurrence des finances du Val-de-Marne. Le local de santé - Atelier Santé Ville étant arrivé à échéance en fin d'année 2020, l'agence régionale de santé Île-de-France a fait part de sa volonté de prolonger le dispositif sur la ville de Choisy-le-Roi. Pour cela, il est nécessaire de lancer une nouvelle démarche de préfiguration.

Durant cette période de transition, les grandes campagnes de prévention et de promotion de la santé ainsi que les actions en cours sont maintenues. Il est proposé au Conseil municipal de valider le bilan d'activité 2015-2020 et d'approuver la démarche de préfiguration du local de santé - Atelier Santé Ville de seconde génération. Merci.

M. Id Elouali : Merci bien, Madame Fadli. Des questions, des observations ? Oui.

Mme Desprès : C'est un très bon bilan qui vous est présenté ce soir, je le dis d'autant mieux que c'est mon bilan. Comment, sur les 33 actions qui étaient présentées, 30 ont été réalisées entre 2015 et 2020 ? De nombreuses actions ont mobilisé beaucoup de personnes sur l'ensemble de Choisy-le-Roi. Beaucoup de thèmes sur l'alimentation, le bien manger, ça fera plaisir à Monsieur Ali Id Elouali, ont recueilli un sentiment de nombreux Choisyens, la prévention également sur les différents cancers, le cancer du sein, le cancer du côlon, le cancer de l'utérus. Tous ces cancers ont pu être abordés avec la population, et je dois, sur ces différentes actions, remercier particulièrement l'ensemble des agents du service hygiène et santé qui m'ont toujours accompagné de façon extrêmement importante, et ont rencontré la population toujours avec beaucoup de bienveillance.

D'autre part, il y a eu également des conférences-débats avec l'aide de nos psychologues qui ont toujours été source de débats productifs, notamment sur l'accompagnement des pratiques psychologiques face aux situations interculturelles chaque fois, enfin, pas chaque fois, mais quelques fois problématiques.

Le collectif habitant a toujours été source d'un grand enrichissement. J'ai pu participer pratiquement à tous les collectifs habitants, et ces collectifs étaient particulièrement enrichissants pour les habitants, étant donné qu'ils étaient faits par les habitants pour les habitants de la ville. Donc dans ce cas-là, c'est toujours très positif, car c'est les gens qui connaissent le mieux la ville qui en font part aux autres qui habitent la ville, donc c'est un vrai plus.

Et puis, il y a cette semaine santé qui est devenue vraiment un phare du CLS ASV parce qu'un grand nombre de services municipaux ont participé, avec énormément de partenaires, des thèmes tous les ans renouvelés, le temps festif partagé avec la population, tout en ayant toujours à l'esprit que la santé pour tous était le premier objectif. J'espère vraiment que les années qui s'ouvrent seront aussi fructueuses que celles évoquées ce soir.

L'action numéro 12 s'intitulait : « accompagner la création d'une Maison de santé pluridisciplinaire dans le quartier des Gondoies ». On m'a dit qu'actuellement, quelques mouvements se faisaient sur le terrain. Je dois dire que j'ai été contactée par plusieurs personnes qui habitent le quartier, mais n'ayant pas de réponse, je n'ai pas su répondre sur ce qu'il se passe actuellement sur le terrain. Donc si quelqu'un a la réponse, je suis preneuse. Je vous remercie.

M. Id Elouali : Merci, Madame Desprès. Y a-t-il d'autres observations ou puis-je soumettre au vote ? Je n'en vois pas.

On soumet au vote...

M. le Maire : Non, j'ai des réponses à apporter à Madame Desprès.

M. Id Elouali : Je ne vous avais pas vu, Monsieur le Maire. Bien sûr, allez-y, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Effectivement, il y a eu des bonnes choses faites par le passé, mais bon, quand même, depuis que nous sommes arrivés, on a quand même remis autour de la table Orly, Choisy-le-Roi parce que le fameux contrat centre depuis X années. Pardon ? Oui, mais vous permettez qu'on dise quand même quelque chose qu'on a quand même fait ? Bon. Ça va. Et encore une fois, on n'interrompt pas. Nous sommes là pour servir les Choisyennes et les Choisyens, je ne vois pas pourquoi on devrait supprimer ce qui rend service aux

Choisyennes et aux Choisyens. Je suis moi-même Choisyen depuis un certain nombre d'années, Madame Desprès. Ça aussi, j'aimais bien, avec les films.

Rires

M. le Maire : Il y a eu aussi ce travail à atteler, ça n'a pas été simple, parce que j'ai découvert le monde, et ça tiraille un peu. L'autre ne voulait pas parler à machin, que ceci, « Je me retire » ... Bon, enfin. C'est aussi une bonne nouvelle. On a réactivé tout ça, on subventionne et ça repart. C'est bien nécessaire, ça rejoint nos discussions de tout à l'heure sur le handicap, même s'il ne s'agit pas du même, c'est un degré divers, mais on est attentif à ça, cette solidarité qui doit aller vers les familles ou ces personnes qui ont besoin d'aide, d'assistance, d'accompagnement. Bien sûr, nous sommes présents.

Ensuite, sur les mouvements de terrain qu'il y a aux Gondoles. Oui, c'est parce que contrairement à ce qu'on nous avait dit, qu'on supprimerait la Maison de santé, on ne supprime pas la Maison de santé. Il y a eu un combat difficile avec le promoteur, parce que nous estimions que la ville était quand même un peu spoliée. Nous avons rectifié tout ça, nous avons eu un petit bras de fer. Il restitue, d'ailleurs, près de 300 m² à la ville pour l'euro symbolique, ce qui nous permettra de faire un îlot de fraîcheur pour les Choisyennes et les Choisyens. C'est pour ça que ça a demandé plus de temps. Donc cet accord a été trouvé. La ville y a retrouvé, quand même, un bénéfice supplémentaire. Nous avons réussi à amender l'aspect architectural qui n'est vraiment pas ce que nous aurions choisi, mais par rapport au low cost, comme je l'ai dit à l'architecte qui avait été retenu, il y a un progrès. Apparemment, ça ne lui a pas plu, mais bon, ce sont les goûts et les couleurs.

Et donc, ces mouvements de terrain, c'est parce qu'effectivement, c'est le début des travaux. D'ailleurs, nous allons rappeler le promoteur, parce que oui, il y a eu ces mouvements de terrain, et là, ça va s'accélérer puisqu'il doit monter. Il rencontrerait a priori des difficultés, il nous a sollicités, sur la crèche qui doit se situer en rez-de-chaussée. Donc nous allons examiner ça avec lui, mais c'est une opération privée. Il faut qu'il assume aussi. Il nous sollicite pour prendre des lits, on n'est pas contre, tout dépend bien sûr des prix qu'il veut fixer. On est là pour que ça avance. Il a lancé le début de ses travaux, on va lui passer un coup de fil quand même pour qu'il accélère. Le permis est accepté, tout est en route. Il était déjà accepté, donc ce bras de fer qu'on a eu avec lui, nous étions donnés perdants, là aussi, parce qu'il avait tout en main. On ne pouvait pas s'opposer à ce qu'il voulait faire. Mais à force de discussions et de persuasion... Ce n'est pas rien qu'il nous restitue 300 m² pour l'euro symbolique, quand même. Mais donc la construction devrait être lancée, on va lui passer un coup de fil pour savoir effectivement. Depuis qu'il y a eu ces mouvements de terrain entre-temps, ça a l'air de stagner. On va l'appeler. Nous allons l'appeler. Merci.

Y a-t-il d'autres observations ? Non.

Le vote. Vote contre ? Non. Abstentions ? C'est voté, merci.

La délibération n°10 est adoptée à l'unanimité

HABITAT

→ 11. Contrat de relance du logement entre l'État, l'Établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre et la commune de Choisy-le-Roi

M. le Maire : Monsieur Druart présente, Monsieur Druart a la parole.

M. Druart : Bonsoir à tous. Nous allons aborder le contrat de relance du logement entre l'État, l'EPT et la commune de Choisy-le-Roi. Dans le cadre du plan France relance, l'État

propose une aide à la relance de la construction durable, acronyme ARCD, destinée aux territoires bâtisseurs. Tout à l'heure, on parlait de dépenses. Là, je vais apporter « la pierre à l'édifice », une petite aide.

Le fonds pour l'année 2021/2022 est de 175 millions d'euros, donc le contrat de relance du logement dont la signature doit être faite avant le 31 mars 2022 comprend les autorisations de bâtir, donc les permis de construire entre le 1er septembre 2021 et le 31 août 2022. Ce sont donc des logements publics, privés, mais aussi des résidences spécifiques. Il a été défini après moult allers-retours des objectifs pour la commune de 599 logements. Et donc, le montant de l'aide est fixé à 1500 euros par logement, dont les conditions seront expliquées dans le document. Il faut que ce soient des permis de construire qui comprennent plus de deux logements et avec une densité supérieure à 0,8. Vous avez en annexe une liste non définitive et à titre d'information, je le précise, des programmes retenus et du nombre de logements. Parmi ces 599 logements identifiés, 595 seront éligibles à l'aide financière, et je vais dire que le montant total de cette aide potentielle qui sera versée en fin d'année est de 892 500 euros, mais peut varier à la hausse parce qu'on peut, à la suite de la fin de la période de dépôt des permis, augmenter jusqu'à 10 % le nombre de logements éligibles.

Je remercie tout particulièrement les services habitat et urbanisme pour le travail qui a été fait pour que la ville puisse bénéficier de cette aide. Merci.

M. le Maire : Je vous donne la parole, mais quelques précisions quand même. C'est important.

En fait, c'est le territoire qui porte le dossier. Ce qu'indiquait la préfète à notre président de territoire, c'est que les premiers présentés seront les premiers servis. Vous voyez, Monsieur Hutin, par rapport aux recettes et vos collègues, vous voyez, ce n'est pas rien. C'est-à-dire que nous, ça nous ferait une recette quand même de 892 500 euros. Nous ne l'avons pas inscrite au budget, c'est trop aléatoire, mais ça fait partie d'une liste. Ce que je peux vous dire, c'est que sur le budget, nous aurions pu mettre, sans être taxés de mauvaise foi, au moins 4 millions d'euros de recettes. Nous ne les avons pas inscrits. Sur ces 4 millions que nous n'avons pas inscrits, nous sommes certains qu'au moins deux millions sont certains, et à 60 % les deux autres. Mais nous n'avons pas inscrit ces 4 millions de recettes que nous aurions pu inscrire. Peut-être le seront-elles au BS. Nous ne prenons pas de risque.

Quand on a dit ça, on a sauté au plafond. Et quand on a entendu les : « C'est le territoire qui présente, les premiers arrivés seront les premiers servis, il n'y en aura pas pour tout le monde, », là, tous unis au territoire, vous avez la liste des villes, nous espérons bien que le T12 soit éligible. C'est pour ça que nous avons fait fissa et présenté très rapidement ce dossier. Je remercie le service et la direction qui ont travaillé là-dessus, et on croise les doigts, parce que pour une fois, c'est une bonne nouvelle.

Monsieur Didier Guillaume.

M. Guillaume : Comme je me suis exprimé à la commission urbanisme sur ce sujet, bien évidemment, on soutient la démarche. Pour une fois que l'État peut abonder sur des projets d'urbanisme tels que celui-là... Parce qu'on se rappelle malheureusement la fameuse histoire des carroyages et l'ANRU 2 où les villes qui avaient commencé à s'engager sur du renouvellement urbain sur une partie de la ville n'ont pas pu poursuivre l'ANRU 2. C'est ce qui nous est arrivé sur Sartrouville et la place Jean-Jaurès notamment. Ça évidemment, nous l'avons dénoncé à l'époque. Et donc, il était important de faire en sorte que Choisy-le-Roi puisse s'engager dans cette loi sur ce plan de relance qui est pour un coût, en espérant, et en effet en faisant le nécessaire sur l'ensemble des communes pour que tout le monde puisse avoir son dû. En tout cas, nous voterons bien évidemment cette délibération.

M. le Maire : Merci. Y a-t-il d'autres observations ? Non. Nous allons procéder au vote. Y a-t-il des votes contre ? Non. Donc c'est voté à l'unanimité, merci à vous.

La délibération n°11 est adoptée à l'unanimité

URBANISME

→ 12. Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière conclue entre la commune de Choisy-le-Roi, l'Établissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre et l'Établissement Public Foncier d'Île-de-France

M. le Maire : C'est Monsieur Ali Id Elouali qui nous présente cette résolution.

M. Id Elouali : Merci, Monsieur le Maire. Il s'agit d'une extension de convention. Petit rappel rapide, on a une convention qui date de février 2021 entre notre ville d'un côté, l'EPT Grand Orly Seine Bièvre et l'EPFIF pour conduire une politique ambitieuse qui doit déboucher sur la production de quelque 400 logements de 25 000 m² d'activités. Sauf que le périmètre initial de la délégation ne comprenait pas le site qui est situé avenue de Choisy, pour le nommer, il s'agit bien sûr du site occupé aujourd'hui encore par des activités industrielles de Renault.

Du coup, pour anticiper la mutation de ce site et pour justement se doter d'une maîtrise, je parlais tout à l'heure en préambule du ROB de la nécessité de maîtriser notre développement, eh bien à la ville, nous croyons bon que la convention doit intégrer une modification qui puisse élargir et intégrer ce site, pour rappel, d'une surface totale de 10 ha, soit 8,7 pour les deux parcelles qui sont situées à Choisy-le-Roi. Donc il est proposé que la ville sollicite l'EPT, parce que c'est lui qui a la compétence pour que le périmètre soit modifié afin d'intégrer le site Renault en application de la convention soumise à l'approbation du Conseil municipal. Voilà ce qu'il en est.

M. le Maire : Monsieur Didier Guillaume.

M. Guillaume : C'est une explication de vote sur cette démarche d'enrichissement de l'OIN et du partage foncier avec l'EPFIF. Ce n'est pas une petite extension de convention, c'est un sujet en soi qui est important. Nous savons tous que ce site se situe sur le terrain de l'usine Renault, où se trouve cette usine historique de 70 ans. Nous voterons cette délibération tout en exprimant un regret et un point de vigilance.

Le regret, vous ne vous étonnerez pas de quel regret je vais parler, parce que le vendredi 5 juin 2020, j'étais à l'initiative d'un courrier collectif cosigné par six parlementaires val-de-marnais représentant les groupes politiques UDI, République en Marche, LR, FI et PCF par le président aussi du département de l'époque, le président de région bien connu du côté de L'Haÿ-les-Roses. Et donc, nous avons adressé à l'époque à la direction de Renault ce courrier exprimant notre refus collectif de laisser partir les emplois et l'expertise des salariés, donc nous regrettons que la suite du combat avec les salariés n'ait pas été à la hauteur des espérances de nombreuses familles qui vivaient par l'activité. Le choix du groupe Renault et de l'État de mettre en œuvre le plan de restructuration avec notamment le transfert à Flins est en cours de réalisation. C'est aujourd'hui une réalité, une réalité difficile à accepter, mais il en est ainsi et c'est regrettable.

Ce qui m'en vient à parler du point de vigilance. Ce site est historiquement industriel, il est défini de la sorte dans le PLU. Ce secteur, il me semble, doit rester identifié comme un territoire industriel et productif. Il s'agit d'être attentif afin que les projets à venir favorisent l'implantation d'activités économiques, d'activités innovantes, activités durables, source d'emploi pour notre bassin en servant ou en développant, d'ailleurs, même l'identité culturelle et historique du lieu.

M. Id Elouali : C'est même l'objectif de cette convention, c'est de garder la main pour qu'on puisse le garder, préserver sa vocation de manière à faire en sorte qu'on puisse en maîtriser le destin.

M. le Maire : Juste quelques précisions d'actualité récente, sans faire l'historique. Bien sûr que c'est tout Choisy-le-Roi qui s'est ému de cette annonce. Je crois que la plupart et l'ensemble du Conseil municipal avait participé à une marche jusqu'à chez Renault pour protester contre cette fermeture. Ensuite, il est très vite apparu, à la lueur des rencontres avec les syndicats, et en très haut lieu, on m'avait dit que de toute façon, ce serait inéluctable et que ça fermerait, et que comme je l'ai dit tout à l'heure, j'ai ma façon de voir les choses avec un certain pragmatisme, et donc j'ai tout de suite pensé à un plan B avec la Chambre de commerce, avec différents comme l'ADEME, avec la préfecture.

Et surtout, ce que je tiens à souligner, je peux regretter, comme mon ancien collègue et comme l'ensemble des conseillers qui sont ici, bien sûr, je peux regretter cette fermeture. Personne ne souhaitait cette fermeture. 70 ans d'implantation chez nous, Renault, comme je l'ai dit, vous avez sans doute lu la presse, mais j'ai été reçu par le président de Renault avec le sénateur Christian Cambon, d'autres sénateurs sont intervenus, et à qui, effectivement, j'ai réaffirmé notre attachement à Renault. J'ai presque dit que c'était notre famille. Malheureusement, enfin, malheureusement, oui, bon ils ont transféré. Le président m'a dit que Renault, de toute façon, le site de Choisy-le-Roi était trop petit, cela en quoi je lui ai quand même réaffirmé que c'était faux, parce qu'il fut un temps, sur l'usine Renault, il y avait près de 1300 salariés. Toute l'extension possible, ne serait-ce que pour garder le savoir-faire, l'école de formation et tout, ils avaient tout sur place. C'est un choix incompréhensible, mais il a fallu se rendre à la réalité. C'est une entreprise privée où quand même l'État possède je ne sais plus, 12 %, 5 ou 20, non, 20 %, est actionnaire et pouvait peser beaucoup plus lourdement que ce qu'il a fait. Je ne désespère pas qu'il le fasse par la suite, parce que nous allons rencontrer... Alors, maintenant, ce sera après les élections, est-ce qu'il sera toujours ministre ? Je n'en sais rien, mais ce sera le prochain ministre qu'on rencontrera parce que nous tenons, et je partage ce qu'a dit Didier Guillaume sur l'identité culturelle. C'est pour cela qu'au-delà de l'économie circulaire qui est porteuse d'emploi, où il y a des demandes, je suis assez optimiste sur l'avenir du site. L'objet de ce soir, c'est de garder la main par l'EPFIF, d'être propriétaire de ces terrains. Ça restera industriel, c'est hors de question que ça tombe aux mains de promoteurs. Ça restera industriel. J'ai réaffirmé à notre président, je sais qu'ils ont un projet, évidemment, il y a Boulogne qui est dessus, mais Renault a 800 voitures. Sa production qui est emmagasinée à Flins, ils ne savent pas trop où l'exposer. Peugeot a un musée, toutes les grandes marques ont un musée. Je lui dis mon intention. De toute façon, si elle ne le fait pas, nous ferons quelque chose sur l'automobile. Il faut que ce lien culturel, historique de l'automobile reste un point d'ancrage à Choisy-le-Roi. C'est un patrimoine industriel aussi, ce bâtiment, ce totem, etc.

Moi, je lui ai dit. Vraiment, je pense qu'avoir le musée Renault, le musée de la voiture populaire à Choisy-le-Roi, ce serait un marqueur fort et aurait énormément de succès. Autour de ce musée bien sûr, on ne va pas rester dans le musée avec le passé, autour, effectivement, il y aura de l'économie circulaire, mais si cette économie circulaire pouvait tourner autour de l'automobile sur effectivement cet héritage culturel hier et demain, je suis sûr que c'est un pari gagnant. Rendre électrique des moteurs d'avant, conjointement, essayer des carrossiers, toutes les spécialités automobiles avec les nouvelles technologies aujourd'hui, ce n'est pas parce qu'ils ont transféré à Flins un certain savoir-faire que le devenir, le savoir automobile, l'apprentissage de l'école et tout ça, ne pourrait pas être installé sur Choisy-le-Roi, mais nous avons aussi de bons contacts, et nous sommes sollicités. Il y a la filière du jouet, puisqu'ils doivent être recyclés. Il y a tout un recyclage des jouets et autres, et tous ces gens-là sont intéressés à venir sur Choisy-le-Roi. Il y a un grand obstacle, c'est que c'est quand même 70 ans d'industrie, j'ai bien peur qu'il faille, en gros, les

salles, une grosse phase de dépollution qui appartient à Renault. Succinctement, nous avons été extrêmement bien reçus, le président était bienveillant. Bien sûr, il nous a assuré du fait qu'il accompagnera, qu'il ne se désolidarise pas de Choisy-le-Roi, et que les premiers...

Il faut que je vous dise aussi pourquoi nous sommes allés voir le président de Renault. Parce qu'il y avait beaucoup de personnes, quand même, qui tiraient la couverture à elles, qui n'avaient pas respecté le pacte que nous avons fait, c'est-à-dire de garder sous silence certaines discussions, etc. D'ailleurs, ceux qui m'ont demandé ça, dès le lendemain, ils avaient une interview dans le journal, ce que je n'ai pas fait. Donc il était temps que Choisy reprenne la main, parce que cette affaire va rayonner auprès de Choisy-le-Roi, mais avant tout, c'est Choisy-le-Roi qui est concernée. Les terrains sont sur Choisy-le-Roi, et c'est Choisy-le-Roi qui aura le dernier mot, bien sûr, mais avec le territoire, avec la région, avec le département, avec tous ceux qui contribueront au devenir, à l'avenir de ce site.

Chose importante aussi, ce sont aussi les salariés qui ont choisi leur avenir, parce qu'en toute discrétion, j'ai rencontré à plusieurs reprises les syndicats avant d'être élu et après. J'ai reçu ici, dans cette salle, toute l'intersyndicale CFDT, CGT. Ils étaient tous ici, avec FO majoritaire. Je leur ai posé la question : quelles suites voulez-vous donner ? « Si vous voulez poursuivre le combat contre la fermeture, mon bureau, mon ordinateur », dont je ne me sers pas, mais quand même, « j'emmène tout dans l'usine, je suis avec vous jour et nuit ». Et c'est eux qui nous ont dit : « Ça va fermer, on nous a fait des propositions ». C'est leur propos. « On nous a fait des propositions, si Renault maintient ses propositions, on patiente jusqu'à janvier », c'était au mois d'octobre. Je tiens à souligner qu'il y avait ici le représentant national CFDT, enfin, un des représentants nationaux CFDT et un autre, qui, eux, voulaient tout péter. Donc je salue l'intelligence, la pondération des syndicats du site de Choisy, parce qu'aujourd'hui, il reste sur les 280 salariés à peu près, je crois qu'il reste 40 ou 50 personnes à recycler. D'ailleurs, notre DRH et leur DRH ont travaillé ensemble pour voir dans les profils, notamment une personne qui habite Choisy-le-Roi, je crois qu'on doit la prendre au service technique, voir si on ne peut pas, nous aussi, récupérer des gens extrêmement bien formés, très sérieux. Ce sont des gens de grande qualité.

Et donc, lorsque j'ai repris contact avec eux, notamment effectivement FO qui sont majoritaires, ils m'ont dit que la plupart des personnes, les accords ont été respectés, beaucoup ont choisi une nouvelle vie avec un chèque confortable, notamment des jeunes, pour partir en province. D'autres, mais c'est une minorité, comme on pouvait s'y attendre, vu la distance, ont choisi d'aller à Flins, d'autres dans d'autres usines Renault. Et à ce jour, je crois qu'il reste une quarantaine de personnes à s'occuper. Ils ne sont pas trop éloignés de la retraite. Voilà pour les informations, où on en est.

Quant au président de Renault, le nerf de la guerre, c'est les terrains. Nous avons fait une étude qui a été présentée, la presse a fait un petit récit là-dessus. Pour l'instant, tant que nous ne sommes pas propriétaires des terrains, il ne peut rien se passer. Tant qu'ils ne sont pas dépollués, il ne peut rien se passer, donc ça va être sur plusieurs années. Mais Choisy-le-Roi gardera la main, rien ne sera fait sans nous, et moi, je suis optimiste, il y aura un avenir industriel sur ce terrain. Toutes les choses sont engagées, et l'EPFIF est ravie de porter ce terrain pour nous. C'était un petit peu long, mais je voulais vous mettre à jour de toutes les informations.

Donc y a-t-il d'autres observations ? Non. Nous pouvons passer au vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci à vous.

La délibération n° 12 est adoptée à l'unanimité

→ 13. Rectificatif de la délibération portant sur la majoration de la part communale de la taxe d'aménagement sur les zones UA, UC et UR (annexion des plans par section cadastrale entière)

M. le Maire : Vous avez en annexe des plans sur section. Monsieur Ali Id Elouali va nous présenter cette délibération.

M. Id Elouali : Oui, Monsieur le Maire. La taxe d'aménagement, le retour pour la troisième fois en débat, et j'espère la dernière. Je vous resitue, donc notre ville avait délibéré favorablement pour l'augmentation de la taxe d'aménagement sur un certain nombre de zones, la zone UA soit de 20 %, zone UC à 20 %, et UR à 20 %, et puis UE à 5 %. Le Conseil municipal du 15 décembre 2021 a corrigé une coquille dans la délibération du 10 novembre, c'était le retour 2, et ce soir, c'est le retour 3. J'espère que c'est l'acte final.

Pourquoi ? Parce que Madame la Préfète nous a demandé d'annexer à la délibération les périmètres concernés qu'on avait envoyés par section, pardon, par plan de zonage. On a envoyé des zonages, et Madame la Préfète nous dit qu'il faudrait qu'on en dispose, mais par section cadastrale. Voilà. C'est dans ce cadre-là qu'il est demandé au Conseil municipal de délibérer de nouveau afin d'approuver et de compléter les annexes manquantes à la délibération initiale, comme ça, Madame la Préfète peut être tranquille et nous aussi.

M. le Maire : Merci. En fait, c'est accepté, mais ils voulaient la cartographie avec.

Y a-t-il des observations ? Non. Les votes. Y a-t-il des votes contre ? Comme la dernière fois... Ils disaient que ça manquait de recettes, on trouve des recettes, ils votent contre.

Rires

M. le Maire : Bon. Vous avez pu compter ? Vous n'avez pas tout compté ? Madame Lemoine, vous votez comment ? Pour ? Très bien. Les contres, c'est par ici, au fond, à côté du radiateur.

Rires

M. le Maire : C'est bon ? OK.

La délibération n° 13 est adoptée.

→ 14. Avis du Conseil municipal sur la demande environnementale relative à l'octroi d'une autorisation préfectorale sur le projet d'aménagement du technicentre « Villeneuve-Demain » sur la commune de Villeneuve-Saint-Georges

M. le Maire : C'est la fameuse délibération sur table. Monsieur Ali Id Elouali nous présente la délibération.

M. Id Elouali : Merci, Monsieur le Maire. Donc un sujet qui fait grande actualité à Choisy-le-Roi, notamment dans le quartier des Gondoles Sud.

Alors, de quoi il s'agit ? Il s'agit, Monsieur le Maire, chers collègues, d'un projet qui est porté par la SNCF, qui, je dirais, en perspective des JO, a engagé tout un travail de modernisation de son trafic ferroviaire sur les lignes D et R, et ce depuis 2016. Aujourd'hui, la SNCF aménage tout un technicentre, et donc un projet d'une ampleur importante qui est extrêmement intéressant d'un point de vue économique, je dirais même d'un point de vue écologique, car je rappelle quand même qu'il s'agit de moderniser des outils de transport collectif, et donc qui offrent aussi d'autres alternatives aux voitures. Et bien sûr, ça a un sujet

aussi économique, parce que c'est un projet qui participe à l'attractivité de notre ville, du département et du territoire d'une manière générale. C'est un projet qui, de ce côté, doit drainer des emplois. On sait très bien que cette question d'emploi est une question cruciale qui nous préoccupe, il faut dire ce qu'il y est. Sur le projet en lui-même, nous n'avons rien à dire, bien au contraire. On ne peut que l'accueillir favorablement en l'état.

Le problème, et c'est là que nous avons de très fortes réserves, c'est que considérant que l'importance des travaux est d'une durée de 4 ans et d'un montant d'environ 500 millions d'euros, considérant aussi, et c'est important, que le trafic attendu aura très certainement un impact et des conséquences importantes en termes de nuisances pendant la durée du chantier sur la commune de Choisy-le-Roi, notamment sur la RD 38, qui est déjà par ailleurs fortement sollicitée, considérant également, et c'est important, la nécessité d'avoir des informations complémentaires sur la gestion du chantier. Aujourd'hui, on n'a pas ces informations, notamment sur les flux routiers engendrés et sur la nécessité d'un chantier vertueux afin de minimiser l'impact environnemental sur les constructions à proximité immédiate, le Conseil municipal émet un avis défavorable. Mais avis défavorable, Monsieur Fondeneige, un avis défavorable assorti de demandes d'informations complémentaires sur le trafic et la gestion des déchets qui seront générés par les travaux d'aménagement, et également des informations complémentaires qui portent sur l'accès au site par des modes de transport minimisant les émissions de gaz à effet de serre, facilitant le stationnement sécurisé de vélos et prévoyant une réflexion du type plan de déplacement d'entreprise pour encourager cette évolution.

En gros, à défaut de garantie sur le cadre de vie des Choisyens, à défaut de garantie sur le bon déroulement de ce chantier, notre conseil, en tout cas, nous, on propose d'émettre un avis défavorable. On invite également, et c'est important, la SNCF à organiser une réunion publique auprès des Choisyens et des Choisyennes pour qu'ils expliquent justement tous les tenants et les aboutissants de ce projet.

Voilà ce qu'il en est, Monsieur le Maire. J'insiste encore une fois sur l'intérêt fortement stratégique du projet, mais j'insiste tout autant sur les incidences et les conséquences qu'un projet d'une telle ampleur pourrait avoir sur le cadre de vie de nos habitants.

M. le Maire : Oui, je vous donne la parole.

C'est vraiment difficile, parce que le projet est bon économiquement et même pour l'avenir du RER B. Mais enfin quoi ? Il s'agit de la SNCF. Ils ont les voies sous la main, et nous, nous sommes prêts à revoir notre position, mais on veut l'assurance que les gravats, tous les déchets générés par ce chantier soient évacués par voie fluviale ou par feroutage. Il est temps, quand même. Nous connaissons tous la situation de notre ville, entre Rungis, les camions, le combat pour le train des primeurs. Ça suffit, quand même. Qu'on prenne un peu en compte le cadre de vie des gens, qu'on respecte notre ville. Je ne dis pas qu'ils ne la respectent pas, mais bien souvent, on se le demande. Effectivement, il faut une réunion publique avec les habitants, qu'on s'exprime, qu'on échange. Moi, je pense qu'il est tout à fait... Et puis, on parle de développement durable, il y a eu la semaine du développement durable, tout le monde à ce mot-là sur les lèvres, tout le monde est conscient, et puis là, on va avoir pendant cinq ans des défilés de camions. Ce n'est plus possible. D'ailleurs, dans nos quartiers, ça commence à s'émouvoir, car ça se sait. Autant faire une réunion publique, autant avoir des assurances, et on pourra émettre à ce moment-là un avis favorable. En l'état, nous proposons de voter contre.

Je vous donne la parole, je crois que Madame Gaulier avait demandé la parole en premier, et après, il y a Monsieur Aoummis.

Mme Gaulier : Bonsoir. Effectivement, je souhaitais intervenir, puisqu'hier, il y a eu la deuxième séance de l'enquête publique, et avec ma collègue Hancès Sasu, qui est en charge du quartier des Gondoles Sud, nous nous sommes rendues à cette réunion parce que j'ai trouvé que c'était intéressant d'être à l'écoute effectivement des représentants. On n'était pas très nombreux, mais des représentants d'associations et également des habitants sont venus exposer les problématiques, dont certaines personnes qui avaient vraiment étudié le dossier de façon très importante. Il y a aussi la problématique des crues qui a été évoquée. Effectivement, je pense que dans ce projet, il faut bien déconnecter le projet économique qui est sur Villeneuve-Triage, et puis les conséquences que nous avons, nous, Choisy-le-Roi surtout le va-et-vient. J'ai le souvenir par exemple, et c'était un chantier beaucoup moins important, des problématiques rue du Four quand il y avait eu le gros chantier... Non, ce n'était pas rue du Four... Le gros chantier au bout de l'avenue Anatole France, le chantier Fonderie Fine merci, je cherchais le mot. Là, je sais qu'à l'époque, beaucoup de riverains s'étaient plaints, surtout avec la proximité d'une école, des conséquences des camions qui passaient même quelquefois sur les ponts, alors que c'était interdit. D'ailleurs, la question a été évoquée, on peut faire des panneaux d'interdiction, mais encore faut-il pouvoir les coincer.

J'ai aussi envie quand même, j'entends beaucoup parfois, certains se plaindre de la majorité présidentielle, moi aussi j'ai envie de mettre mes petits cailloux. Cette question, elle n'est pas récente. Ça fait au moins 20 ou 30 ans qu'on parle de ce problème de la départementale. Alors, pour que ce soit clair pour tout le monde, c'est la départementale qui part de Alfortville jusqu'à Villeneuve-Triage et qui longe la Seine. Ce n'est pas une question qui date d'aujourd'hui. Ça fait 20 ou 30 ans. Et moi, je souligne le manque d'anticipation dans les anciennes majorités départementales et municipales. Le problème existait, on a même à un moment donné élargi la route à l'avenue Villeneuve-Saint-Georges pour permettre et faciliter l'accès des camions. Je pense que c'est avant tout une question vraiment d'anticipation. Maintenant, la solution, il va falloir à un moment donné la trouver, parce que c'est une zone qui est en fort développement avec beaucoup de projets. Ce n'est pas possible, sur l'avenue, les riverains ne peuvent pas supporter cela. Certains se sont plaints aussi qu'on retrouve des camions dans les quartiers. C'est quelque chose qui n'est pas acceptable.

M. le Maire : Merci, Danièle. C'est un sujet qui remonte même à 50 ans. Mais bon, si tout le monde s'est battu quand même contre ce truc, il s'agit là effectivement de ce problème, et puis du fameux pont sur la Seine qui nous manque, et puis de la déviation. C'est vrai qu'on avait imaginé la déviation par là. Madame Luc avait imaginé... Malheureusement, c'est le pot de terre contre le pot de fer actuellement, et c'est pour cela que nous réaffirmons... Et une précision, Monsieur Ali Id Elouali a raison d'attirer mon attention, il ne faut pas voter contre la résolution, il faut voter pour la résolution qui dit que nous sommes contre... Voilà. On vote pour la résolution qui dit qu'on émet un avis défavorable, en l'état, sans assurance. On pourra changer d'avis, si on a des garanties là-dessus.

M. Aoummis : Bonsoir, ça tombe très bien, nous nous apprêtons à voter contre la première délibération, du coup, cette seconde est plus conforme à notre inquiétude. Pour l'opposition, la première délibération manque un peu de ton musclé, il fallait la réécrire pour qu'elle soit un peu plus conforme à l'esprit. On est en train de discuter actuellement.

J'attire juste votre attention suite à ce que vous dites sur cette RD 138. C'est 9 000 véhicules par jour, dont 700 poids lourds. C'est considérable. Effectivement, prendre en considération, rajouter d'autres véhicules de différentes natures, conséquences de ces travaux, dans l'état actuel, en tout cas, de la première délibération, l'esprit de la première délibération, c'était juste suicidaire. C'est quelque chose qui, évidemment, qu'il ne fallait pas accepter. Puisqu'on est sur autre chose, et puisque l'article 4 de cette nouvelle délibération donne un avis défavorable, on votera pour.

M. le Maire : D'ailleurs, j'ai vu qu'il y avait écrit RD 86, mais j'ai demandé à ce que l'on rajoute toutes les départementales impactées, ce sera rajouté. On la refait sur le tard, effectivement, mais ce sera bien mentionné.

Qui a demandé la parole ? Didier Guillaume, et après, Monsieur Fondeneige.

M. Guillaume : Je ne souhaitais pas non plus intervenir dans le débat, puisque Monsieur Aoummis a fait part de notre point de vue, je souhaitais juste réagir aux propos de Madame Gaulier et Monsieur le Maire pour prolonger votre propos. Je ne peux pas laisser dire que rien n'a été fait, qu'il n'y a pas eu d'anticipation. Madame Gaulier, je vous invite à relire l'ancien schéma de transports d'Île-de-France, où les deux ponts, le pont nord et le pont sud, étaient déjà inscrits à l'ancien schéma. Ils n'ont jamais été financés par l'État, état de gauche à l'époque. Donc c'est une histoire qui est ancienne, qui est très vieille. Et en plus, nous subissons aujourd'hui le fait que le pont Wilson est interdit aussi aux camions, et donc nous sommes dans une impasse. C'est le cas de le dire, c'est l'impasse de la RD 38 qui fait qu'automatiquement, tout le transport se fait au milieu de Choisy-le-Roi. Et donc, je pense que c'est important, il y avait déjà eu une action, notamment des études qui ont été faites, de nombreuses études. Paix à son âme, mais l'ancien maire, Daniel DAVISSE, disait même, et je pense que Monsieur le Maire actuel s'en rappelle, qu'avec l'ensemble des études qui ont été faites, on aurait déjà pu construire les deux piliers du pont qui traverse la Seine.

Il faut savoir qu'actuellement, un projet est en cours dans l'Essonne, d'une traversée de Seine. Je pense que c'est débattu ou discuté aussi au sein du territoire grand Orly Seine Bièvre, qui pourrait désenclaver cette partie-là, une partie des transports. Mais ça ne réglerait pas, bien évidemment, le problème Choisyen et des flux de camions, d'ailleurs, ce qu'on appelle les camions des derniers kilomètres sur Choisy-le-Roi.

Et au regard de la masse budgétaire que représente ce projet de la SNCF, l'étude qui a été faite de la déviation Nord/Sud, qui pourrait aller jusqu'au carrefour Pompadour, pourrait très bien être mise dans une démarche de globalisation du projet qui ne coûterait pas si cher que cela à la SNCF, et permettrait d'avoir une circulation dans le site, mais aussi permettre d'éviter que le quartier des Gondoles soit sans cesse sous cette pollution qui est dégradante... Non, qui dégrade. Excusez-moi, je suis fatigué, comme tout le monde, qui dégrade un peu le cadre de vie de nos Choisyens.

M. le Maire : Monsieur Fondeneige.

M. Fondeneige : Merci, Monsieur le Maire. Je me réjouis de ce vote défavorable en l'état, tout en me réjouissant de la création de ce technicentre qui est un technicentre d'entretien du nouveau matériel acheté par la région Transilien devant remplacer les actuels RER D et RER H. Il faut savoir qu'on parle d'un projet de 200 emplois en termes de nombre d'emplois, et que Choisy-le-Roi est considéré, pardon, je suis aussi fatigué, je vous présente mes excuses à tous, est concerné à double titre puisque certes, nous sommes l'axe principal, comme l'évoquait Monsieur Guillaume, de par l'interdiction aux poids lourds du pont Wilson qui, d'un point de vue technique, peut recevoir les poids-lourds et qui a été financé justement pour cela par la région, par l'État et par de multiples partenaires, et que la maire de Villeneuve-Saint-Georges de l'époque avait fait tout un lobbying pour qu'elle puisse mettre des blocs de béton pour empêcher les camions de tourner. C'est un équipement public qui a été dimensionné pour nous soulager un petit peu de tout ce qui arrive de la branche Sud de l'Île-de-France, qui a été complètement bloquée par le travail d'une municipalité à l'époque, ce qui était déjà en soi un scandale. C'est vraiment un beau projet, mais qui en l'état n'est pas bon.

Et pourquoi ça concerne Choisy-le-Roi sur un deuxième point ? Peu de Choisyens le savent, et je pense qu'il est bon de le rappeler, une partie du territoire de la commune est sur Villeneuve-Triage. Le projet s'appelle « Triage Demain », mais en même temps, Choisy-le-Roi est concerné, les gens ne le savaient pas, parce que ce qui va être construit, et les taxes professionnelles qui vont être faites d'une partie de ce nouveau centre, nous en aurons un subside, certes, mais moins grand que Villeneuve-Saint-Georges, puisque notre parcelle cadastrale n'est évidemment pas aussi développée, mais nous avons un débat sur les recettes, et c'est aussi un pôle d'avenir pour notre ville avec une vision un peu terre-à-terre, qui est tout à fait intéressante. En l'état, je ne peux que constater, comme tout le monde, que la RD 38, on en peut plus. Ça va aussi concerner les Gondoles Nord, puisque ce sera par l'arrivée du carrefour Pompadour de l'A86 sur la RD 186, donc le long du parc. Et là, nous avons déjà un trafic, nous sommes sur un axe de plus de 20 000 véhicules jour en l'état, donc il faut absolument que Transilien SNCF entende que, comme vous le disiez tout à l'heure, ils vont construire un bâtiment pour des trains, tout un complexe pour des trains au milieu de rails, et que c'est une aberration économique, écologique de non-respect des habitants aussi sur Villeneuve Triage, parce qu'ils vont y avoir droit aussi. Que de ne pas envoyer des wagons et de mettre les gravats dedans.

M. le Maire : Très bien, merci, Monsieur Fondeneige. Y a-t-il d'autres observations ? Non. Monsieur Id Elouali, allez-y.

M. Id Elouali : Très rapide, je saisis l'occasion pour dire qu'on a là un sujet, tout à l'heure, on parlait de combats, coma, etc. Je me félicite, j'espère qu'on va s'acheminer vers un vote unanime, et c'est un signal fort qu'on envoie à la préfecture. Je sais très bien que tous les élus de majorité, opposition, mais c'est important aussi, et je remercie également la mobilisation citoyenne à travers les différents collectifs, le collectif qu'on identifie, qui a eu aussi un rôle de vigilance, d'alerte. On a besoin de cette énergie parce qu'il faut bien reconnaître que notre signal est un signal fort. Hélas, il doit inaugurer toute une partie de combat et un bras de fer par rapport à cette décision. J'ose espérer que ce n'est pas complètement fermé, mais en tout cas, c'est un combat à mener avec les élus et les citoyens. Voilà, merci encore.

M. le Maire : Très bien. Je crois qu'on peut passer au vote.

Je précise bien, nous votons, pour ceux qui sont contre le projet, nous votons pour cette résolution qui dit que nous sommes contre. Donc y a-t-il des votes contre la proposition où il faut voter pour ?

Rires

M. le Maire : Il n'y en a pas. Y a-t-il des abstentions ? Il n'y en a pas, donc c'est voté pour à l'unanimité contre le projet en l'état. Qu'on nous amène des garanties, et on verra.

Merci. Est-ce que la direction a bien suivi ? Oui. Très bien.

La délibération n° 14 est adoptée à l'unanimité

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

→ 15. Approbation de la convention d'occupation et d'usage des jardins familiaux et fixation des tarifs de location des parcelles

M. le Maire : Toujours Monsieur Id Elouali, je vous en ai un peu parlé tout à l'heure.

M. Id Elouali : C'est ça, on va être très rapide. Nous sommes tous fatigués, il se fait tard. Là, il s'agit d'une convention somme toute classique d'occupation à l'usage des jardins familiaux. Cela concerne la parcelle dont on a fait l'acquisition, Monsieur le Maire en a rappelé un peu l'objectif et l'objet, c'est-à-dire d'en faire une ferme urbaine, mais en attendant, nous avons des gens qui sont déjà sur place. Ils sont au nombre de 84 foyers, et là, c'est une convention qui doit cadrer l'utilisation ou l'usage tout simplement précaire des parcelles.

Ce qu'il faut surtout retenir, c'est qu'on a, la délibération, ce qu'elle propose, c'est que désormais, les Choisyens seront prioritaires dès qu'il y a une parcelle qui sera disponible, c'est important, et puis, il fixe également une part fixe de 100 euros par tranche de 200 m², et d'un coût de location de 60 centimes le mètre carré par an. C'est une convention annuelle par tacite reconduction, et c'est tout simplement ce qu'il y a à retenir d'important par rapport à cette délibération.

M. le Maire : En plus d'avoir acquis cette parcelle, il y a un gros boulot dessus. Il y avait vraiment de tout sur la parcelle. On découvre des jardins familiaux avec certains qui ont des petits abris de jardin de 800 m², donc on s'est demandé ce qu'ils pouvaient faire avec ça. C'est pour ça qu'on s'est appuyé sur le CAIE, sur un géomètre. On a dû cadastrer, s'y retrouver pour connaître vraiment les parcelles, les propriétaires. Il y a un type qui s'était aussi autoproclamé agence immobilière, qui faisait payer les copains. Vraiment, on était chez les Indiens et les cow-boys. Alors, le shérif est arrivé, donc on cadastre tout, on a officialisé des baux précaires avec les occupants en leur précisant bien que ça pouvait durer six mois, un an, deux ans. Ils sont prévenus. On remet de l'ordre là-dedans pour avancer. C'est un gros boulot qui est mené, mais au moins, les choses seront claires.

Y a-t-il des observations ? Non, très bien. Y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Monsieur le DGS, vous allez pouvoir continuer votre petit boulot en faisant vos traits, vos petites parcelles, c'est chouette.

La délibération n°15 est adoptée à l'unanimité

→ 16. Approbation de la convention partenariale avec le conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) pôle « Agence de l'énergie » pour la période 2022-2023

M. le Maire : Monsieur Chirrane à la parole.

M. Chirrane : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues. Bravo aux Choisyens qui nous suivent encore. On devrait terminer avant 1h du matin.

M. le Maire : Ils nous suivent tous.

M. Chirrane : J'imagine bien. J'ai quand même demandé à ma mère d'aller se coucher.

Pourquoi cette convention partenariale ? La commune compte actuellement 19 600 logements, chiffre INSEE 2019, composé de 85 % de logements individuels, maisons individuelles, et 60 % de copropriétés construites avant 1974. Dans le lot, on peut imaginer qu'il y a un certain nombre de ces logements qui sont très énergivores pour la simple et bonne raison qu'à l'époque, les questions de consommation et des réglementations thermiques du bâti n'étaient peut-être pas la préoccupation première des pouvoirs publics. Afin d'améliorer, d'accompagner surtout, l'amélioration énergétique du bâti, la ville peut, à travers des partenariats avec l'agence de l'énergie et le CAUE, mettre en place des actions d'accompagnement des foyers en proposant des conseils neutres objectifs et gratuits sur la maîtrise de l'énergie dans l'habitat, technique d'isolation, de chauffage, analyse de factures, informations sur les aides financières disponibles à l'amélioration du bâti, etc.

C'est le but de cette convention, cette convention est proposée dans ce cadre. Le partenariat qui se réunit ici permettrait de développer des actions dans cette direction en faveur de la rénovation énergétique, de l'amélioration du bâti, de l'urbanisme et de l'architecture. Elle est conclue pour une durée d'un an, elle est renouvelable deux fois maximum par tacite reconduction, et elle se fait moyennant le versement d'une contribution annuelle de la ville au CAUE de 9100 euros.

Il est donc demandé au Conseil municipal d'approuver cette convention qui acte le partenariat entre la ville de Choisy-le-Roi et le CAUE, l'agence de l'énergie, et d'autoriser donc le maire ou son représentant à la signer.

M. le Maire : Merci. Y a-t-il des observations ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté, merci.

La délibération n°16 est adoptée à l'unanimité.

→ 17. Avis du Conseil municipal sur la demande environnementale relative à l'octroi d'une autorisation préfectorale sur le projet de géothermie porté par le Syndicat Mixte pour la production et la distribution de la chaleur à Alfortville (SMAG)

M. le Maire : Monsieur Chirrane, qui continue pour cette délibération.

M. Chirrane : Merci, Monsieur le Maire. C'est un petit peu plus technique, je vais prendre un peu plus de temps, ça nous concerne d'une façon un peu plus vive. Le SMAG, syndicat mixte Alfortville géothermie, pourquoi sommes-nous invités à nous prononcer sur cette affaire ? Elle pourrait, je dis bien elle pourrait, avoir des conséquences fâcheuses à l'avenir pour l'avenir de notre production de chaleur.

Ce qu'il faut savoir, c'est que depuis les années 80/90, le SMAG exploite pour le compte de la ville d'Alfortville tout un réseau de chauffage qui passe par de la géothermie. Le SMAG joue le rôle de notre syndicat intercommunal de chauffage urbain Choisy/Vitry et exploite un puits situé sur le territoire de ville actuellement depuis 30 ans. Aujourd'hui, ce puits de forage géothermique est à bout de souffle, et la capacité de production de chaleur depuis ce puits est en déclin irréversible. Pour cette raison, la ville d'Alfortville et le SMAG souhaitent abandonner le doublet existant et réaliser un nouveau doublet sur un point du Dogger. Ça fait beaucoup de termes techniques, je vais vous expliquer tout ça.

En clair, Alfortville a un nouveau projet de géothermie, mais pas sur son territoire. C'est là que la ville de Choisy-le-Roi est concernée à double titre. Pour vous expliquer ce qu'est un doublet et un Dogger, je vais improviser façon Michel Chevalet. La géothermie, comment ça marche ? Géothermie du double terme grec, géo, terre, et thermos, chaleur. Vous comprenez qu'on vient puiser la chaleur qui se situe sous la terre. En clair, on capte l'énergie géothermique en creusant à plusieurs centaines de mètres dans les profondeurs de la terre à partir d'un premier puits pour y pomper de l'eau dans la nappe aquifère contenue dans une formation géologique datant du jurassique moyen, c'est ce qu'on appelle le Dogger. L'eau s'y trouve naturellement chauffée à des températures qui peuvent aller au-delà de 75 °C. L'eau chaude sous pression naturellement remonte en surface chargée de calories d'énergie thermique.

Étape 2 : on capte cette énergie et ces calories, et on les utilise soit directement pour alimenter un réseau de tuyaux qui servent à la production de chauffage et d'eau chaude, soit on convertit partiellement ces calories en énergie comme de l'électricité, par exemple.

Étape 3 : L'eau, une fois dépossédée de son pouvoir calorifique, thermique, une fois redevenue froide et réinjectée dans les profondeurs de la terre par un second puits à environ

1200 mètres du premier puits de pompage, c'est ce système en double puisqu'on l'appelle le doublet.

Donc le Dogger, c'est une formation géologique qui date du jurassique moyen, le doublet, c'est le système de double puits que la France est un des rares pays à utiliser, et qui est très performant. Voici pour les explications techniques. Maintenant, en quoi sommes-nous concernés ?

Brouhaha

M. Chirrane : Je ne recommence pas l'explication technique. Alors, en quoi sommes-nous concernés ? Il faut savoir que les sous-sols du Val-de-Marne révèlent un fort potentiel de géothermie. En réalité, le Val-de-Marne est le département francilien, voir même le département français, dans lequel le potentiel géothermique est le plus fort. On a 17 puits géothermiques sur le Val-de-Marne, ce qui représente à peu près la moitié du nombre de puits franciliens, sachant que l'Île-de-France est la région européenne, voire même mondiale, je crois, où le potentiel géothermique est le mieux exploité.

Dans les années à venir, cette énergie va rester prioritaire, va rester principale dans l'utilisation des réseaux de chaleur. Le schéma régional du climat et le plan climat énergie du Val-de-Marne visent le doublement de la production géothermie pour dépasser 1 million de mégawatts-heures d'ici 2025 par rapport à 2011. Les réseaux de chaleur devraient alors donc desservir plus de 260 000 équivalents logements. Tout ça, c'est très bien, mais il y a un mais. C'est bien ce qui nous embête avec le projet du SMAG. C'est que la ville de Choisy-le-Roi est concernée par le projet d'Alfortville parce que le site d'installation du doublet, du double puits visé par le SAMG impacte directement un projet analogue porté par le SICUCV, qui est un projet de doublet au même endroit, au sud-est de la ville de Vitry. Donc il ne peut pas y avoir, techniquement, deux Doggers, deux puits qui tapent dans le même Dogger dans le même périmètre.

Donc le SICUCV a un projet de creuser un puits de géothermie sur son territoire, le territoire de la ville de Vitry, pour produire de la chaleur par géothermie pour un équivalent de 7000 logements à horizon 2030, qui comprendrait la ZAC des Ardoines, qui n'est pas encore sorti de terre, qui va bientôt sortir de terre, et surtout qui pourrait alimenter principalement vers le Sud le réseau de chaleur de Choisy-le-Roi, puisque nous sommes en basse pression, ce qui est complètement compatible avec finalement ce projet de géothermie. Or, le projet du SMAG va creuser son puits au même endroit, ce qui pose problème.

Vous l'aurez compris, si le projet du SMAG est validé en préfecture, c'en est fini du projet porté par le SICUCV, et nous n'aurons plus, nous, la possibilité de profiter d'une énergie verte made in France sans CO2, très concurrentielle et sans gluten.

Donc nous vous proposons de donner un avis défavorable pour l'octroi... On va faire comme tout à l'heure, voter pour l'avis défavorable à cette autorisation du projet du SMAG. Si vous êtes pour, votez contre. Je vous rassure, la ville d'Alfortville peut tout à fait revoir sa copie, c'est leur problème, tout à fait. Je ne veux pas privilégier les Alfortvillais d'une géothermie. Le SMAG peut revoir sa copie en réaménageant son périmètre puis trouver un autre point de pompage dans le Dogger. On a presque des idées à leur soumettre, mais ils ne nous ont pas consultés. Donc je vous propose de voter pour cet avis défavorable.

M. le Maire : Ce qui est dommage, c'est qu'on est dans la guerre des syndicats, en fait. Ils pourraient très bien s'entendre et mutualiser les moyens. C'est ça, le problème.

M. Chirrane : Bien sûr, les bureaux d'études mandatés par le SMAG et la ville d'Alfortville n'ont pas pris attache avec le SICUCV. Ils ont passé cet élément en préfecture, parce que, comme vous le disiez tout à l'heure, premier arrivé, premier servi.

M. le Maire : Y a-t-il des observations ? Non ? Monsieur Didier Guillaume.

M. Guillaume : Bien évidemment, je voterai pour cette délibération qui donne un avis défavorable pour la bonne raison aussi que le réseau de géothermie d'Alfortville n'est quand même pas en très bonne... Mais en plus, il n'y a jamais pu y avoir un travail efficace pour que ce secteur de Choisy-le-Roi puisse travailler avec ce réseau de chaleur là, parce qu'apparemment, il y avait des incompatibilités techniques. C'est pour ça qu'il y a une partie de la ville qui est en géothermie, et nos écoles en bénéficient, et que l'autre côté, du côté des Gondoles, n'est pas en géothermie. Donc c'est un argument supplémentaire, ça fait guerre des clochers, Monsieur le Maire, je le conçois, mais quand même, c'est un peu fort de café.

M. le Maire : Juste une information. Vitry et le SICUPV ont été pris de court, mais ont écrit. Ils n'étaient pas dans les temps pour le Conseil municipal, mais ils ont fait un courrier pour dire qu'eux aussi étaient contre.

M. Chirrane : Ils ont porté leurs observations sur l'enquête publique qui était ouverte, tout à fait.

M. le Maire : Y a-t-il d'autres observations ? Donc on vote pour cette résolution, qui dit, comme tout à l'heure, qu'on est contre. Qui est contre pour être pour ? On vote pour la résolution. C'est voté à l'unanimité. On se croirait chez les Shadoks... Exactement, Matthias, c'est une histoire de pompage.

La délibération n°17 est adoptée à l'unanimité.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

→ 18. Rapport d'activité du SIFUREP pour l'année 2020

M. le Maire : Monsieur Coehlo, tu vas pomper aussi un peu. S'il te plaît, tu lis l'introduction. 400 pages...

M. Coehlo : Justement, Monsieur le Maire, comme il est encore tôt, je vais lire l'ensemble du rapport.

Rires

M. Coelho : Non, je ne vais pas vous embêter avec ça. En revanche, vous savez que c'est quand même un syndicat qui me tient à cœur. Je ne vais pas lire le rapport, mais vous en avez pris connaissance. C'est important pour le vote, que vous en ayez pris connaissance. Et donc là, je vais lire, dans le cadre de cette délégation de service public : « L'article L5 1211-39 du Code général des collectivités territoriales prévoit la communication des rapports d'activité au conseiller municipal en séance publique ».

Nous devons prendre acte.

M. le Maire : Que le rapport a été présenté. Cela dit, il y a peut-être des observations sur ce rapport. Non. Nous votons la prise d'acte, c'est voté à l'unanimité. Ça a été présenté, merci à vous.

Le Conseil prend acte de la délibération n°18

→ 19. Adhésion à l'association DRAPO (Défense Riveraines Aéroport Paris-Orly)

M. le Maire : C'est une association qui défend les intérêts des riverains de l'aéroport Paris-Orly. Mais bien sûr, nous sommes nous-mêmes impactés. C'est moi qui dois le présenter, je pensais que ce serait Ali. Vas-y, présente-le.

M. Id Elouali : Le collectif DRAPO, collectif supra communal, si je peux dire...

M. le Maire : DRAPO, c'est la fédération de toutes les associations environnementales qui défendent, qui mènent un long combat, qui sont méritantes. Nous avons jugé qu'il était bien de les aider quand même.

M. Id Elouali : C'est un collectif qui regroupe un certain nombre de gens, de militants, qui se battent contre les nuisances liées à l'aéroport d'Orly. C'est un collectif qui est composé de personnes de plusieurs villes, à la fois du Val-de-Marne, mais aussi du département de l'Essonne. Et donc ça nous a semblé pertinent, puisqu'on parle du cadre de vie des Choisyens, qu'on puisse adhérer à ce collectif et le soutenir, parce qu'il porte également la voix des Choisyens et des Choisyennes qui luttent contre les nuisances sonores liées à l'aéroport d'Orly.

M. le Maire : Vous avez une charte avec leurs propositions. J'en profite pour vous dire que vous savez qu'on vous a présenté, il y a eu un nouveau plan d'aménagement où il y a eu des enquêtes publiques, concertations avec les maires, il y a eu je ne sais combien de contributions, etc. Finalement, le rapport définitif adopté, c'est celui qu'avait présenté l'État. Il n'y a aucune des observations qui ont été retenues. Circulez, il n'y a rien à voir, notamment l'abaissement du couvre-feu d'une heure que la plupart des maires souhaitent, ce qui est fort dommage. Nous sommes moins impactés que Villeneuve-le-Roi, Villeneuve-Saint-Georges, etc., mais nous sommes aussi impactés, mais nous sommes aussi sûrement impactés par la pollution que ça engendre de toute façon, et l'été par le bruit, et surtout lorsqu'ils ne respectent pas les créneaux le soir, certaines fois. J'ai eu quelques lettres, d'ailleurs, je vais demander à Matthias, parce qu'il y avait quelques habitants qui percevaient des bruits dans le nord des Gondoles, ou au-dessus dans le Sud. Il y a une ligne où ça s'entend un peu.

Ce sont des gens, bénévoles, méritants qui se battent, pot de terre contre pot de fer. Ils méritent notre aide. Y a-t-il des votes contre ? Non. Des observations ? Monsieur Didier Guillaume.

M. Guillaume : C'est une question que j'avais évoquée en commission urbanisme. Le fait qu'il y ait des communes membres donne droit à ce qu'il y ait différents collèges. Quand on regarde les statuts de l'association, il y a notamment un collège élu. Le fait d'adhérer, est-ce qu'on aura une prochaine délibération qui fera en sorte qu'on puisse nommer des élus de Choisy-le-Roi dans le collège ?

M. le Maire : Absolument.

M. Guillaume : D'accord.

M. le Maire : On fera en sorte, s'il y en a parmi vous qui sont volontaires, avec plaisir. OK.

Y a-t-il d'autres observations ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Non. C'est voté à l'unanimité, merci.

La délibération n°19 est adoptée à l'unanimité

→ 20. Informations complémentaires à l'ordre du jour

M. le Maire : Dès qu'on aborde ça, c'est l'envolée des moineaux, tout le monde s'en va. Donc avant, j'ai quelques informations très brèves.

Nous allons entrer dans une période électorale, je suis sollicité pour l'octroi de salles. Bien entendu, ce que je leur réponds, et ça vaut pour tous les partis, c'est qu'en période électorale, donc officielle, comme de coutume, bien sûr, les salles sont gratuites. En dehors des périodes électorales, il n'y a pas de différenciation pour les partis politiques, pour les associations ou de simples Choisyens. Donc en dehors des périodes électorales, les salles seront payantes, que ce soit LR, PC, Insoumis. C'est ainsi, c'est un respect, c'est une justice vis-à-vis de ceux qui payent. Pour les périodes électorales officielles, bien sûr, les salles sont gratuites, je ferai une lettre aux différents partis parce que vous devrez la produire lors des comptes de campagne pour dire que les salles sont gratuites.

J'ai été aussi sollicité pour le tractage sur les marchés. Je voudrais quand même dénoncer une petite cabale des réseaux sociaux, soi-disant, la police municipale aurait photocopié des cartes d'identité. Quand même... La police municipale a une mission, il n'y a pas d'ordre qui a été donné, et dans leurs attributions, ils ont vu des personnes qui déballaient des tables, donc ils leur ont demandé s'ils avaient eu l'autorisation, comme tout un chacun doit avoir pour occuper le domaine public. C'est tout. Donc ils ont appelé le cabinet pour savoir, ils n'en avaient pas, on leur a dit que c'étaient des gens qui travaillent et qu'il n'y avait pas de souci. Ils ont laissé tracter normalement, donc pas de photocopie de carte identité. C'est quand même fou de lire des choses pareilles, mais voilà ce qu'il s'est passé. D'ailleurs, suite à cela, j'ai été sollicité par certains partis pour qu'ils puissent avoir des tables. J'ai répondu que pendant les périodes officielles, ils pouvaient mettre des tables, des drapeaux, etc., et qu'en dehors des périodes officielles, le tractage bien sûr est autorisé, mais le mobilier, les tables, etc., pourquoi ? Et ça s'applique à tout le monde, y compris à nous-mêmes. Tout le monde a le droit de tracter quand il veut, etc.

Mais maintenant, l'occupation, pourquoi ? Parce que je ne veux pas qu'il y ait un paysage politique toute l'année, qui que ce soit, quels que soient les partis y compris par nous-mêmes, l'opposition, la majorité. Il y a une période pour les élections, et il y a une période pour le vivre ensemble, ce qui n'empêche pas de tracter. Donc à tout moment, le tractage est libre sur les marchés, où on veut. Le dépôt de tables, de ceci, de cela, en dehors des périodes, ce sera non, et ça s'applique à tous les partis. Personne n'est visé.

Oui, Matthias.

M. Fondeneige : Votre phrase peut prêter à confusion. Vous avez dit : « En dehors du temps électoral, pour les salles, les associations, les partis politiques et les particuliers ». Nos associations bénéficient gratuitement des salles, que ça ne prête pas à confusion.

M. le Maire : Je pensais aux syndicats qui payent une location pour faire leurs assemblées et tout ça. C'est une mesure d'équité qu'on applique à nous-mêmes, je tiens à le dire.

Autre point important, j'en avais parlé avec Monsieur Guillaume et autres, je crois que Madame Luc est venue se renseigner. Je vais donner la parole, d'ailleurs, à Madame Ostermeyer. Lorsque j'ai pris mes fonctions, j'ai eu un souci, je ne vous le cache pas, je m'en suis ouvert, avec le Vietnam. Je l'avais déjà dans l'opposition. On en a déjà parlé, débattu, etc. Donc j'ai réfléchi sur la position à adopter, parce qu'on ne peut pas dire, quand même, que le régime actuel au Vietnam soit une belle démocratie. Mais j'ai demandé conseil, j'ai cherché à comprendre, j'ai lu, je me suis renseigné, j'ai travaillé avec des Vietnamiens réfugiés ou pas, ou autres, etc. J'ai une vue assez précise de ce qu'il se passe sur le

Vietnam, j'ose dire que petit à petit, je deviens un petit spécialiste amateur, j'ai été reçu à l'ambassade, où je suis tombé bien sûr sur Madame Luc. On a discuté ensemble du Vietnam. Mais surtout, je suis tombé sur une dame qui m'a extrêmement ému, que vous connaissez, Madame TRAN-TO-NGA qui, dans sa jeunesse, a combattu dans la junte, ce qu'on appelait Viêt-Cong, pour la libération de son pays, ce que tout un chacun, ce que tout le monde sur terre, lorsque son pays est attaqué, il défend son pays. Donc cette dame m'a énormément ému, elle mène un combat depuis maintenant 30 ans pratiquement seule contre les États-Unis, et surtout l'entreprise Monsanto, qui dénonce les atrocités de la guerre. Chaque guerre, ce qu'elle amène, c'est surtout des atrocités. Donc les produits Monsanto, notamment les chimiques, ont été déversés sur la population, qui font encore des ravages aujourd'hui, parce que ça se transmet dans le sang. C'est terrible, il y a des gens sans bras, etc. Donc cette dame s'est battue contre trois cancers, elle a été victime de ça.

Vous la voyez, elle ne fait pas son âge, et comme elle me dit : « J'ai la chance d'avoir une enveloppe très belle à voir, mais je suis pourrie de l'intérieur ». C'est une petite dame qui se bat, elle a été déboutée contre les États-Unis, elle a quand même mené un procès, seule. Le seul pays, et j'en suis fier, et c'est aussi ça qui a importé ma décision, le seul pays qui l'accompagne, c'est la France, et c'est parce que la France l'accompagne qu'elle a le droit de poursuivre ce combat.

Ce que je tiens à dire, j'ai pris donc la décision quand je l'ai reçue sous forme d'hommage de projeter le film, Sushma va vous en parler, un film qui relate les atrocités, et puis un débat sur cette soirée. Ce que je tiens à dire, je me suis aussi prononcé sur le fait que pour moi, l'international, en tant que maire, j'ai mes positions.

Brouhaha

M. le Maire : S'il vous plaît, quand même. Donc en tant que maire, j'ai tout de suite dit que l'international, qui me passionne, j'ai mes avis sur diverses polémiques sur cette planète, ne doit pas intervenir sur notre sol où il y a 20 nationalités, et comme je le dis à chaque mariage, nous devons vivre côte à côte et pas face-à-face. Ce qui l'a emporté, et on le voit bien avec ce qu'il se trame entre l'Ukraine, la Russie, tout le boufeu qui voudrait des guerres un peu partout, même en France, on voit des gens : « On va se replier, on est fort, on va défier le monde entier, nous, le petit timbre-poste à l'échelle du monde ». C'est ainsi.

Ce qu'il a emporté, il ne s'agit pas de refaire la guerre du Vietnam, il ne s'agit pas d'être pro vietnamien, pro américain. Je pense sincèrement que lorsque les canons se taisent, lorsque les bombes ne pleuvent plus, il faut réparer la population qui a le droit à une réparation. Et aussi, cette soirée, c'est pour rappeler ce qu'est une guerre. C'est pour rappeler ce qu'on récolte à chaque guerre, faire prendre conscience, surtout avec ce qui se trame aujourd'hui dans le monde, de ce qu'est une guerre. Les gens voient ça en photo, ils voient des films. Ce n'est pas ça. Il y a les morts, les atrocités. Quelles que soient les causes, les résultats de la guerre, comme on dit, « une guerre, c'est sale ». On peut rentrer dans le débat, il y a des guerres nécessaires, c'est ce qui nous a valu notre liberté aujourd'hui. Mais fondamentalement, nous sommes en 2022. Je pense qu'on peut avoir, j'allais dire d'autres armes, d'autres possibilités de régler des conflits que par la guerre, et je crois que les peuples de la terre entière, c'est ce qu'ils veulent. Ce n'est jamais les peuples qui provoquent la guerre, c'est toujours des dirigeants. Voilà.

Donc c'est pour ça que j'ai décidé de faire cette soirée autour de ce film de ce débat. J'espère que vous serez tous présents, parce que votre présence, c'est dire stop à ces atrocités. Et je sais que l'ancien maire, Didier Guillaume, Madame Luc y semblent attachés. Tu m'as dit qu'il y avait un journaliste, bien sûr, je n'ai pas son adresse, mais il est invité. C'est le 10 février, à 19 h 30. Je crois que vous avez tous reçu une invitation. Vraiment, je

serais vraiment ravi qu'au-delà de nos différences, nous soyons réunis sur cette soirée, parce que cette soirée, pour moi, c'est « non à la guerre ». Je voulais vous informer de cela.

Matthias ? Oui, bien sûr, si certains veulent prendre la parole.

M. Fondeneige : Peut-être une précision sur ce qu'est l'agent orange pour les personnes qui ne le sauraient pas, l'agent orange est un puissant herbicide, pour schématiser, qui a été utilisé par l'armée américaine face à un constat d'une froideur implacable, puisque les combattants vietnamiens se dissimulaient dans la forêt et que l'armée américaine ne pouvait pas les voir, ils sont arrivés à ce constat que s'il n'y avait plus de forêt, ils pourraient les voir. Et donc, le but était d'avoir un insecticide extrêmement puissant qui attaquait tout le vivant. C'était vraiment pour décimer les arbres, décimer les sols, et non content de cela, il s'est infiltré, encore à l'heure actuelle, dans la terre, il y a encore des remontées. Et les populations qui ont été touchées, parce que c'était par épandage, donc ils passaient avec des avions, ils balançaient cette saloperie sur les gens. Ils avaient soit droit au napalm, soit droit à cela, quand ils n'avaient pas droit aux deux. Et donc ça a fait des personnes qui ont eu des maladies, des cancers, des trucs absolument épouvantables. Et je crois qu'à l'heure actuelle, le Vietnam paie encore le tribut de la terre sur cette saloperie. Bien évidemment, les États-Unis ne veulent pas entendre parler de responsabilités ni de réparations, d'aides, de quoi que ce soit. Je pense que c'était important de le préciser.

M. le Maire : Ce qui les grandirait, et encore une fois, j'espère que pendant ce débat, il n'y aura pas... Parce que sinon, pour moi, ce serait un raté, qu'il n'y aura pas d'attaques contre les États-Unis, contre le Vietnam. On peut déplorer, mais... Tout à l'heure, je vous parlais de certains conflits, comment on veut que les choses avancent ? Par exemple, cette dame, je me suis exprimé avec elle, nous avons discuté. Je lui ai demandé vis-à-vis de l'ambassadeur, j'ai vu son premier secrétaire, si on pouvait parler de certaines choses, elle-même dénonce certaines choses. Et pour que je puisse lui dire, et pour que ce soit bien clair, si on se lance... Il ne faut pas oublier non plus le contexte de la guerre. C'est pour ça que je ne veux pas refaire le débat Vietnam/États-Unis. Il y a des pour, il y a des contre, etc. Nous sommes maintenant en 2022. On pourrait parler aussi du sort qui est réservé aux prisonniers qui sont restés là-bas. Tout ça, c'est un enchaînement d'atrocités. C'est bien pour cela que ce qui compte, c'est que quand j'entends certains discours aujourd'hui, certaines attitudes, une ambiance sur notre planète, ça fait peur. Ça fait froid dans le dos. Mais effectivement, nous apportons, comme tout à l'heure, si on peut apporter notre soutien unanime à cette dame pour que son peuple, son pays obtienne réparation, ça grandirait tout le monde. Voilà. C'est ça le but que je voudrais atteindre dans cette soirée.

Il y a d'autres interventions ? Non. Je voulais vous informer de ça, et bien sûr, j'ai interrogé mon ami Christian Cambon qui est quand même président de la commission étrangère pour avoir son sentiment. C'est difficile, l'attitude, parce que quand même, même si quelquefois je dis des choses, je suis profondément républicain et le sort des peuples et la fraternité, j'y suis attaché. Donc que faut-il faire ? C'est comme face à la Chine, que faut-il faire ? Donc il m'a dit très justement, il a raison, les liens entre Choisy-le-Roi et le Vietnam, comme certain au Vietnam pensent que Choisy-le-Roi, c'est historique, c'est ainsi, c'est historique. Il y a des gens... Justement, je ne sais pas trop quoi en faire. Si tu as une idée ? On m'a reporté que même Monsieur Davis, paix à son âme, ne savait pas trop... Bon. On va lui trouver une place. Je crois qu'il y a une association France/Vietnam, peut-être qu'ils ont de la place. Je lui ai donc demandé son avis, effectivement, et surtout sur ce qu'il se passait là-bas. De toute façon, c'est très clair, le Vietnam a évolué. Il m'a dit : « De toute façon, le Vietnam, on peut faire ce que l'on veut, sauf de la politique ».

Non, on peut faire de la politique, ici.

Rires

M. le Maire : J'ai vu qu'il y avait une évolution. Effectivement, si on veut aider les gens de l'intérieur qui se battent, il y a Dong-Da avec qui nous sommes jumelés. Donc je me suis vraiment posé, c'est une réflexion que j'avoue, en toute sincérité, parce que c'est un point important. Je pense que l'ancienne majorité, ils avaient peut-être des liens, je vais faire de la provocation, peut-être plus par rapport drapeau rouge, je n'en sais rien, mais je ne leur reproche pas. Il n'y a pas que moi, d'ailleurs. Ça nous interpelle, mais pas parce que c'est le Vietnam.

Brouhaha

M. le Maire : Pardon ?

Mme Luc : Monsieur le Maire, les liens, ils existaient grâce aux Accords de Paris.

M. le Maire : Tout à fait.

Mme Luc : La délégation vietnamienne pendant des années.

M. le Maire : Tout à fait, pendant 5 ans. Bien sûr, on appelle ça les Accords de Paris parce qu'ils se sont signés à Paris, mais toutes les discussions pendant 5 ans se sont passées à Choisy-le-Roi, bien sûr. Ma sœur habite à côté de la maison où ils étaient. C'était l'ancienne villa, ils étaient dans la maison où il y avait ce fameux cerisier qui a été abattu, d'ailleurs, il y a un an par les propriétaires parce qu'il existait encore. Ma sœur habite juste à côté de ces pavillons. C'est un endroit historique. Kissinger et machin sont venus là, bien sûr, il y a ce lien historique, c'est dans l'histoire. C'est comme cela.

Mais pour cette soirée de jeudi, c'est surtout pour rendre hommage au combat de cette femme. Tant qu'il y a des gens comme ça sur terre... Elle-même a parlé, a dénoncé, ça a été une très belle rencontre, je crois même de sa part, qui était étonnée que je sois aussi attentif. Des gens comme ça, c'est extraordinaire, il faut les aider et c'est pour une cause humanitaire. Je souhaiterais vraiment que tout le Conseil municipal... C'est une grande protestation contre les atrocités de la guerre.

Bon. On peut passer... On va reprendre le cours du dernier point.

→ 21. Compte-rendu des décisions L 2122 22 du Code général des collectivités territoriales

M. le Maire : Y a-t-il des observations ? Monsieur Didier Guillaume.

M. Guillaume : J'en ai une, mais pour ne pas prolonger ce Conseil municipal, j'irai directement me renseigner auprès de la direction générale concernant la 21-394, mais inutile d'échanger là-dessus, c'est pour avoir des informations.

M. le Maire : Merci de cet excellent Conseil municipal, bonne soirée à vous.

Fin de séance : 23h56